

ssent  
naisonLE FRANC  
A SON MEILLEUR  
PRIXLondres s'inquiète  
de la dégradation  
des paiements extérieurs

LIRE PAGE 31

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 1,60 Dfr. ; Tunisie, 1,30 Dfr. ; Afrique, 12 Dfr. ; Belgique, 13 Fr. ; Canada, 5,67 Fr. ; Danemark, 2,50 Fr. ; Espagne, 25 Ptas ; Finlande, 10 Fr. ; Irlande, 2,50 Fr. ; Italie, 2,50 L. ; Luxembourg, 13 Fr. ; Néerland, 3 Fr. ; Pays-Bas, 1,25 Fr. ; Portugal, 17 Esc. ; Suède, 2,60 Fr. ; Suisse, 7 Fr. ; U.S.A., 55 cts ; Yougoslavie, 10 din.

Taux des abonnements page 29

5, RUE DES ECOLES  
75347 PARIS - CEDEX 06  
C.C.P. 4207-22 Paris  
Télé. Paris n° 550572  
Tél. : 246-72-23

Le premier ministre rhodésien et les nationalistes modérés  
concluent un accord sur la création  
d'un Parlement à majorité noire

## Les absents

En annonçant, au cours d'une conférence de presse donnée en commun avec les dirigeants du trois mouvements nationalistes africains, les principaux points de l'accord de principe conclu mercredi 15 février à Salisbury, M. Ian Smith pouvait parler légitimement, si l'on se tient aux apparences, de « victoire de la modération ».

Le résultat de la dernière consultation électorale dans l'ancienne colonie britannique, le Front rhodésien, parti du premier ministre, avait enlevé la totalité des cinquante sièges réservés aux Européens au sein du Parlement, qui en compte soixante-dix. Moins de 1,5 mille électeurs noirs avaient représenté une population africaine de près de sept millions d'habitants. Les élus des deux cent soixante-dix mille Européens de Rhodésie étaient précis à voter toutes les mesures proposées par au premier ministre qui assurait défendre la « civilisation » contre les rebelles nationalistes. Moins de six mois après cette « victoire » électorale, M. Smith a surpris tout le monde en signant un accord qui prévoit pour les Noirs une représentation largement majoritaire au Parlement.

Quand les négociations avaient commencé, à la fin janvier, entre le premier ministre et les nationalistes modérés, la réalité : un premier ministre alarmé par les pressions combinées de Londres et de Washington que la dégradation constante de la situation économique ne lui permettait plus d'ignorer ; un chef nationaliste jouissant d'une incontestable popularité parmi ses compatriotes de couleur, mais conscient du prestige croissant de ses rivaux installés dans la lutte armée.

Est-ce à cause du caractère hâtif de l'accord ? Les premières réactions qu'il a suscitées à l'étranger paraissent bien réservées. Il n'est point étonnant que les dirigeants du Front patriote engagé dans un combat de libération à partir de l'étranger, estiment « impératif » un compromis signé par des opposants de l'intérieur. Plus surprenante est la prudence de Londres et de Washington après l'acceptation par M. Smith du principe « au moins une fois », qui peut permettre une évolution en devenir, mais fondamentale, de la Rhodésie.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'ont pas tant déploré le contenu même de l'accord que le fait qu'il était conclu en l'absence des mouvements nationalistes MM. David Owen, secrétaire au Foreign Office, et Andrew Young, représentant américain aux Nations unies, avaient quant à eux rencontré leurs chefs le 20 janvier, à La Valette, pour discuter du plan angle-américain de règlement en Rhodésie, présenté en septembre 1977. Ces mouvements trouvent sans doute un argument dans le fait que l'accord accepté par les fermations rivales prévoit la mise en place d'une administration « apolitique » et une protection contre les nationalisations et les expropriations, stipulations visant manifestement à sauvegarder les priviléges économiques des Blancs.

Une analyse complète du compromis annoncé à Salisbury n'était pas encore possible jeudi, car certains points sont encore en discussion. Il reste notamment à déterminer les conditions dans lesquelles sera créé un gouvernement intérimaire. Quelle que soit l'étendue des concessions qu'il a été amené à faire, M. Smith paraît trop marqué par son passé pour conduire la transition vers une ère nouvelle en Rhodésie.

LA CONTRE-OFFENSIVE  
ÉTHIOPIENNE EN OUGADEF  
MARQUE UN TEMPS D'ARRÊT

(Lire nos informations page 3.)

MM. Mitterrand et Marchais se rejettent la responsabilité d'un éventuel échec de la gauche

Fatigue, nervosité ? Le ton de la campagne pour les élections législatives a changé. Les formules injurieuses ferment lieu d'arguments : en partie de bousculades, de pyramides, ou de soupçons de déstabilisation. Certains tribunaux se retrouvent entre les journalistes qui les interrogent de toutes les moyens de communication dont ils se servent. Jeudi, M. Marchais a considéré que M. Mitterrand avait été interrogé par deux « complices » à Antenne 2 et a refusé une interview à Europe 1, station à laquelle il reproche d'avoir mis en cause l'honnêteté du P.C. dans les élections cantonales parisiennes du Val-de-Marne.

Dans le débat grincant qui s'instaure, M. Mitterrand s'efforce de conserver un ton « présidentiel », alors qu'il lance mercredi soir, à l'inauguration de l'Assemblée, un appel à ses partenaires comme à ses adversaires pour qu'ils acceptent de traiter calmement et sérieusement les sujets qui intéressent les Français. Cela a l'air d'empêcher de voir la droite dure pour M. Barre et M. Chirac, qui le lui rendent bien, et de répliquer à M. Marchais.

Le P.C. proclame sa fidélité à la stratégie de l'union de la gauche et au programme commun non actualisé, c'est-à-dire à l'essentiel de ce document. Il refuse toute négociation « bâclée » sur l'actualisation, entre les deux tours de scrutin, comme le demande le P.C.

Le P.S. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.R. et le P.D. rejettent la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.M. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

Le P.D. rejette la responsabilité de l'union de la gauche et de la gauche, mais il ne suffit pas à sceller l'union de la gauche : il y faut aussi un programme.

## idées

## FEMMES

## Ne pas se tromper d'adversaire

par MAURICE T. MASCHINO

Il est de mode, aujourd'hui, d'afficher ses différences. C'est la façon qu'a tout le monde de se pas, se croire comme tout le monde. Et chacun d'arbore à la boutonnière un insigne distinctif : homosexuel, fou, ancien détenu, ex-analyste, marginal, ex-prostitute. Ce serait très sympathique si chacun, fort de son droit à la différence, ne se faisait fort, trop souvent, d'avoir cette différence. Et de s'enfumer dans un nouveau ghetto. En ne voyant pas qu'ainsi, loin de se libérer, il reproduit l'aliénation qu'il dénonce. C'est le cas, entre autres, de certaines femmes. Qui plottent — car il y a, justement, une différence — d'un certain nombre de féministes.

A les entendre, la femme serait moins un être concret — historiquement situé, socialement déterminé — qu'une essence ou une nature : chameau, que ce soit ce qui soit sa position dans la cité ou y participerait. Mieux (si l'on en juge par la ferveur de quelques-unes) : y communierait. Chef d'entreprise ou manutentionnaire, cadre à 5 000 francs par mois ou préposé à l'entretien des toilettes publiques, ouverte ou fermée au professeur aggrégé, les unes et les autres, femmes d'abord, seraient victimes, comme telles, de toutes les oppressions : leurs intérêts seraient donc identiques à celles féministes, une « classe » (1). Face à une autre, celle des hommes (telle des P.D.G. et des agriculteurs, des éboueurs et des ministres), tous également oppresseurs, tous phallicrates (évoqués ou honorés), prompts à paterner ou à dominer.

Parole vision de la société nous parle une aberration. D'abord, parce qu'elle fonde une situation particulière sur

## Une donnée parmi d'autres

Question de caractère ? Pas seulement : question de position sociale d'abord, et de rapport de forces. Si la femme du bas de l'échelle est bien « une femme », en effet, et exactement comme l'autre ouverte, celle des sommets de la hiérarchie l'est beaucoup moins. Et peut-être pas du tout. Ou, en tout cas, pas d'abord. Pas exclusivement. Pas principalement. Ce n'est pas sa féminité en tant que telle, c'est sa féminité revue et corrigée par son appartenir sociale qui détermine son statut et règle sa conduite.

Femmes-juges, femmes-flics, femmes-soldats, femmes-patrons, femmes des usines et des barricades, femmes militantes et militantes, femmes militaires et militaires vraiment ? Mais... « classe » ? La féminité est-elle le ton de leur condition, son alpha et son omega ? Ou n'est-elle pas plutôt une donnée parmi d'autres, intégrée à des rôles si différents que, loin de les unir, elle les oppose ?

Femmes contre hommes ? Sans doute, et cela se voit tous les jours, dans la rue, au bureau, à l'usine, dans les écoles. Qui affrontent celles qui ont un pouvoir et celles qui n'ont que des devoirs, celles qui commandent et celles qui subissent (ou se révoltent), celles qui appartiennent à la classe des autres et celles qui sont de la classe des opprimés.

Une classe où l'on trouve — aussi — des hommes. Qui peu-

## Alibi ou cause seconde

Il en est de même de la « guerre des sexes ». La féminité n'est souvent qu'un alibi. Ou une cause seconde. Ou le mythe qui exprime — et dissimile en même temps — une autre réalité. Tel le discours religieux qui, d'abord, est stérile et passe, traduisant en les déformant des conflits d'ordre économique et politique, le discours féministe qui, au contraire, dans la mesure où les femmes ne sont pas scellées à être ce qu'elles disent.

Mais cela, précisément, leur discours ne le dit pas : prenant la partie pour le tout et refusant en termes d'opposition hommes/femmes l'antagonisme dominants/dominées, il demeure ambigu. Postulé dans la mesure où il dévoile une situation (la surrection d'un bien des femmes), il devient, idéologique, et fait, dans la mesure où il la simplifie. Loin d'être « global », et encore moins radical, — la lutte qu'il inspire reste partielle et ne peut guère contribuer à changer la société.

Ce que ce signifie pas qu'elle soit inutile tant il est vrai que les femmes ne se libéreront qu'en menant elles-mêmes leur propre combat. Mais à le poursuivre séparément, à refuser de l'inscrire dans une entreprise, plus vaste, de transformation de l'ensemble des rapports sociaux, elles le (et se) condamnent à une moindre efficacité. Quand ce

n'est pas à une totale gratuité. Telles ces féministes qui appellent à voter pour lui. C'est-à-dire, dans le combat incertain que même la gauche, à laisser à la droite davantage de chances. Sans doute, les partis de gauche ne sont pas à l'avant-garde de la lutte féministe (ni de bien d'autres), sans doute, ils sont ce qu'ils sont. Mais il faut faire avec. S'y refuse-t-on, on laisse faire les autres — et l'on sait que, de ceux-là, les femmes (comme les hommes) ne recevront jamais que des miettes.

Si les féministes veulent vraiment que les femmes ne soient plus des « boniches » ni des « pachas », (3), c'est en luttant avec les hommes qu'elles ont quelque chance d'y parvenir. Et non pas, gauche et droite renvoyées dos à dos (ce qui est le propre d'une attitude de droite), en se crispant sur des positions nazi-sques et infantiles. A un mois des élections, il est temps de ne pas se tromper d'adversaire.

(1) « Les féministes radicales face au féminisme » (Le Monde du 23 décembre 1977).

(2) Ibid.

(3) Cf. l'excellent ouvrage de Claude Almon, *La Femme potiche et la femme boniche*, Maspéro, Paris, 1976, 115 pages.

## REVUE DES REVUES

## Devant la porte

par YVES FLORENNE

Le cahier de Change traite de la folie, donc de toute répression (1). La question du viol y est posée par Michel Foucault : la sexualité ne pouvant être objet de viol ou de donner un coup de poing ? Il s'adresse aux femmes ordénées (ce n'est un antre), dont la réponse s'exprime dans le « non » énergique de Marina Zecca : le viol, c'est une violence physique, plus quelque chose sans commune mesure entre elles. Foucault dit qu'il a discuté avec un magistrat du Syndicat de l'administration qui est catégorique : « Il n'y a pas de raison de pénaliser le viol », acte sexuel. Admirable casuistique. Entre autres conséquences, elle accueille Marina Zecca, pour sauver la répression, et se déclare : non, décidément, le viol, « ce n'est plus de l'acte sexuel, c'est de la violence physique ». Hélas ! c'est, tout au contraire, le point extrême où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antioppressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antioppressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antioppressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antioppressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

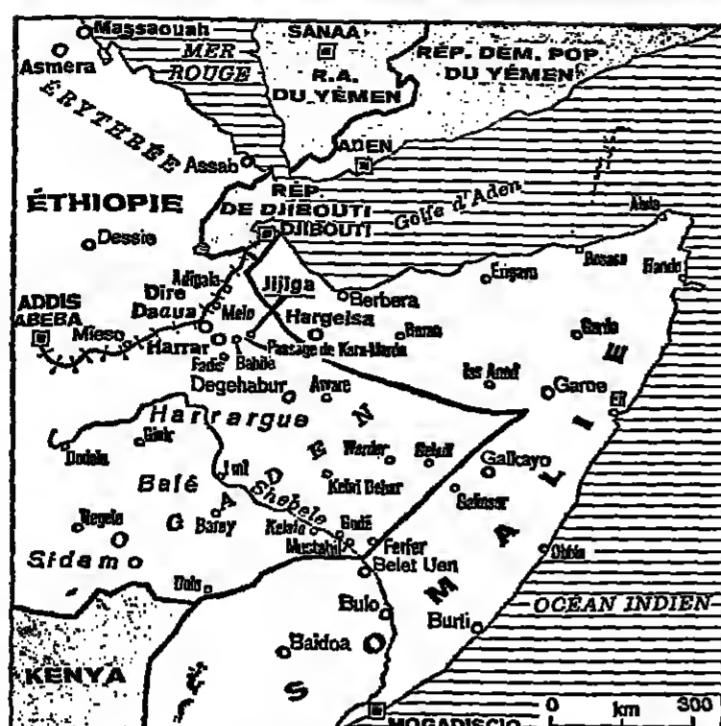
Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon dernier feuilleton, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), le m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonspection : d'être homme devant une porte où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante sur ce qu'elle trouble soudain les convictions antiopressives. Quelle femme trouve bon qu'on prétende tuer le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'avoir pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le paté droit, c'est la même chose ? »

Dans mon

## étranger

porte



## La Mauritanie prise au piège

Ecartelée entre les intérêts opposés de l'Algérie et du Maroc, la Mauritanie est la grande perdante du conflit du Sahara occidental. Nombreux sont ceux qui, à Nouakchott, estiment que l'heure est au réalisme et qu'il faut tenter de se dégager d'une guerre qui menace le pays dans son existence même (« Le Monde » des 15 et 16 février).

Ville frontière avec le Sénégal, Rosso, seize mille habitants, siège du gouvernement de la VI<sup>e</sup> région, a perdu beaucoup de son importance depuis la construction d'un mur qui permet aux chars de marailler directement au capitol. Grâce à la coopération avec la Chine populaire, Rosso est maintenant découvert une vocation agricole.

Situé en bordure du fleuve, dont il est isolé par une digue, le casier rizicole de M'Pouyé s'étend sur un millier d'hectares. Le voyageur arrivant de Nouakchott par la route passe sans transition d'une steppe aride parsemée de quelques chênes millénaires à une plaine où l'on distingue, à l'horizon, les dômes des gisements d'oléagineux qui masquent le réseau des diguettes d'irrigation, amoncellement de bottes de paille et de sacs de grains, silhouettes penchées des glaneuses.

« Le périmètre, nous dit M. Saïd Ould Teiss, diplômé de l'école d'agriculture de Kaédi, responsable d'un secteur de production, comprend une ferme d'Etat de 633 hectares et des lots individuels qui appartiennent à des familles qui les exploitent elles-mêmes ; 385 hectares ont été déjà ainsi distribués et aménagés. Chaque année, les techniciens chinois réalisent une extension de 100 hectares ; 4 000 hectares au total doivent être mis en culture dans le cadre du projet. »

Tandis que les lauriers moissonneuses-batteuses roulent sur les terres de la ferme, les familles, plus ou moins riches, plus ou moins aisées : le riz est coupé à la faucille, battu au fléau, vanné avec l'aide du vent, mis en sacs enfin, le nombre et l'ardeur au travail compensant l'absence de mécanisation.

En 1977, trois cent vingt-neuf familles ont commercialisé pour 6 millions d'ouguiya de riz prélevé dans la quantité nécessaire pour l'autonomisation et l'autosuffisance à la ferme des réserves pour les services rendus, nous dit le directeur administratif de l'exploitation, M. Kane Abdou. Cire, un ancien instituteur âgé de cinquante ans. Au total, cette année, notre région va couvrir 10 % des besoins du pays en riz. La Sénégambie, pourtant, nous pourra faire beaucoup mieux lorsque sera réalisé sur le fleuve Sénégal, dans le cadre de l'O.M.V.S., le barrage de Diamo qui empêchera les remontées du sel et permettra deux révoltes par an. »

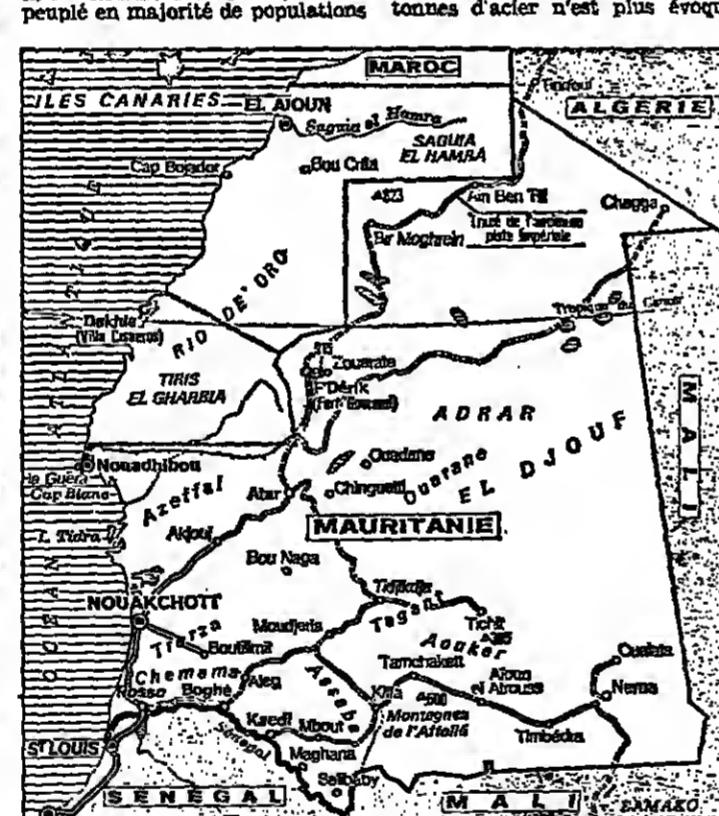
La ferme d'Etat a suscité dans toute la région un effet d'enchaînement. De retour dans leurs villes

## De profondes mutations

La Mauritanie subit depuis quelques années de profondes mutations qui se sont déroulées également dans le sud, où l'on trouve de nombreux tribus nomades condamnées à mort une civilisation. Chassées par la misère, les éleveurs nomades se sont repliés vers les villes où ils se sédentarisent. Nouakchott n'était encore, en 1958, qu'une étape sur la « piste impériale » qui reliait Dakar à Casablanca. Quelques années plus tard, il devint la capitale de l'empire. Aujourd'hui, la capitale sur des sables par la volonté du président Ould Daddah abrite près de deux cent mille habitants. Des exarlosances monstrueuses se sont greffées sur les quartiers modernes et abritent, valle que valle, des bidonvilles qui, en planches ou sous la tente, quelque cent mille réfugiés, qui

survivent grâce à l'aide internationale redistribuée par le gouvernement. Le nord du pays se vide, et même des villes comme Chinguetti et Atar dépeuplent. Si l'on en croit les résultats provisoires du recensement réalisé au début de 1977, les nomades (43 000) représentent désormais 36 % de la population, alors qu'ils en constituaient les trois quarts en 1965.

Nouakchott n'a pas les moyens d'occuper les hommes qui s'y réfugient. Un seul secteur offre quelques emplois : la construction. Espérant réaliser des gains rapides en raison du prix très élevé du travail dans les chantiers, la Mauritanie investit dans des centaines de luxueuses villas qui constituent un nouveau quartier au nord de la ville. A ces réali-



## III. — La difficulté d'exister

De notre envoyé spécial  
DANIEL JUNQUA

lages, des ouvriers agricoles formés par les Chinois ont suscité la création de nouvelles péripheries. « Faït significatif, nous signale le gouverneur de la province, M. Dah Ould Sidi Alba, des commerçants mauritaniens commencent à investir dans l'agriculture. L'un d'entre eux a récolté cette année quelque 700 tonnes de riz. »

« Nous avons dans nos cartons de nombreux projets, nous a dit le ministre du plan, M. Sidi Ould Cheikh Abdallah. La construction de deux barrages sur le Gorgol, affluent du Sénégal, permettrait la mise en valeur de 30 000 hectares. Dès l'immediat, nous avons entrepris, avec l'aide du Fonds africain de développement, de la C.I.A., l'aménagement de la plaine de Bougou : 300 hectares ont déjà été mis en valeur l'an dernier, et les phases suivantes portent sur 300 hectares. »

Peut-on en douter ? L'avenir de la Mauritanie est au Sud, ce Sud peuplé en majorité de populations

tout le cinquième arrondissement de la ville, où s'installent, dans des conditions déplorables, soixante-cinq mille personnes », nous a dit avec une certaine amertume un jeune cadre mauritanien.

Les deux seuls grands projets industriels mis en œuvre ces dernières années, raffinerie de pétrole d'un million de tonnes concue pour traiter du brut algérien et sucrière toujours au stade des esas, après avoir vu sa coûte quadrupler, connaissent de graves difficultés.

## Priorité au monde rural

Aussi paradoxal que cela puisse paraître dans un pays aux trois quarts désertiques, les seules perspectives sérieuses de développement sont agricoles. Tout le monde en convient et le projet de construction d'un complexe sidérurgique d'un million de tonnes d'acier n'est plus évoqué

plus, mais il n'a pas été abandonné.

Dira-t-on que la guerre a aggravé ces difficultés économiques et sociales constitue un euphémisme.

Siens l'aide financière des Etats arabes, il y a longtemps que le pays serait en faillite. Le gouverneur de la Banque centrale reconnaît lui-même que cette assistance, sans toutes ses formes, a atteint environ 400 millions de dollars dans deux dernières années.

Il y a deux fois le budget

soit pour deux fois la population de la Mauritanie. Récemment encore, c'est un don de la Côte d'Ivoire qui a permis de payer l'échéance de 10 millions de dollars due aux actionnaires de l'ex-Miferna.

Dans ces conditions, les prévisions, les statistiques, n'ont plus grande valeur. La Mauritanie sous perfusion permanente de plusieurs milliards, Ryad paye cash toutes les dépenses d'équipements militaires, directement aux fournisseurs. C'est ainsi que vient d'être financé, récemment, l'achat à l'Argentine d'une dizaine d'avions de lutte antinucléaire « Fucar », équipés de moteurs français. Pour la Mauritanie dont « se débrouiller ». Cela devient de plus en plus difficile, tous les fonds de trois ayant été rachetés. Le budget de l'Etat a été élaboré par le ministère des finances avec un mois de retard, et l'Assemblée ne l'a adopté que le 24 janvier. Il a été déclaré déficitaire et les dépenses, comprises au maximum, s'élèvent à environ 8 milliards d'ouguiya. D'entrée de jeu. Il est prévu que près du tiers d'entre elles seront financées par le recours à des « aides, dons et subventions courantes » et à des « emprunts divers ».

La guerre pourraient en outre réveiller des démons qui s'étaient déjà manifestés en 1965, lorsque les populations du fleuve étaient rejetées contre le pouvoir des Beïdans (Blancs). Ce sont les Noirs qui ont été fournissant le gros des troupes mauritanien. Les Sarcoles, Wolof ou Toucouleurs ne se sentent pas concernés par ce qu'ils parait être une querelle entre « Blancs ». La propagande maladroite du

(1) Société nationale d'importation et d'exportation.

(2) Le financement extérieur du projet Guelb est à 80 % acquis au cours d'une réunion des bailleurs de fonds les 26 et 27 janvier à Paris.

● Des manœuvres interrompues franco-mauritaniennes ont lieu du samedi 11 au dimanche 12 février, en Côte d'Ivoire, pour assurer à l'événement un soutien d'assistance militaire et technique entre les deux pays. Ces opérations ont lieu tout les deux ans. Sous les ordres du général de corps d'armée Duval, les forces françaises seront représentées par des détachements de l'armée de terre, deux escadrons de la marine, une compagnie de l'armée de l'air, trois avions de transport Transall, quatre avions d'appui tactique Jaguar, un avion-ravitailleur KC-135 et huit hélicoptères.

Moscou a démenti, mercredi, que des étudiants somaliens soient retenus en URSS, contre leur volonté, assurant que certains des jeunes gens rappelés par Mogadiscio « auraient préféré poursuivre leurs études chez nous ». Un premier contingent de trente étudiants a pu quitter mercredi l'Union soviétique. Pour sa part, l'Espagne a démenti avoir livré des armes à la Somalie.

serait provisoirement stabilisé entre Bahile et le passage de Kara-Maria.

Les mêmes diplomates font état d'un renforcement substantiel des défenses somaliennes autour de Jigjiga, le point faible demeurant cependant la défense anti-aérienne. Ils estiment que la colonne éthiopienne engagée à l'est de Harrar est dotée d'un équipement trop lourd pour pouvoir espérer franchir le passage de Kara-Maria, éventuellement obtacolé sur la route de Jigjiga, sans prendre le risque de séries pertes.

Entre-temps, la Somalie reporte des armes légères en quantité limitée, notamment de l'Egypte. En dépit de leurs dénégations, les deux camps continuent également de fourrir du matériel de guerre léger. L'Trak et la Syrie auraient en revanche cessé toute aide militaire, cédant ainsi à l'insistance des Soviétiques.

Les forces somaliennes (Somaliens et militaires du P.F.S.C.) auraient également été renforcées par des unités de l'armée régulière, militaires légers et de projectiles antiaériens. On ignore encore si elles ont pu se procurer ou non ce matériel. De source officielle on démentait mercredi les informations faisant état de livraisons d'armes françaises. On estime cependant que les militaires diplomatiques, qui ont ordonné des demandes, n'avaient pas été informés du début de l'offensive adverse. La campagne de recrutement lancée depuis la proclamation de l'état d'urgence bat son plein. En outre, les réserves stratégiques de l'armée somalienne seraient intactes.

Enfin, la présence de navires indiens indique que les navires marchand somaliens ainsi qu'un autre bâtiment étranger auraient été contraints à modifier leur cap récemment, dans le détroit de Bab-Es-Mandeb, par des unités de la marine de guerre soviétique, alors qu'ils faisaient route vers le port somalien de Berbera. Ceux-ci, au contraire, par le canal du port d'Aden. L'effacement depuis quelque temps la zone ayant été déclarée « militaire » par Addis-Ababa.

J.-C. POMONI

## Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?

Entretiens de Jean-Paul Ribes avec

Brice Lalonde  
Serge Moscovici  
René Dumont

Collection Combat dirigée par C. Durand  
Un volume 132 pages 26 F

SEUIL

## EUROPE

## Chypre

Les propositions d'Ankara tendent à assurer l'indépendance économique de l'*«Etat fédéré turc»*

Ankara. — En proposant avec l'assistance à M. Caramanlis une rentrée en mars, M. Ecevit ne s'attendait pas à un développement spectaculaire des négociations grecs-turques, mais il entendait préparer un accord sur des principes essentiels. Il a donc deux projets de discorde et de conciliation, en rappelant cinq condamnations de soldats anatoliens stationnés à Chypre, puis en désignant comme enquêteur pour préparer les propositions de règlement le professeur Mumtaz Soysal, vice-président d'Amnesty international, spécialiste du droit international. Cette nomination devait fournir la preuve qu'Ankara n'entendait nullement imposer ses thèses.

Les propositions turques se fonderaient sur le principe d'une «fédération par évolution» d'un «Etat bicommunautaire et biregional» sur la base de l'égalité des droits. Sinon «la communauté moins nombreuse servirait en situation de minorité opprimée».

Les Turcs veulent à la fois l'égalité des droits, et aussi une fidéralisation où les pouvoirs de l'autorité centrale ne seraient pas trop étendus. Ils proposeraient par exemple que les fonctions de chef de l'Etat chypriote soient assurées à tour de rôle par les deux communautés, pour deux ans. Au gouvernement fédéral, le nombre des ministres turcs devrait être égal à celui des grecs.

Pendant le temps nécessaire à l'implantation de l'indépendance ministérielle, l'autorité fédérale se bornerait à la gestion des relations diplomatiques, à la création d'une banque centrale, éventuellement à l'organisation d'une armée. Mais des sujets considérés comme «délicats» à telles que l'obtention et l'utilisation de l'aide étrangère, les relations commerciales extérieures, la maîtrise d'un budget propre distinct du budget fédéral, demeurerait réservés à

De notre correspondant

chacun des deux Etats de la fédération. Cette approche souli-terait que la communauté la moins nombreuse et la moins prospère se sente écrasée par l'autre.

**La peur des Chypriotes turcs**

En ce qui concerne les droits de l'homme, le professeur Mumtaz Soysal estime que «la Constitution fédérale pourra fournir toutes les garanties de l'ordre interne des deux Etats». Il n'existe pas qu'à la langue les libertés de circulation et de propriété soient réservées.

Il n'en demeure pas moins que les deux communautés chez les Chypriotes turcs. Le plus part d'entre eux pâtissent du très fragile état de l'économie de leur zone.

Pour l'instant, ils invoquent non seulement le fait que les Grecs chypriotes sont «de bons commerçants», mais aussi que les pays européens méprisent l'envie d'autonomie turque et par conséquent les Chypriotes grecs, dont les autorités imposent un blocus. Les capitaines des navires étrangers qui ont utilisé les ports de Kyrenia et de Famagouste, sous contrôle turc, ou les pilotes d'avions qui se sont posés à Ercan, en zone turque, sont, dit-on, placés sur une liste noire. Ensuite, les compagnies européennes qui sont en mesure de repartir et elles préfèrent envoyer des clients dans les hôtels de la partie du nord de l'île, qui ont cependant un équipement de première classe.

Un blocus économique de fait s'ajoute à la coutrebaude. Alors qu'une minorité chypriote turque réussit à élever le volume de ses opérations commerciales aux visitions venues d'Ankara, le petit peuple a peur de l'inflation galopante, de l'insa-

cité de ses dirigeants à assurer le plein emploi, à organiser l'économie. Peut davantage encore devoir à nouveau travailler pour les Grecs, plus entrepreneurs que par le passé, au sein d'un Etat fédéral créé à la hâte.

Quant à la métropole, qui accorde une aide financière contre l'assistance en nature — d'environ 450 millions de livres turques (soit 113 millions de francs français), elle ne peut subvenir à tout Ankara souhaite donc également une véritable indépendance de l'économie de la zone nord de Chypre, évidemment liée à la répartition territoriale.

En ce qui concerne Famagouste, et surtout Varosha, sa partie neuve, Ankara souhaite d'abord entendre les propositions grecques. Selon certaines rumeurs, la partie turque envisage trois formules : soit en faire la capitale du futur Etat fédéral avec les statuts antérieurs à celle de Famagouste soit la partie sous l'autorité de l'Etat fédéré turc en autorisant les réfugiés grecs à y revenir ; soit diviser la ville entre les deux communautés.

On attend ici que les Chypriotes grecs maintiennent le «même comportement négatif» et se contentent de mener d'habiles campagnes auprès de l'opinion internationale. Mais on estime que à la longue, les propositions turques susciteront une attention plus grande que par le passé.

ARTUN UNSAL

## Grande-Bretagne

## Le GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE SUBIT DEUX ÉCHecs AUX COMMUNES SUR LA DÉVOLUTION DE POUVOIRS EN ÉCOSSE

(De notre correspondant)

London. — Le gouvernement a subi deux échecs sévères mercredi soir 15 février aux Communes dans la discussion du projet de loi sur la dévolution de pouvoirs à l'Écosse. Par 296 voix contre 243, les conservateurs et un certain nombre de députés travaillistes ont refusé d'annuler l'amendement Cunningham, établissant un «seul» et «40 %» des pouvoirs locaux à l'autonomie sur l'établissement d'une Assemblée écossaise (Le Monde du 15 février). Le gouvernement aurait souhaité qu'il suffise de prendre en compte au référendum la simple majorité des votants. Il a alors proposé un «seul» plus accessible de 33,5 % des inscrits. Mais il a été battu une fois de plus, 285 voix contre 240.

La législation écossaise, déjà sérieusement compromise, risque maintenant d'échouer une seconde fois si les nationalistes écossais décident de voter également contre le projet, pour montrer qu'ils sont mécontents de l'attitude des Communes et de celle du gouvernement, qui, à leur avis, n'a pas défendu l'opposition écossaise avec assez d'énergie. Si la situation était définitivement votée la semaine prochaine, il faudra ensuite surmonter l'épreuve de la Chambre des lords, où les adversaires de la dévolution sont encore plus déterminés qu'aux Communes.

H. P.

## Espagne

## La ratification par le parlement de l'accord de pêche avec le Maroc risque d'envenimer les relations avec l'Algérie

De notre correspondant

Madrid. — Après un débat souvent houleux, la Chambre des députés espagnole a ratifié le mercredi 15 février le traité de pêche signé avec le Maroc voici un presque jour pour jour (Le Monde du 19 février 1977). Comme le traité intéressait les eaux territoriales de l'ancien Sahara espagnol, l'opposition de gauche pour le référendum a consulté l'autonomie sur l'établissement d'une Assemblée écossaise (Le Monde du 15 février). Le gouvernement aurait souhaité qu'il suffise de prendre en compte au référendum la simple majorité des votants. Il a alors proposé un «seul» plus accessible de 33,5 % des inscrits. Mais il a été battu une fois de plus, 285 voix contre 240.

La tension a été grande dans l'hémicycle. Le Psoa a, en effet, annoncé que si le traité était ratifié, il déclarerait la guerre aux bateaux espagnols qui pêcheraient dans les eaux riveraines du Sahara. En outre, la décision des Cortés risque d'envenimer les relations avec l'Algérie à un moment où les efforts tendus de part et d'autre ont conduit à une impasse : absent de son poste depuis près de deux mois, l'ambassadeur espagnol à Alger est revenu bâbouillé la semaine dernière, d'une mission de conciliation auprès du gouvernement Boumedienne.

Les socialistes ont critiqué également le contenu et la signification de l'accord. Ils se sont réunis pour débattre de la question de l'application de l'accord et ils ont affirmé que celui-ci favorisait davantage les intérêts des grands armateurs que ceux du pays, et que sont pris, nommément à M. Calvo Sotelo, ministre chargé des relations avec les Communautés européennes, qui était ministre du commerce quand Madrid a commencé à négocier avec Rabat un traité de pêche.

L'un des points les plus controversés du traité concerne le droit accordé aux bateaux espagnols de pêcher dans l'airaine et les îles Malouines dans les eaux riveraines du Sahara, à condition de passer son pavillon marocain dans une proportion de 40 % à 50 % en un délai de cinq ans. L'opération doit se faire par l'intermédiaire des sociétés mixtes et doit être financée par des crédits espagnols. Autrement dit, affirme l'opposition, «la marocanisation se fera à nos frais».

## Une opération chirurgicale

Les meilleurs gouvernementaux reconnaissent qu'il s'agit là d'une opération chirurgicale douloureuse, mais inévitable. Sans un accord avec le Maroc, disent-ils, une partie de la flotte risque d'être paralysée. Depuis que la plupart des pays ont étendu leurs eaux territoriales à 200 milles marins, l'Espagne a perdu de nombreuses zones de pêche traditionnelles.

Les deux tiers de ses prises sont faites hors de ses eaux. Sa flotte, le troisième du monde avec plus de seize mille embarcations, capture, chaque année, 1 million et demi de tonnes de poissons (1 % du produit national brut).

Gouvernement et opposition se sont affrontés sur le bénéfice que l'accord pouvait apporter aux entreprises espagnoles, et à l'industrie marocaine spécialisée de la pêche. La gauche affirme que la marocanisation de la flotte privera rapidement de leur emploi de nombreux pêcheurs espagnols, notamment aux Canaries, et que seuls les grands armateurs pourront s'incorporer aux sociétés mixtes hispano-marocaines, alors que la majorité des embarcations sont de taille artisanale.

Elle soutient également que les crédits accordés au Maroc serviront à moderniser leur infrastructure portuaire et leurs conserveries leur permettront de concurrencer dangereusement l'industrie espagnole de la pêche.

D'autres questions ont été posées au cours du débat. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il jamais publié les annexes à la déclaration tripartite de Madrid du 14 novembre 1975 qui a partagé le Sahara espagnol entre le Maroc et la Mauritanie ? L'une de ces annexes ne prévoit-t-elle pas des conditions de pêche bien plus avantageuses pour l'Espagne que le traité signé un an plus tard ? Et comment le gouvernement de Madrid peut-il affirmer qu'il n'a pas cédé au Maroc la souveraineté sur l'ex-Sahara espagnol, et qu'il lui a confié seulement l'administration à titre temporaire, alors que le traité de pêche signé le 17 février 1977 implique le contraire ? Sur ce point, le député socialiste affirme M. Marcelino Oreja, indiquant que le Maroc pouvait exercer une juridiction sur le Sahara, et les eaux limitrophes sans qu'il s'agisse de souveraineté. Mais cette distinction n'a évidemment pas convaincu la gauche qui continue de parler d'*«indignité»* à propos de l'abandon du Sahara, lequel n'a pas fini d'empoisonner la politique étrangère espagnole.

## CHARLES VANHECKE

## OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudications

VENTE sur llicitation, au plus offrant et dernier enchérisseur au Palais d'auvent à VERSAILLES le Mercredi 14 Mars 1978, à 10 h. de

## UN TERRAIN

à CONFLANS-SAINTE-HONORINE

(Yvelines), 10 bis, rue du Rapport, figurant au cadastre rénové, section

AB n° 1400, ligne 441, pour 1000

M2, soit 1000 m² de terrain

à l'ad. à M. J.-M. REYNAUD, avocat

25, bd de l'Alma, 75015 PARIS.

Le terrain est à vendre à l'au-

touement du Trib. de Gde Dpt de

VERSAILLES. Au greffe dudit Trib.

et sur les lieux pour visiter.

le livre qui vous simplifie la vie

121 réponses, 320 pages

VENTE EN LIVRAISON

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29-31, quai Voltaire - 75340 PARIS

Tél. 26.50.10. Telex 20.40.4

166, rue Garibaldi - 69003 LYON

Tél. 51.24.40.40

## MONDIAL MOQUETTE LE PLUS GRAND SOLDEUR DE MOQUETTE DE PARIS

**LE CHOIX LE STOCK**

MOQUETTE DECORÉE

VELOURS OU BOUCLE

GRANDE LARGEUR

STOCK LIMITÉ

27 F

A UN SEUL PRIX

ET TOUJOURS, LES PRIX, LA QUALITÉ

POSE ASSURÉE APORTEZ VOS DIMENSIONS ouvert du lundi au samedi de 9h à 20h

PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél: 584-72-38

PARIS 14<sup>e</sup> : 50, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans Tél: 583-38-62

PARIS 19<sup>e</sup> : 144, bd de La Villette - M<sup>e</sup> Colonel-Fabien et J.-Jaurès - Tél: 203-00-79

BOULOGNE : 82 Bis, rue Gallieni, Tél: 605-45-12

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses, Pres gare S.N.C.F. - Tél: 471-03-44

SAINTE-DENIS : 73, rue de la République - Tél: 820-92-93

PARIS 18<sup>e</sup> : 114, rue Damrémont Tél: 606-05-73

BAGNOLET : 191-193, avenue Pasteur - 5 mn Pte des Lillais Tél: 331-16-46

CONGIERIES (N 10) : près Trappes route du Pont d'Athis Tél: 461-70-12

MAISONS ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5, Tél: 375-44-70

SARCELLES : 25, av. Division Leclerc, RN 16 route de Chantilly Tél: 990-00-77

## LES RELATIONS ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE

## Bucarest contre-attaque dans la polémique sur la minorité magyre de Transylvanie

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les relations entre la Hongrie et la Roumanie ne paraissent pas réellement être au beau fixe. Les critiques hongroises au sujet de la minorité magyre de Transylvanie se multiplient en effet depuis quelques semaines (Le Monde du 25 janvier). Mais, alors que jusqu'à présent l'initiative des polémiques a été revenue aux journaux de Budapest, la presse roumaine a réagi avec une réelle surprise à l'écart de 1955 permis à Togliatti d'entrer au sein du P.C.R. en janvier 1948, n'ayant été responsable de l'organisation des finances du parti et organisatrice des formations combattantes clandestines. Sa mise à l'écart en 1955 permet à Togliatti d'entrer l'année suivante le processus de déstalinisation du P.C.R. La relance de la polémique autour de cette ligne doit évidemment être interprétée comme un débat autour de la ligne Bézsenges.

La querelle n'est pas nouvelle, mais c'est un point sensible pour Bucarest, les historiens roumains ayant dépensé beaucoup d'énergie depuis une dizaine d'années pour démontrer que les théories officielles de Bucarest sur l'origine du peuple roumain et sa continuité historique dans l'espace carpatho-danubien étaient mises en question.

La réaction de Bucarest, parue dans l'hebdomadaire politique-littéraire *Contemporanul*, est vive. Tout en reconnaissant que la discussion scientifique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest contre la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

riens, MM. D. Berdeu et C. Preda, se présentent à une étude parue il y a deux mois dans le journal *Magyar Hírlap*, dans lequel les thèses officielles de Bucarest sur l'origine du peuple roumain et sa continuité historique dans l'espace carpatho-danubien étaient mises en question.

La querelle n'est pas nouvelle, mais c'est un point sensible pour Bucarest, les historiens roumains ayant dépensé beaucoup d'énergie depuis une dizaine d'années pour démontrer que les théories officielles de Bucarest sur l'origine du peuple roumain et sa continuité historique dans l'espace carpatho-danubien étaient mises en question.

Le réaction de Bucarest, parue dans l'hebdomadaire politique-littéraire *Contemporanul*, est vive. Tout en reconnaissant que la discussion scientifique ne relève pas les griefs formulés ces derniers temps par divers publicistes de Budapest contre la politique roumaine à l'égard de la minorité hongroise. Plus habilement, ses auteurs, deux histo-

## pieds larges ou grands

38 au 50

Un choix unique de chaussures

exclusivement pour homme, du

38 au 50, par demi-pointure de la

5<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> largeur

PALAIS DE LA CHAUSSURE

39, av. de la République

75011 Paris Tél: 357.45.52

Catalogue gratuit - Parking



## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

#### Election partielle à la Chambre des représentants

#### Un républicain l'emporte dans un fief démocrate de New York

M. William Green, ancien membre du Parlement de l'Etat de New-York (républicain), a été élu, mardi 14 février, pour représenter au Congrès Manhattan, un des cinq « quartiers » de la ville de New-York. Il a obtenu 30 240 voix contre 28 970 à Mme Bella Abzug, candidate démocrate, qui était pourtant la favorite de cette élection partielle. La dix-septième circonscription électorale de la Chambre des représentants (celle de Manhattan), était traditionnellement acquise aux démocrates.

La victoire de M. Green, un protégé de M. Nelson Rockefeller, ancien gouverneur de l'Etat de New-York et ancien vice-président des Etats-Unis, peut inquiéter certains candidats démocrates, même dans les circonscriptions jugées « sûres », dans la perspective des élections de novembre prochain. Un tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants doivent être renouvelés. Ces scrutins « intermédiaires » entre deux élections présidentielles viennent souvent une remontée du parti qui a perdu la présidence.

Une voix de plus que son adversaire

Barthe mardi, Mme Bella Abzug est une forte personnalité, parfois même un peu extravagante, de l'aile gauche du parti démocrate. Elle avait, en septembre 1977, renoncé à son siège à la Chambre des représentants pour se présenter aux primaires démocrates pour le siège de sénateur

de l'Etat de New-York. Elle fut alors battue par M. Patrick Moynihan, ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU et porte-parole d'un courant plus conservateur au sein du parti démocrate.

Elle essaya un nouvel échec à la fin de 1977 dans les primaires démocrates pour la mairie de New-York, face à M. Edward Koch. Sa désignation par son parti pour défendre les couleurs démocrates contre M. Green ne fut elle-même acquise le 28 janvier qu'après une longue et minutieuse vérification des suffrages. Elle n'avait obtenu qu'une voix de plus que son concurrent, celle d'un homme de soixante ans, qui n'était plus, après coup, très sûr de son vote...

L'élection de mardi indique également qu'une frange d'électeurs démocrates new-yorkais a préféré voter pour un républicain plutôt que pour une candidate démocrate connue pour ses générées prises de position sociales et féministes qui par la taille de ses chapeaux dans l'ombre.

D. Dh.

### Canada

#### CONSACRÉ AUX PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

#### La conférence des premiers ministres s'est achevée sans résultats

De notre correspondant

Montréal. — Le premier ministre fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, et les dix premiers ministres des provinces du Canada se sont séparés le mercredi 15 février, après un « sommet économique » de trois jours à Ottawa. Le premier ministre de la province de Québec, M. René Lévesque, avait quitté la conférence quelques heures avant la fin de la réunion pour protester contre l'absence de résultat concret. Préparée de longue date par le gouvernement d'Ottawa, cette conférence n'a pas répondu aux espoirs qu'elle avait suscités.

M. Trudeau cherchait le plus souvent une synthèse des différentes opinions émises par les premiers ministres provinciaux, mais les points à l'ordre du jour de la réunion — intégralement télévisée — ont été abordés en termes si généraux qu'aucune proposition n'a pu être acceptée. Dans son discours d'ouverture, M. Trudeau a présenté au moins cinq options pour l'économie canadienne, en reconnaissant pourtant la gravité du chômage (plus de 8 %) et de l'inflation (près de 8 % également).

Les experts fédéraux étaient venus, semble-t-il, avec quelques suggestions techniques pour lutter contre la crise. La seule dont ont été entendu par le parti consistait à demander aux provinces un effort particulier — augmenter la budget pour soutenir la croissance. Devant les réticences des premiers ministres provinciaux, cette option a été laissée dans l'ombre.

Les premiers ministres des provinces ont obtenu l'assurance que l'organisme qui succédera à la fin avril à la commission de contrôle des prix et des salaires (en fonction depuis 1975), n'aurait pas de pouvoir coercitif, mais seulement un pouvoir d'enquête et d'information. Dans la plupart des provinces, cette commission a été considérée comme incompatible avec les règles de l'économie canadienne, en reconnaissant pourtant la gravité du chômage (plus de 8 %) et de l'inflation (près de 8 % également).

Les deux premiers ministres provinciaux ont dû se contenter d'énumérer une fois de plus pour les caméras de la télévision, la liste de leurs préoccupations respectives. On a vu ainsi les représentants des provinces maladroits de l'Etat se plaindre des coûts de transport, l'industrie du pays et mettre leurs espoirs dans l'amélioration des exportations. Le Québec a protesté contre ce qu'il voit pour des carences fédérales en matière de construction de logements sociaux. L'Ontario et l'Alberta se sont exprimés avec ce détachement confiant, que donne la richesse commerciale du pays.

La Colombie britannique est restée, conformément à sa tradition provinciale « originale » de la confrontation réglementaire, désaccord avec le pouvoir fédéral et les prétentions de cette conférence. Les jalouses entre les provinces et leurs revendications d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central étaient sensibles. On n'a eu à aucun moment l'impression d'un dialogue constructif.

La plupart des observateurs canadiens ont mis l'accent sur le caractère pré-électoral de cette réunion et n'ont éprouvé aucun que le gouvernement libéral annonçait prochainement la tenue d'élections fédérales, au printemps ou pendant l'été.

ALAIN-MARIE CARRON.

● « Les Journées » du Venezuela, organisées par l'UNESCO et la délégation permanente de ce pays auprès de l'organisation internationale, auront lieu du 12 au 15 février au 3 mars au siège de cette agence à l'ONU, à New York. Figurent, notamment, au programme : des expositions d'arts plastiques, de livres et d'artisanat vénézuélien ; des manifestations musicales : la projection de films culturels ; des conférences et des danses contemporaines.

[Appareusement, le délégué soviétique qui fait éducatif à la documentation et à la propagation (non officielle) distribue à Belgrade par la délégation française et qui diffère peu sur le point des droits de l'homme, et des non-alignés. En se réclamant du « groupe informel » de l'U.R.S.S., entend manifeste sa fermeté et sa hâte à provoquer la clôture de la conférence. De telles manœuvres ne sont pas rares dans les discussions diplomatiques. Le geste soviétique ne permet pas de croire que l'échec de Belgrade est consommé mais il renforce le pessimisme manifesté notamment par la presse yougoslave.]

[Le prix Robert-Schumann 1978 de la fondation hambourgeoise Freiherr von Stein a été décerné mercredi 15 février, au président de la section française du Mouvement des travailleurs, le professeur Louis Leterrier. Le prix, doté de 30 000 marks (environ 82 000 F), est attribué chaque année à une personnalité ayant particulièrement contribué à l'unification de l'Europe (A.F.P.).]

A deux pas du bois de Boulogne et de la porte d'Auteuil

## Les jardins Victor Hugo

11/13 avenue Robert Schuman 92 Boulogne

A cette prestigieuse adresse, 3 luxueux petits immeubles dans un parc; quelques appartements de 2 à 6 pièces, livrables en été 1978; tous disposent de vastes balcons-loggias, terrasses ou jardins d'agrément.

Les prix sont fermes et définitifs à la réservation.

Documentation sur demande.

755 82 10

**PROMEX**

65 RUE RENNEQUIN PARIS 17<sup>e</sup>

RCU

## Chaque jour, un vol pour Montréal.

Air Canada, en collaboration avec Air France, vous offre chaque jour un vol pour Montréal. Chaque vol part à 11 h et vous fait atterrir à Montréal à 12 h 30.

Avec Air Canada, vous voyagez dans des 747 spacieux et confortables. A bord, les Air Canadiens, qui parlent français, vous font profiter d'un service de haute qualité, en première classe comme en classe économique. Ils sont à votre disposition pour vous donner tous les renseignements dont vous avez besoin.

Un seul appel aux Air Canadiens suffit pour réserver votre billet, votre chambre à l'hôtel ou pour louer une voiture. Appellez-nous maintenant au 273.84.00. Ou contactez votre agent de voyages.

Une compagnie de bonne compagnie.



**AIR CANADA**

كذا من الأصل

## DIPLOMATIE

### RÉUNIE A CARACAS

#### L'Union mondiale de la démocratie chrétienne se préoccupe de la question des droits de l'homme

Correspondance

Caracas. — Le comité politique de l'Union mondiale de la démocratie chrétienne (U.M.D.C.), dont se réunit à Caracas M. Rafael Caldera, ancien président du Venezuela, dirigeant du COPEI (démocrate chrétien), accusé d'au M. Mariano Rumor, Fanfani (Italie), M. Von Hassel et Geissler (I.C.D.U. R.F.A.), Vandekerkhove (président du Sénat belge), André Collin (France) et une cinquantaine d'autres personnalités.

Il y a deux ans après la première rencontre inter-continentale de cette famille politique, les participants ont dressé un bilan qui n'est pas négatif : cinquante partis d'inspiration chrétienne représentent aujourd'hui plus de 100 millions de militants dans le monde. L'expérience de l'après-guerre a eu son pendant en Amérique latine (au Chili et au Venezuela), tandis que les coups d'Etat ont empêché d'autres expériences de se développer (comme celles au Chili, au Guatemala et au Salvador). Le recent succès du Costa Rica à M. Rodrigo Carazo sous l'étiquette social-chrétienne est encourageant. Les perspectives électorales de l'année ne sont pas non plus défavorables à la D.C. au Venezuela et au Guatemala.

« Pour le développement démocratique de l'Amérique latine » : tel était la préoccupation majeure des intervenants. La démocratie chrétienne, comme les autres forces politiques, ne peut, en effet, demeurer insensée au fait que des élections doivent avoir lieu cette année, dans onze pays d'Amérique latine. Le choix de Caracas comme siège de la réunion était donc significatif.

Parmi les sujets à l'ordre du jour figurait la question des droits de l'homme. M. Mariano Rumor, président de l'U.M.D.C., a lancé un appel « pour une action mondiale en faveur des droits de l'homme ». Un décret du Comité de réflexion y a également été donné. Quelques jours plus tard, à Washington, se rencontraient les secrétaires exécutifs des trois Internationales démocratiques — socialiste, libérale et D. C. — ainsi que des partenaires américains. Ils ont décidé, en principe, d'envoyer des groupes et pluralistes d'observateurs dans les pays d'Amérique latine où des élections sont annoncées.

Le cas chilien a fait l'objet, à Caracas, d'une attention particulière. Le secrétaire général adjoint de l'U.M.D.C., M. Angelo Bernasola, a été chargé de se rendre à Santiago. Il y a protesté auprès des autorités militaires contre la déportation à Arica, où il fut arrêté, du pays de deux partenaires chrétiennes. M. Bernasola, après une intervention de l'ambassade d'Italie au Chili, a pu s'entretenir avec les détenus.

MILOS ALCALAY.

### LE DÉPART DE L'AMBASSADEUR D'IRAN

Au terme d'une mission de plus de quatre ans qui a été marquée par un échange de visites officielles entre les chefs d'Etat des deux pays et par une importante intensification des échanges franco-iraniens, M. André Chilat, ambassadeur d'Iran, a quitté Paris mercredi 15 février. Il avait été reçu avec un départ par le président de la République et le ministre des Affaires étrangères, et le ministre des Affaires étrangères avait offert au honneur un déjeuner d'adieux.

● Les relations franco-angolaises. — Le groupe communiste à l'Assemblée nationale ayant fait une déclaration expérimentale à Quel Orosz pour l'établissement de relations diplomatiques avec l'Angola, le porte-parole du ministère a déclaré mercredi 15 février que ces relations existent depuis le 31 janvier 1977 et qu'un chargé d'affaires français (M. J.-J. Peyronnet) réside à Luanda. L'Angola n'ayant pas répondu à une demande d'agrément pour la nomination d'un ambassadeur, présentée le 29 mars 1977, la France n'a pas donné suite à la demande angolaise d'adresser à Paris son ambassadeur à Bruxelles.

● Le prix Robert-Schumann 1978 de la fondation hambourgeoise Freiherr von Stein a été décerné mercredi 15 février, au président de la section française du Mouvement des travailleurs, le professeur Louis Leterrier. Le prix, doté de 30 000 marks (environ 82 000 F), est attribué chaque année à une personnalité ayant particulièrement contribué à l'unification de l'Europe (A.F.P.).

## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

● LE CARDINAL MARTY, archevêque de Paris, vient de s'opposer à la célébration religieuse du bicentenaire de la naissance, à Paris, du général José de San Martín, libérateur de l'Argentine. Sa décision a été notifiée au gouvernement de Buenos-Aires. La disparition, en 1850, du dernier de deux « libérateurs » français élevés dans la capitale argentine, a influencé la décision du cardinal Marty, admis-on à son secrétariat. L'ambassadeur d'Argentine à Paris avait fait une démarche auprès du curé de Saint-Germain-l'Auxerrois pour la célébration d'une messe commémorative. Selon le refus du prêtre, elle s'était adressée directement à l'archevêché.

### Etats-Unis

● LA VENUE DE L'ÉQUIPE SUD-AFRICAINE DE COUPE DAVIS, en mars prochain à Nashville (Tennessee) provoque des protestations anti-apartheid aux Etats-Unis. En réaction à ce mouvement de protestations, le président du « comité américain pour l'égalité dans les sports et la société », a été attaqué dans son bureau de Virginia Beach, mardi 14 février, par deux hommes masqués, à la manière des membres du Ku Klux Klan.

### Finlande

● M. URKO KERKRONEN a été réélu président de la République de Finlande pour un

### Portugal

● LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR A DEMISSEURNE pour raisons de santé a annoncé le mercredi 15 février, M. Mariano Soares, chef du gouvernement.

M. Alberto de Oliveira Silva, socialiste, avait été hospitalisé peu après la formation du nouveau cabinet. En attendant la nomination d'un successeur, la semaine prochaine, l'intérim sera assuré par M. António Almeida Santos, vice-président.

● LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS a démissionné à l'issue de deux semaines de discussions pour élire un nouveau chef du gouvernement.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin censitaire, le décret-cadre sur les élections législatives a été adopté.

● R.P.P. : réélu à l'issue d'un scrutin

## politique

## LE DÉSACCORD AU SEIN DE LA GAUCHE

## M. Mitterrand : pour le parti communiste l'heure de vérité viendra

M. François Mitterrand, qui était mercredi 16 février l'invité sur Antenne 2 de l'émission « Cartes sur table », est revenu sur le chiffrage du programme commun établi par le P.S. Il a déploré que l'indemnisation des actionnaires des sociétés qui seront nationalisées coûtera à peu près 3 milliards de F si l'on tient compte de la procédure qui consiste à racheter les actions sur vingt ans. Il a précisé que cette dépense, qui devrait être comprise dans les dépenses publiques pour 1978 et ne se traduira en dépenses budgétaires que l'année suivante, finira qui concerne la Sécurité sociale, M. Mitterrand a rappelé que le P.S. est hostile à tout emmanchure du ticket modérateur, mais que les décisions seront prises dans la mesure où ces peuplages peuvent être chiffrées sur l'année 1978. Il a également noté que les mesures concernant les rapatriés ne pourront être prises dès 1978 et que « les cas des handicaps adultes et leurs familles sont toujours associés, dans nos comptes, au total des crédits prévus pour l'allocation aux familles ».

Le premier secrétaire du P.S. a ajouté : « Je suis très triste lorsque je pense à la façon dont M. Barre, par exemple, M. Chirac d'autres encore, méprisent les Français. Ils croient que les Français peuvent tout faire. Nous faisons une proposition de chiffrage du programme commun selon les deux socialistes. Cette proposition est critiquée des deux côtés. Les partis de droite trouvent que ça coûte trop cher. Le parti communiste estime sans doute que cela coûte pas assez cher. Quand on se trouve ainsi pris comme en sandwich, c'est peut-être parce que l'on a assez souvent été dans une situation où les autres veulent à tout prix démontrer que nous avons tort, et cherchent à importer quel argument dans l'ensemble de la mauvaise foi. »

Répondant à M. Barre qui a estimé que les propositions du P.S. nécessiteraient le doublement des impôts, M. Mitterrand a expliqué : « Si l'on double l'ensemble des impôts français, cela peut être 400 milliards (...) Si l'on double l'impôt sur le revenu, ce serait de 70 à 80 milliards d'impôts non-revenus. M. Barre dit : 227 milliards (...) mais il y a 227 milliards de 400 milliards de francs d'impôts généraux, ou bien de 70 milliards de francs d'impôts sur le revenu, mais 227 milliards cela ne veut rien dire. Ou bien M. Barre ne connaît pas son budget, ou bien, tout simplement, il a inventé, comme il a tendance à le faire depuis quelques temps. »

M. Mitterrand a également répondu à l'argument — utilisé notamment par M. Boulin et par le P.C.F. — selon lequel les projets du P.S. pourraient entraîner une déchéance à 2.500 F. Il a déclaré : « Notre proposition se limite — cela a été dit et écrit — aux critiques ne sont donc pas excusables s'ils ne disent pas la vérité — à l'utilisation industrielle de l'énergie. Il n'y a pas d'essence dans ce qui concerne l'impôt sur l'énergie. Il n'y a pas d'essence dans ce qui concerne l'impôt sur les sociétés. Cela va au-delà de ce que font les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne. Nous faisons une proposition de chiffrage du programme commun selon les deux socialistes. Cette proposition est critiquée des deux côtés. Les partis de droite trouvent que ça coûte trop cher. Le parti communiste estime sans doute que cela coûte pas assez cher. Quand on se trouve ainsi pris comme en sandwich, c'est peut-être parce que l'on a assez souvent été dans une situation où les autres veulent à tout prix démontrer que nous avons tort, et cherchent à importer quel argument dans l'ensemble de la mauvaise foi. »

Répondant à M. Barre qui a estimé que les propositions du P.S. nécessiteraient le doublement des

M. BOULIN : le P.S. fait la démonstration de son incomptance.

M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, a publié, mardi 14 février, le communiqué suivant :

« Le parti communiste vient de faire une nouvelle démonstration, chiffres à l'appui, de son incomptance en matière économique et financière. »

Le parti communiste accuse pourtant même qu'il ait pu gérer notre pays pendant un an, le déficit du budget atteindrait 40 milliards de francs, alors que la loi de finances pour 1978 ne prévoit qu'un déficit de 8 milliards de francs. Cette multiplication par plus de quatre en quelques mois de gestion socialiste va de toute évidence à l'encontre de toute politique de redressement.

« L'élément le plus révélateur de ce programme est sa volonté d'aboutir à l'apogée complète des entreprises. »

Il prétend ainsi une augmentation de l'impôt de l'actif des sociétés de 5 milliards de francs et une augmentation des salaires et des charges sociales évaluée à 132 milliards. Malgré les 27 milliards d'allégements prévus, cela représente une surcharge nette de 110 milliards de francs. »

M. CHIRAC : des Trissons de l'économie.

M. Jacques Chirac a demandé mercredi 15 février à Reims la suppression des permissions aux délinquants emprisonnés pour cause de violence.

Le président du R.P.R., venu soutenir les candidats de son mouvement en Champagne-Ardenne, a réclamé devant plusieurs milliers de personnes « la rétablissement des règles de la sécurité des biens et des personnes », en disant : « Rendre la justice au nom du peuple français, c'est apprécier les lois que ce peuple a choisi et non se fier à l'interprétation qu'en donne je ne sais quel syndicat de la majorité. »

M. Chirac a ensuite indiqué que, selon lui, « le chiffrage du programme socialiste ne correspondait à aucune réalité : il n'est pas sérieux, il montre une rare virtuosité au mensonge et à l'omission ». Jacques Chirac a conclu : « Voilà ce que nous proposent tous ces Trissons de l'économie. »

WEEK-END  
A LONDRES  
470F.

Transports. Régions. Taxis.  
1 bis place de la République  
75004 Paris. Tel. 363.39.50.  
Un voyageur de voyages.

## M. Marchais : le programme commun n'a été pour le P.S. qu'un moyen de retrouver des forces

et il a ajouté : « Georges Marchais dans ce cas-là prendra la responsabilité de la défaite de la gauche (...) L'électorat communiste, dans une très forte majorité, appuie la discipline. Mais bien entendu, il ne faut pas que ça se passe à l'opposé de ce qu'il y a de bon dans la discipline, la discipline républicaine, la discipline de gauche, la discipline de la gauche, c'est mettre en cause pour le moins d'abord le P.C.F. refuse de se déclarer, se déclarer communiste, au contraire, Mitterrand a estimé que la gauche qui sont ceux du bon sens et de l'intérêt des Français. »

Le comité central du parti communiste, qui a siégé mercredi 15 février, a adopté à l'unanimité une résolution confirmant les décisions prises lors de la conférence nationale du P.C.F. qui a eu lieu à Gendilly, le 11 février. M. Georges Marchais a également invité le P.S. et le M.R.C. à reprendre les négociations sur l'actualisation du programme commun.

M. Georges Marchais, qui était, jeudi 16 février, l'invité du « petit déjeuner à France-Inter », a répondu à M. Mitterrand : « Je tiens à vous remercier pour votre intervention. Il a estimé que le président sortant du P.S. s'est livré à un renversement des responsabilités » en expliquant que le P.C.F. pouvait provoquer l'échec de la gauche en refusant de se déclarer lors du second tour de scrutin. M. Mitterrand a déclaré : « Il a tout à fait raison. Je ne considère pas les communistes comme des citoyens de deuxième zone. Je ne considère pas qu'il y a des principes à émettre ; je considère qu'il y a des opportunités à respecter. »

M. Marchais a dénoncé la « manipulation sectaire des sondages » et il a affirmé que les décisions comprises et approuvées à la fin de l'assemblée étaient comprises et approuvées. Il a insisté « la vieille tradition social-démocrate, qui consiste à se faire élire à gauche pour faire une politique de droite ». M. Marchais a reproché à M. Mitterrand de parler de l'« appareil communiste, en représentant ainsi le parti comme une grande administration », de « la vieille droite réactionnaire », et de lancer des appels aux électeurs communistes.

Le secrétaire général du P.C.F. a conclu : « À l'époque des guerres coloniales nous étions à contre-courant, nous avons perdu des voix. Et à l'arrivée nous avions des voix. Il est évident que nous devons nous préoccuper de nos électeurs communistes. Il n'en préoccupe pas moins qu'il n'est pas abusif les François plus longtemps (...) Le chiffrage du programme socialiste n'a plus rien à faire. Il est temps de faire autre chose et de lancer des appels aux électeurs communistes. »

M. Mitterrand a ajouté : « Je suis un menteur. Mitterrand a la possibilité d'en faire immédiatement la démonstration. Réélections-nous et on verrà bien de quel côté sont ceux qui veulent un accord (...) Le programme commun n'a pas été inventé pour que le moyen de redonner à son parti la force qu'il n'avait pas. Au moment d'aller au pouvoir il y aura des ministres communistes et qu'il pourra y en avoir aussi bien aux affaires étrangères, à la défense nationale qu'à l'intérieur. »

Après les élections cantonales du Val-de-Marne

## Le secrétaire général du P.C.F. reproche à Europe 1 d'avoir mis en cause l'intégrité de son parti

M. Georges Marchais a fait connaître jeudi 16 février, à la direction d'Europe 1, qu'il ne participerait pas comme prévu, vendredi matin, à la première des émissions au cours de laquelle Daniel Cohn-Bendit, porte-parole des groupes politiques dans le cadre de la pré-campagne électorale. Le secrétaire général du P.C.F. a adressé à M. Jean-Luc Lagardière, directeur général de la station, une lettre dans laquelle il écrit notamment : « Je ne participe pas vendredi matin 17 février, de 10 à 11 heures, à l'émission prévue sur votre antenne. Vous en connaissez les raisons. »

« Mardi dernier, Europe 1 s'est livrée à une véritable provocation à l'égard du parti communiste français, provocation d'autant plus indigne qu'elle mettait en cause l'honnêteté, l'intégrité de mon parti et de ses militants au lendemain des élections partielles de Fontenay-sous-Bois et de Chennegy (1). »

« Celles-ci, le coup bas auquel sert l'ordre pour station s'est rapidement retourné contre elles. Les deux élus sont accusés d'avoir été dans la partie de l'électorat qui votait à l'extrême droite, à l'extrême gauche, à l'extrême inadmissible. »

« Ce différend entre le parti communiste et Europe 1 n'est pas le premier. Le 29 juin 1976, le bureau politique du P.C.F. avait appelé les travailleurs à signifier leur indignation à cette station et se détourner de l'école de ce poste dans la période du 5 au 15 juillet. Il entenait par là protester contre la magistrature dont Europe 1 et certains organes de presse, en particulier l'A.P.F., avaient rendu compte des pourparlers et de l'accord conclu, le 23 juin, au terme d'une rencontre à Paris, entre les dirigeants de la gauche, en vue des élections municipales. »

(1) Le Monde des 14 et 15 février.

## Les communistes font dix propositions pour l'agriculture

« Il n'y a que M. Giscard d'Estaing qui peut affirmer que la situation de la masse des agriculteurs s'améliore. (...) L'endettement croissant, le retard dans la modernisation de l'habitat et des exploitations, l'empêtrage du célibat paysen empêtent de l'appauvrissement réel de la paysannerie », a déclaré en début de semaine M. Lajoinie, membre du bureau politique du P.C.F., responsable des questions agricoles, en présentant « dix propositions pour l'agriculture » — un apportement de ses ministres et de ses militants au lendemain des élections partielles

tation rigoureuse des cumuls et la démocratisation des SAFER (comités d'aménagement foncier et d'établissement rural), qui avaient placé sous le contrôle d'agriculteurs élus ; — L'amélioration de la protection sociale en portant la retraite au niveau minimum de 1.300 F par mois ;

— Le développement des équipements collectifs et individuels ruraux ;

— La création de nouveaux emplois au milieu rural, notamment en agriculture, par une production « de qualité ».

Le financement de ces mesures certaines ne coûte rien — serait assuré par « l'accroissement des débouchés résultant d'une relance de la consommation populaire prévue par le programme commun actuel » et par une augmentation de 3 milliards de francs en 1978 des crédits pour le soutien des marchés et pour les productions agricoles.

En réponse à une question, M. Lajoinie a indiqué que les positions de M. Edgard Pisani dans le domaine foncier, contenues notamment dans son livre *l'Utopie foncière*, témoignaient d'un « virage à droite » du parti socialiste. Qualifiant l'ancien ministre de l'agriculture du général de Gaulle de « revenant », le responsable communiste a regretté que M. Pisani n'ait fait aucune auto-critique sur le loi d'orientation de 1965-1962, qui a contribué, à son avis, à accélérer l'exode rural. M. Lajoinie a également noté qu'en signant le programme européen des partis socialistes, le P.S. français a pris en matière agricole des options contraires à celles du programme commun en matière d'organisation des marchés et des prix agricoles.

— La création d'un comité spécial de contrôle des charges de production des agriculteurs, qui siégerait auprès du conseil des ministres ;

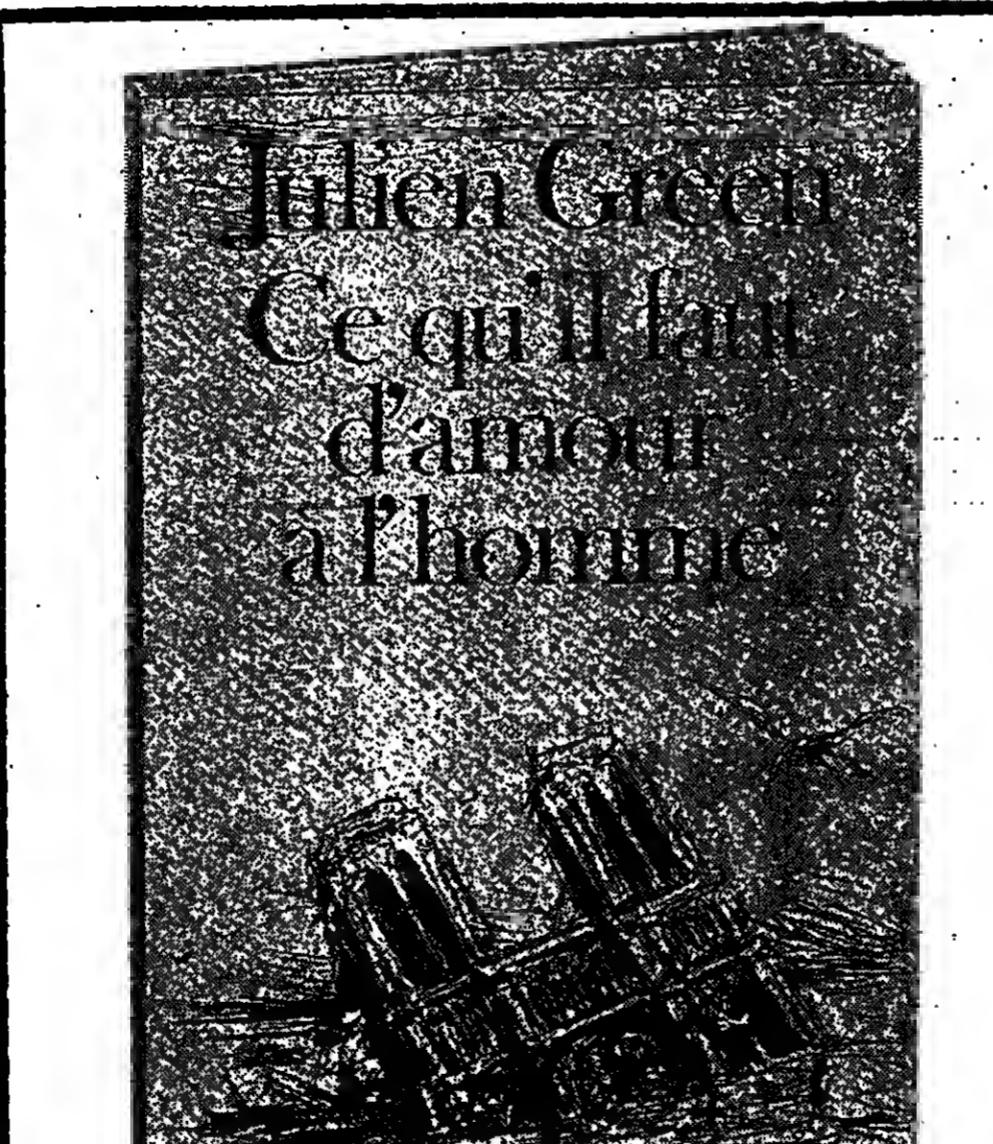
— La suppression des montants compensatoires monétaires européens qui pénalisent les agriculteurs français en trainant les exportations ;

— Le rejet de l'alignement du Marché commun à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal ;

— La création d'une véritable caisse de calamités agricoles ;

— L'aide par des prêts à bas taux d'intérêt en faveur de l'installation des jeunes, de la modernisation des exploitations et du développement de la coopération ;

— La lutte efficace contre le spéculisme foncier par une réglementation



Julien Gracq  
Ce qu'il faut d'abord à l'agriculture  
à l'heure de l'Utopie

Plon

Si l'Eglise dégringole, nous tombons tous.

## POLITIQUE

### LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE EN PROVINCE

#### M. Barre : les Français sont habitués à ne pas être gouvernés par des irresponsables

De notre envoyé spécial

Vannes. — Tout au long du voyage qu'il a fait mercredi après-midi 15 février dans le Morbihan pour y soutenir les candidats de la majorité, M. Raymond Barre s'est employé à convaincre ses auditeurs que sa tournée électorale en province ne répond à aucun souci électoraliste... Usant à cet effet de toutes les subtilités du dialectique, le premier ministre a assuré qu'il s'exprimait autant à titre personnel — « comme Français parlant à d'autres Français » — qu'à titre de chef du gouvernement. Il n'est pas moins exposé longuement les raisons qui, selon lui, doivent faire prendre conscience aux électeurs de la nécessité d'opérer « le bon choix pour la France ».

Le premier ministre s'est successivement rendu à Plouay, dont le maire, M. Yves Le Cabellec (C.D.S.), est candidat unique de la majorité dans la 6<sup>e</sup> circonscription, puis à Auray (2<sup>e</sup> circonscription) où se représente M. Christiau Bonnefond (P.R.), ministre de l'Intérieur, et à Vannes où M. Raymond Marcellin, ancien ministre de l'Intérieur, président du conseil général des sénateurs en septembre dernier, a désigné pour lui succéder le nouveau maire de la ville, M. Paul Chapel (P.R.).

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée à Vannes, M. Raymond Barre a critiqué une nouvelle fois de façon virulente les programmes des socialistes et des communistes en reprenant les arguments qu'il avait utilisés la veille dans l'Indre (« Le Monde » du 16 février).

M. Raymond Barre devait continuer sa tournée en se rendant dans la soirée du 16 février à Roanne (Loire).

Près d'un millier de personnes avaient répondu mardi soir, à Vannes, aux invitations qui leur étaient été adressées par les responsables régionaux de la majorité. M. Raymond Barre a affirmé qu'il souhaitait s'adresser aux Français « indépendamment de leur considération partisane ou idéologique ». Evitant l'éventualité d'un accroc au partenariat entre le P.S. et le P.C., le premier ministre a posé à son auditoire les questions suivantes : « Accepteriez-vous que soit donné à un membre du parti communiste le ministère de l'Intérieur ou celui des collectivités locales, le ministère de la Justice, celui de l'Éducation ou des universités ? Accepteriez-vous que soit nommée une personne qui n'est pas membre de l'Assemblée nationale ? Quelle serait l'honnêteté et la cohérence de l'équipe qui serait chargée de conduire la France dans une période particulièrement difficile ? »

Estimant que l'opposition « raconte des histoires » quand elle promet l'augmentation du SMIC, le premier ministre a déclaré : « Il est facile d'arriver à la négociation avec le S.M.C. mais, en fin de compte, contre qui doit retourner une politique apparemment généreuse, mais économiquement mal fondée ? Contre ceux-

ALAIN ROLLAT.

#### M. Servan-Schreiber maintient sa formule : « le P.C. traite les Français comme des bougnoules »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a confirmé mercredi soir 15 février à Nancy la formule qu'il avait employée la veille au cours de l'émission « L'Événement », et selon laquelle « le parti communiste traite les Français comme des bougnoules » (1). Il a déclaré : « Cela signifie que l'état communiste, qui fait en horreur, est un système colonial. C'est à dire, pour le bougnoule, l'ennemi, le méprisé. Les colons appelaient bougnoules les gens qu'ils traitaient de la sorte, comme les communistes traitent les habitants des pays où ils sont les maîtres et comme les chefs communistes, ici, traitent les Français. »

(1) M. Mussoffia Ouassan, éthologue et écrivain, a soutenu, lors de la discussion suivante, « Le mot "bougnoule" s'adresse plutôt aux Arabes. Il vient de "nouï" qui désigne le "sauvage" primitif que les colons ont été obligés de faire partir d'une peau de chèvre et d'une flèche de chameau, pour se protéger surtout contre les négresses éternelles. Quant les Bedouins descendus dans les villes, il y a eu une révolte. Les citadins ont été tués par cette sorte de sandales et on traite, de ce fait, ceux qui les portent de "bou nouï" (littéralement : ceux qui produisent des sandales). »

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**  
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

### L'ÉDUCATION SANITAIRE

Envoyer 10 francs (timbres ou c'h q's) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dautet, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60% d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LE MONDE  
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.  
Vous y trouverez peut-être :  
**LES BUREAUX**  
que vous recherchez.

## Mme d'Harcourt candidate à Neuilly

### « Un incident sur une trajectoire »

Jusqu'au mois de décembre dernier, Mme Florence d'Harcourt n'était qu'une dame tout fait respectable, épouse d'un homme non moins respectable, directeur général d'un groupe d'assurances, une mère de cinq enfants, qui, voilà dix ans, était entrée sans bruit au politique en créant un mouvement de femmes gaullistes, Femmes-avenir. Suppléante de M. Achille Peretti dans le 6<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine en 1973, elle l'a remplacé à l'Assemblée nationale, en février 1977, lorsque celui-ci est entré au Conseil constitutionnel. C'est donc un député sortant, membre du comité central du R.P.R., qui très naturellement, collégial, à l'automne 1977, l'investiture de son parti pour les prochaines élections législatives.

Vint M. Harsant, et l'on bascule. Ce patron de presse, considérant qu'il lui est indispensable d'être

parlementaire et n'étant pas très sûr de conserver son siège de député de l'Oise, s'était mis depuis plusieurs mois en quête d'un nouveau siège. La 6<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly-Puteaux) est, pour la majorité, une « bonne » circonscription, c'est-à-dire, comme le définissait récemment Mme Florence Giroud (« Le Monde » du 21 décembre 1977) — celle où, préserverait-on un manche à balai, il l'emporterait sur la représentante de la tendance opposée ».

Le 10 décembre 1977, le comité central du R.P.R. (« Le Monde » du 13 décembre 1977) annonce que le parti gaulliste soutient M. Harsant comme « candidat unique de la majorité dans la 6<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine ». Mme d'Harcourt proteste. « Je suis président d'un mouvement, lui répond M. Jacques Chirac, et je dois tenir compte de

l'intérêt général. Entre une candidate que j'apprécie et que j'aime beaucoup et un homme qui, par ses缜aux, soutient plus de trente de nos candidats, l'œil doit faire la choix dont je prends la responsabilité ». Sous les applaudissements, Mme d'Harcourt décide de maintenir sa candidature dans la circonscription comme « candidate libre de la majorité. Pour une majorité rénovée ». « Contre Gaullist », écrit-elle sur ses tractes.

On sourit un peu dans les états-majors devant cette « pauvre Florence », qui portait un croisade contre le « dégradé des mœurs politiques ». « On m'a proposé, explique Mme d'Harcourt, le dix-septième arrondissement, qui était acquis au premier tour et pour « vingt ans ». Mon mandat n'est pas à vie, je le réspons, je me bats dans ma circonscription. »

L'ironie a fait place à une certaine irritation face à l'abondance de témoignages de sympathie qui parvenaient à Mme d'Harcourt. Des comités de soutien se sont créés non seulement à Neuilly, mais dans plusieurs villes de France. « Rien ne me rapproche d'elle », écrit Mme Giroud (« Le Monde » du 21 décembre 1977), mais on imagine mal que l'on puisse se conduire de façon plus indiscrète à l'égard d'une ardente et dévouée militante.

### Excuse d'elle-même

du R.P.R.

« J'ai trouvé scandaleux ce que les hommes lui faisaient. Je suis venue lui proposer mon aide », explique cette femme gaulliste de Nanterre qui arbore une tunique à croix de Lorraine et qui vient plusieurs demi-journées par semaine assurer la permanence d'une petite boutique que Mme d'Harcourt avait ouverte depuis qu'elle est députée « parce qu'il y entre plus facilement ; que dans une malice. C'est moins solennel ». Là, toute la journée, des gens viennent encourager « leur député », demander s'ils peuvent être utiles ; « En tant qu'habitante de Neuilly, d'ailleurs d'eux, je ne veux pas de mauvais échos à l'Assemblée nationale comme député », allusion à l'absentéisme quasi total du député de l'Oise.

« Non, je ne suis pas de gauche »

Pourtant, si M. Harsant venait quelques soirs à une réunion, il pourrait difficilement reconnaître en son adversaire un soutien du démon socialo-communiste. Il faut, en effet, le voir, déboué entre les bergères et les taubatiers de métiers, fusiller le « collectivisme », évoquer les militaires R.P.R. et sénateur des Hauts-de-Seine. « Mon nom de la liste des candidats, — enfin, pour que cette circonscription ait un député, à temps complet. »

« Non, je ne suis pas de gauche, se défend Mme d'Harcourt. Ce combat, aussi une femme pouvait le mener. Les hommes se seraient arrangés entre eux, ils sont tous mouillés dans les copinages. Si elle est élue, elle ire à la groupe des non-inscrits, ne pouvant plus cautionner un parti qui s'est conduit de cette façon. »

M. Harsant paraît bien être le seul à croire que les révoltes de plateau engendrent des militants de gauche. Certes, Mme d'Harcourt parle un peu haut parce qu'elle « n'avait jamais pu imaginer que les gens de son monde renoncent à leurs dernières retrouvailles, le bon ton et l'élegance », pour devenir des « meugouilles » sans grandeur. Mais tout cela reste de bon aloi. Et si elle a, selon une électrice socialiste de Neuilly, « un sacré courage qui lui vaudra peut-être, au second tour, des voix de gauche, pour aider à éliminer un personnage détestable », il serait plus que timide de faire de l'ancienne présidente de Femmes-avenir une héroïne de la remise en cause idéologique. Non, Mme Florence d'Harcourt n'ira pas « encaniller » du côté des contestataires ou des autres crypto-collectivistes. Elle reste à droite. Avec une belle constance.

JOSIANE SAVIGNEAU.

« Les candidatures d'appels du contingent, gérées par mon comité national de liaison Défense-Armée-Nation (DAN), qui préside le général François Maurin, ancien chef d'état-major des armées. « Il est à apprécier que les grands partis politiques ne se laisseront pas prendre à ce piège et que la presse ne donnera pas à cette tentative plus d'importance qu'elle ne saurait en avoir. »

— (DAN, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.)

### La préparation des

élections législatives

ILE-DE-FRANCE

PARIS

## II. — SEINE-SAINT-DENIS : le P.C. souverain

par ALAIN ROLLAT

Nulle part ailleurs l'influence du parti communiste n'est plus profonde qu'en Seine-Saint-Denis. Il en était ainsi avant même que la loi du 10 juillet 1964 ne créât ce département formé par la partie nord-est de l'ancien département de la Seine et par quelques communes de l'ancienne Seine-et-Oise.

Depuis la fin du dix-neuvième siècle, le socialisme puis le communisme trouvent un milieu favorable dans cette banlieue fortement industrielle, très populeuse, tristement célèbre, négrière, par ses bidonvilles, et malheureusement exemplaire, aujourd'hui, par ses villes-dortoirs. C'est ici que les communistes obtiennent invariablement leurs meilleurs résultats électoraux. Même à une époque, le mouvement gaulliste n'est jamais parvenu à ébranler leur suprématie. Consolidant presque partout ses positions à chaque scrutin, le P.C. régne sur la Seine-Saint-Denis en souverain absolu, ne laissant à ses partenaires et à ses adversaires que la portion congrue. Il y compte huit députés sur neuf et quatre sénateurs sur six (les deux autres étant socialistes). Il possède la majorité

absolue au conseil général avec vingt-sept conseillers sur quarante (contre sept socialistes, trois gaullistes et trois modérés). Il dirige vingt-sept villes — dont les plus importantes — sur quarante, alors que le P.S. en contrôle sept et que la majorité n'en conserve plus que six.

A la fin de 1977, la fédération communiste revendiquait 28 256 adhérents.

La principale question que pose le scrutin des 12 et 19 mars est de savoir comment le seul rescapé gaulliste, M. Robert Valençay (R.P.R.), député sortant de la 9<sup>e</sup> circonscription, peut empêcher le parti communiste de l'arracher le siège qu'il avait conservé d'extrême justesse (134 voix) en 1973.

Bien qu'ils aient été pendant longtemps quelque peu écrasés par la présence hégémonique des communistes, les socialistes (trois mille deux cents adhérents), ne sont pas absents de la compétition. Bien au contraire, ils

ont été stimulés par les progrès sensibles qu'ils ont enregistrés dans plusieurs secteurs, d'abord aux élections cantonales de 1976, ensuite aux municipales de mars 1977, à l'occasion desquelles ils ont enlevé deux villes à la majorité (Villeneuve-Saint-Georges et Neuilly-sur-Marne), sans l'appui du P.C. L'objectif du P.S. est de recueillir plus de suffrages que les gaullistes, afin de prouver qu'il est devenu la deuxième force politique du département.

L'électorat de gauche est également sollicité par plusieurs autres formations. Participant à tous les scrutins, le P.S.U. soutient un candidat du Front autogestionnaire dans chaque circonscription. Il souhaite canaliser à son profit le courant écologique afin de mobiliser en moyenne 5 % des suffrages exprimés, ce qui lui permettrait de jouer un rôle important au moment des débats. Le M.R.G. veut compter ses voix dans quatre circonscriptions en posant des jalons en vue des prochaines scrutins. A l'extrême gauche, les principaux mouvements trotskistes (Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire), faute d'être parvenus à

conclure un pacte électoral, se feront concurrence dans la plupart des circonscriptions.

Les chances de succès pour les candidats de la majorité paraissent d'autant plus minces que celle-ci partage à la bataille en ordre dispersé. Sans illusion excessive sur l'issue du scrutin, les candidats de l'Union pour la démocratie française se proposent essentiellement de supplanter les candidats de M. Jacques Chirac. A la suite de contacts en cours, les représentants de la majorité pourraient bénéficier, toutefois, du retrait des quatre candidats qui avaient été annoncés par l'Action républicaine indépendante et libérale (A.R.I.L.).

La puissance du P.C. attire aussi les organisations d'extrême droite, dont les représentants locaux trouvent un certain plaisir à venir défier les militants communistes sur leur propre terrain.

Comme en 1973, tout l'éventail politique sera donc représenté. La dispersion des suffrages qui résultera du nombre des candidats en présence avantagea, incontestablement le parti communiste.

## Saint-Ouen, Épinay-sur-Seine

Le P.C. présente trois candidats. C'est à l'initiative de Mme Paulette Fays, membre du comité central, vice-présidente du conseil général, premier adjoint au maire de Saint-Ouen, qu'échoua la tâche de succéder à M. Étienne Fajon, membre du bureau politique, député sortant de la première circonscription (Saint-Ouen), âgé de soixante et onze ans, au poste de l'ordre après quarante-deux années d'activité électoralement.

En 1973, M. Étienne Fajon avait rencontré 44,2 % des suffrages exprimés au premier tour et 61,1 % au second. L'élection de sa « dauphine » paraît ne faire aucun doute, mais la compétition sera vraisemblablement plus serrée qu'il y a cinq ans, car l'audience du P.S. a progressé, comme en 1973, par M. Gilbert Bonnemaison, conseiller général et progressé dans ce secteur,

## Saint-Denis

A Saint-Denis (2<sup>e</sup> circonscription), la direction du P.C. a demandé à M. Marcelin Berthelet, maire de la ville, député sortant, de laisser son siège au secrétaire général adjoint du Mouvement de la Jeunesse communiste, M. Pierre Zarka. Cette décision a été acceptée par le principal intéressé, mais elle a suscité chez les militaires dijonnais divers commentaires qui ont conduit la fédération départementale à multiplier les « épreuves » pour justifier ce « parachutage ». En 1973, M. Marcelin Berthelet avait été battu au premier tour avec 54,1 % des suffrages exprimés. M. Pierre Zarka connaîtra-t-il peut-être ?

Le P.S. présente le même candidat qu'il y a cinq ans, M. Claude Antoré, adjoint au maire de Saint-Denis, qui avait obtenu en 1973 11,8 % des suffrages exprimés et devrait confirmer la progression de sa formation. Les candidats du P.S.U., M. Jean-Yves Guegan, jeune psychologue, de Lutte ouvrière, M. Alex Dufail, est représentant du P.S.U. est

jeune ouvrier électricien, de l'Union ouvrière et paysanne, pour la démission d'un ancien socialiste (maire), M. Yves Charet et la candidate de la L.C.R., Mme Pascale Saroléa, maître auxiliaire, en additionnant leurs voix, pourraient provoquer la mise en ballotage de M. Zarka.

Au sein de la majorité, une « primaire » oppose les mêmes concurrents qu'en 1973 : M. Guillaume Banne (R.P.R.), qui avait obtenu à l'époque 21,6 % des suffrages exprimés, et M. Bernard Lévy (rad.), ancien candidat du Mouvement réformateur, aujourd'hui « champion » de la majorité sortante. En revanche, M. Roger Gouhier aura besoin des suffrages socialistes, comme en 1973, pour battre au second tour le représentant qui lui est alors arrivé à l'heure d'aujourd'hui, M. André Bégin, député sortant, et l'hôtel Matignon mène une campagne très active en s'adressant non seulement aux électeurs modérés mais aussi aux abstentionnistes, qui étaient représentés en 1973 à 20,8 % des inscrits. Il espère ainsi prendre sa revanche sur le candidat gaulliste qui l'avait nettement distancé il y a cinq ans. Le Front national présente M. Marc Fredrikson.

## Aubervilliers, La Courneuve, Stains

La 3<sup>e</sup> circonscription est assurément le fief de M. Jack Rallic (P.C.), après avoir été pendant vingt ans le député de Val-de-Marne, M. Roland Sapiro. La L.C.R. envoie au combat une enseignante auxiliaire, Mme Anne Marie Pincin.

Cette majorité n'est également pas sans adversaires : M. Joseph Françoise-Célestine, qui défendra le programme du R.P.R. après avoir été en 1973, le suppléant du candidat indépendant. Le « courant » gauchiste est représenté par M. Daniel Guyot (P.R.), enseignant à l'école primaire, et M. Louis Mignot (P.R.).

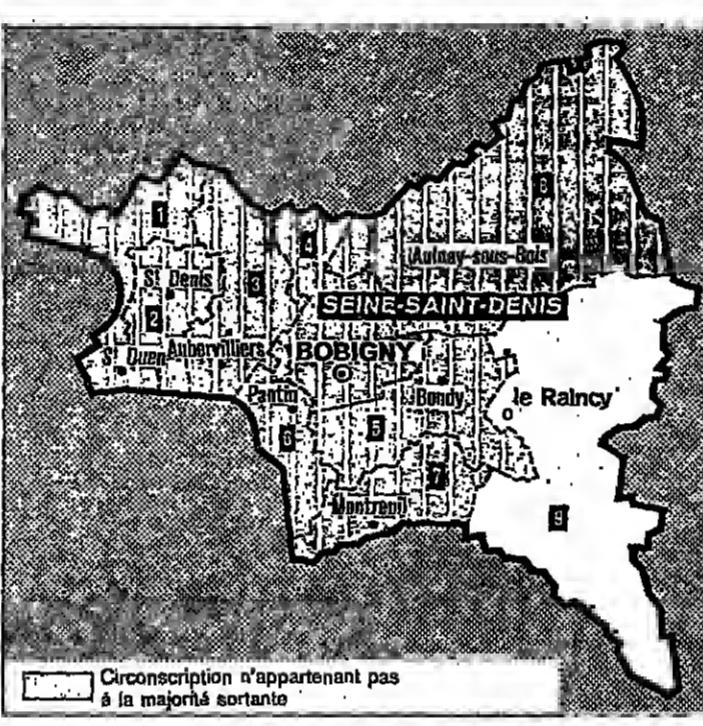
## Bobigny, Le Bourget, Drancy, Dugny

C'est dans la 4<sup>e</sup> circonscription que le P.C. avait remporté en 1973 sa plus belle victoire, grâce à M. Maurice Naudin, réélu en 1973 avec 58,2 % des suffrages exprimés. Le député sortant, maire de Drancy, obtiendra un nouveau succès, mais ses adversaires s'efforceront de lui opposer une résistance plus sérieuse qu'il y a cinq ans. A gauche, son principal rivaux est le candidat socialiste, M. Jean-Louis Guayan, conseiller municipal de Bobigny, qui essaiera de faire mieux que son prédécesseur, M. Gérard Fuzier, sur lequel étaient portés en 1973 9,4 % des suffrages exprimés.

## Bondy, Noisy-le-Sec, Pavillon-sous-Bois, Romainville, Villemomble

Les gaullistes lancent dans la compétition un nouveau candidat, M. Bernard Chardenet (R.P.R.), qui espouse bien, lui aussi, obtenir plus que les 9 037 voix (17,7 % des suffrages) remportées en 1973 par sa formation. Les électeurs centristes et modérés sont également sollicités par M. Daniel Guyot (P.R.), jeune V.R.P., candidat du P.R.P., et M. André Bégin (P.S.U.), qui espère 11,7 % des suffrages contre M. Christian Chardenet (P.S.U.), Philippe Ollard (L.O.), Mme Marie-Christine Quenel (L.O.), et Mme Libératore (Rassemblement des usagers et contribuables, R.U.C.).

Le résultat du scrutin présente beaucoup plus d'incertitude, en revanche, dans la 5<sup>e</sup> circonscription, dont le député sortant, M. Roger Gouhier (P.C.), a été réélu en 1973 qu'un second tour après avoir été devancé au premier par le candidat gaulliste, M. Robert Calmejane (R.P.R.), alors député sortant. Celui-ci, à nouveau candidat, ne désespère pas de reconquérir son siège. M. Calmejane est assez affaibli, toutefois, par la défaite qu'il a subie aux municipales en perdant la mairie de Villemomble au profit des socialistes. C'est d'ailleurs son vain-



Circonscription n'appartenant pas à la majorité sortante

## Aulnay, Le Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-les-Gonesse, Villepinte

Comme M. Louis Odry, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, déclare, dans la 5<sup>e</sup> circonscription, parmi huit de portée de tous les autres candidats, Rédu à 1973 avec 43,6 % des suffrages exprimés au premier tour et 59,9 % au second, le maire d'Aulnay-sous-Bois dispose d'une majorité de sécurité qui lui permettra de continuer à exercer son rôle important au sein de la majorité. Le P.M. vent compte ses voix dans quatre circonscriptions en posant des jalons en vue des prochaines élections. A l'extrême gauche, les principaux mouvements trotskistes (Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire), faute d'être parvenus à

conclure un pacte électoral, se feront concurrence dans la plupart des circonscriptions.

Les chances de succès pour les candidats de la majorité paraissent d'autant plus minces que celle-ci partage à la bataille en ordre dispersé.

Sans illusion excessive sur l'issue du scrutin, les candidats de l'Union pour la démocratie française se proposent essentiellement de supplanter les candidats de M. Jacques Chirac. A la suite de contacts en cours, les représentants de la majorité pourraient bénéficier, toutefois, du retrait des quatre candidats qui avaient été annoncés par l'Action républicaine indépendante et libérale (A.R.I.L.).

La puissance du P.C. attire aussi les organisations d'extrême droite, dont les représentants locaux trouvent un certain plaisir à venir défier les militants communistes sur leur propre terrain.

Comme en 1973, tout l'éventail politique sera donc représenté. La dispersion des suffrages qui résultera du nombre des candidats en présence avantagea, incontestablement le parti communiste.

Au sein de la majorité, M. Jean-Claude Abril (R.P.R.), qui avait été 11 à 15 ans le suppléant du candidat gaulliste, sera concurrencé par M. Claude-Auguste Lévy (P.R.), candidat de l'U.D.F., et M. Daniel Pipard (P.S.U.), le suppléant de M. André Gouhier (P.C.). Le Front national présente lui aussi un candidat : M. Gilbert Cottinet, ingénieur.

La dernière candidature en date est celle de Mme Renée Wormser, trente-sept ans, analyste en informatique, qui s'efforce de rallier les électeurs au « programme commun des femmes » défendu par l'association Châtel.

Aulnay, le Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-les-Gonesse, Villepinte

Comme M. Louis Odry, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, déclare, dans la 5<sup>e</sup> circonscription, parmi huit de portée de tous les autres candidats, Rédu à 1973 avec 43,6 % des suffrages exprimés au premier tour et 59,9 % au second, le maire d'Aulnay-sous-Bois dispose d'une majorité de sécurité qui lui permettra de continuer à exercer son rôle important au sein de la majorité. Le P.M. vent compte ses voix dans quatre circonscriptions en posant des jalons en vue des prochaines élections. A l'extrême gauche, les principaux mouvements trotskistes (Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire), faute d'être parvenus à conclure un pacte électoral, se feront concurrence dans la plupart des circonscriptions.

Les chances de succès pour les candidats de la majorité paraissent d'autant plus minces que celle-ci partage à la bataille en ordre dispersé.

Sans illusion excessive sur l'issue du scrutin, les candidats de l'Union pour la démocratie française se proposent essentiellement de supplanter les candidats de M. Jacques Chirac. A la suite de contacts en cours, les représentants de la majorité pourraient bénéficier, toutefois, du retrait des quatre candidats qui avaient été annoncés par l'Action républicaine indépendante et libérale (A.R.I.L.).

La puissance du P.C. attire aussi les organisations d'extrême droite, dont les représentants locaux trouvent un certain plaisir à venir défier les militants communistes sur leur propre terrain.

Comme en 1973, tout l'éventail politique sera donc représenté. La dispersion des suffrages qui résultera du nombre des candidats en présence avantagea, incontestablement le parti communiste.

Au sein de la majorité, M. Jean-Claude Abril (R.P.R.), qui avait été 11 à 15 ans le suppléant du candidat gaulliste, sera concurrencé par M. Claude-Auguste Lévy (P.R.), candidat de l'U.D.F., et M. Daniel Pipard (P.S.U.), le suppléant de M. André Gouhier (P.C.). Le Front national présente lui aussi un candidat : M. Gilbert Cottinet, ingénieur.

La dernière candidature en date est celle de Mme Renée Wormser, trente-sept ans, analyste en informatique, qui s'efforce de rallier les électeurs au « programme commun des femmes » défendu par l'association Châtel.

Aulnay, le Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-les-Gonesse, Villepinte

Comme M. Louis Odry, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, déclare, dans la 5<sup>e</sup> circonscription, parmi huit de portée de tous les autres candidats, Rédu à 1973 avec 43,6 % des suffrages exprimés au premier tour et 59,9 % au second, le maire d'Aulnay-sous-Bois dispose d'une majorité de sécurité qui lui permettra de continuer à exercer son rôle important au sein de la majorité. Le P.M. vent compte ses voix dans quatre circonscriptions en posant des jalons en vue des prochaines élections. A l'extrême gauche, les principaux mouvements trotskistes (Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire), faute d'être parvenus à conclure un pacte électoral, se feront concurrence dans la plupart des circonscriptions.

Les chances de succès pour les candidats de la majorité paraissent d'autant plus minces que celle-ci partage à la bataille en ordre dispersé.

Sans illusion excessive sur l'issue du scrutin, les candidats de l'Union pour la démocratie française se proposent essentiellement de supplanter les candidats de M. Jacques Chirac. A la suite de contacts en cours, les représentants de la majorité pourraient bénéficier, toutefois, du retrait des quatre candidats qui avaient été annoncés par l'Action républicaine indépendante et libérale (A.R.I.L.).

La puissance du P.C. attire aussi les organisations d'extrême droite, dont les représentants locaux trouvent un certain plaisir à venir défier les militants communistes sur leur propre terrain.

Comme en 1973, tout l'éventail politique sera donc représenté. La dispersion des suffrages qui résultera du nombre des candidats en présence avantagea, incontestablement le parti communiste.

Au sein de la majorité, M. Jean-Claude Abril (R.P.R.), qui avait été 11 à 15 ans le suppléant du candidat gaulliste, sera concurrencé par M. Claude-Auguste Lévy (P.R.), candidat de l'U.D.F., et M. Daniel Pipard (P.S.U.), le suppléant de M. André Gouhier (P.C.). Le Front national présente lui aussi un candidat : M. Gilbert Cottinet, ingénieur.

La dernière candidature en date est celle de Mme Renée Wormser, trente-sept ans, analyste en informatique, qui s'efforce de rallier les électeurs au « programme commun des femmes » défendu par l'association Châtel.

Aulnay, le Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-les-Gonesse, Villepinte

Comme M. Louis Odry, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, déclare, dans la 5<sup>e</sup> circonscription, parmi huit de portée de tous les autres candidats, Rédu à 1973 avec 43,6 % des suffrages exprimés au premier tour et 59,9 % au second, le maire d'Aulnay-sous-Bois dispose d'une majorité de sécurité qui lui permettra de continuer à exercer son rôle important au sein de la majorité. Le P.M. vent compte ses voix dans quatre circonscriptions en posant des jalons en vue des prochaines élections. A l'extrême gauche, les principaux mouvements trotskistes (Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire), faute d'être parvenus à conclure un pacte électoral, se feront concurrence dans la plupart des circonscriptions.

Les chances de succès pour les candidats de la majorité paraissent d'autant plus minces que celle-ci partage à la bataille en ordre dispersé.

Sans illusion excessive sur l'issue du scrutin, les candidats de l'Union pour la démocratie française se proposent essentiellement de supplanter les candidats de M. Jacques Chirac. A la suite de contacts en cours, les représentants de la majorité pourraient bénéficier, toutefois, du retrait des quatre candidats qui avaient été annoncés par l'Action républicaine indépendante et libérale (A.R.I.L.).

La puissance du P.C. attire aussi les organisations d'extrême droite, dont les représentants locaux trouvent un certain plaisir à venir défier les militants communistes sur leur propre terrain.

Comme en 1973, tout l'éventail politique sera donc représenté. La dispersion des suffrages qui résultera du nombre des candidats en présence avantagea, incontestablement le parti communiste.

Au sein de la majorité, M. Jean-Claude Abril (R.P.R.), qui avait été 11 à 15 ans le suppléant du candidat gaulliste, sera concurrencé par M. Claude-Auguste Lévy (P.R.), candidat de l'U.D.F., et M. Daniel Pipard (P.S.U.), le suppléant de M. André Gouhier (P.C.). Le Front national présente lui aussi un candidat : M. Gilbert Cottinet, ingénieur.

La dernière candidature en date est celle de Mme Renée

## POLITIQUE

### LES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

M. Giscard d'Estaing a réuni le conseil des ministres mercredi 15 février.

A l'issue des délibérations, le président de la République a déclaré :

« Je félicite le premier ministre de la rapidité et de l'efficacité des mesures qu'il a prises pour assurer la défense du franc. Le franc n'est pas malade de l'économie. Je demande qu'on ne le rende pas malade de la politique. »

Le conseil a délibéré les questions suivantes :

#### ● L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION AGRICOLE

(Lire page 21)

#### ● LES OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a dressé un bilan du fonctionnement de la procédure des O.P.A. à partir des travaux d'un groupe de travail animé par la direction du service, avec la participation de la Chambre syndicale des agents de change et de la Commission des opérations de Bourse.

La procédure des offres publiques a pris une place importante dans la vie financière du pays : elle constitue, en effet, un stimulant pour une gestion plus dynamique des entreprises, une incitation à un plus grand respect des salariés, à des pratiques plus éthiques et à l'industrialisation des dividendes, un facteur enfin de rééquilibrage des ressources vers les secteurs les plus productifs. Qu'elles réussissent ou qu'elles échouent, les offres publiques obligent les sociétés visées à une révision profonde de leur achat et provoquent en général une amélioration de leur gestion.

Il est toutefois apparu, à l'expérience, que la procédure existante pouvait être améliorée en divers points et, dans cet esprit, le gouvernement a décidé de :

— Créer des procédures d'O.P.A. simplifiées pour les offres portant sur une faible fraction du capital, destinées au contraire à rassembler dans les mains de l'initiateur la totalité d'un capital dont il détient au départ plus des deux tiers ;

— Améliorer l'information sur la consolidation des comptes et la répartition du capital des entreprises ;

— Réduire les possibilités d'autoroute ;

— Préciser les règles applicables en cas de bataille en Bourse provoquée par une O.P.A. contestée ;

— Harmoniser les procédures d'autorisations gouvernementales en matière d'O.P.A. et de contrôle des concentrations d'entreprises ;

— Créer une procédure d'offre publique de vente ;

— Créer un comité de surveillance des offres publiques qui réunies, sous la présidence du président de la C.O.B., les trois autorités concernées : direction du Trésor, C.O.B. et Chambre syndicale des agents de change.

Le gouvernement a chargé le ministre délégué à l'économie et aux finances de prendre, dans un délai rapide, les dispositions réglementaires pour mettre en œuvre cette réforme.

Il a, d'autre part, décidé de présenter un projet de loi à la prochaine session du Parlement pour la mise en œuvre des mesures impliquant une intervention législative, de telle sorte que l'ensemble de la réforme soit applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain.

#### ● LE COLLEGE UNIQUE

Malgré les consignes syndicales de boycottage, les dispositions essentielles de la réforme sont entrées dans la loi :

— Le système des filières est définitivement aboli : les élèves sont accueillis indistinctement à une ou deux classes de 6<sup>e</sup> ;

— Le soutien aux élèves en difficulté, auquel les parents sont attachés, est maintenant réalisé à 60 % au moins et devrait être généralisé rapidement ;

— L'éducation manuelle et technique est assurée de façon satisfaisante grâce à un effort important d'équipement des ateliers et de formation des maîtres ; dès maintenant, 75 % de l'horaine est appliquée aux professeurs formés à cet effet ;

— La gratuité des livres scolaires, effective en 5<sup>e</sup>, sera étendue à la rentrée à la 5<sup>e</sup> et, pour les années à venir, à toutes les classes des collèges ;

— En dépit des tentatives diverses d'obstruction et de détournement, les élections aux comités de parents ont eu lieu, avec une bonne participation, de nombreuses réunions de conseils d'école se sont déjà tenues et tous les conseils d'école se sont réunis pour les vacances de février. (...)

Le ministère de l'éducation a ensuite rappelé la nécessité, reconnue dans le programme de Béols, de fixer les pleines conséquences de cette réforme sur ce qui concerne la formation des enseignants et de prendre les mesures nécessaires pour redéfinir la situation des chefs d'établissement et directeurs.

Concluant sa communication sur l'action syndicale depuis la rentrée, le ministre de l'éducation a observé que, malgré les actions de blocage et une intense propagande, la réforme du collège unique est largement entrée dans les rats et bien admise par l'opinion publique.

(Lire page 21)

#### ● LA DÉCENTRALISATION DES ACTIVITÉS TERTIAIRES

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire a dressé le bilan des actions de décentralisation.

sation des activités tertiaires des dernières années et fait approuver les nouvelles orientations proposées pour cette politique.

Il a souligné l'importance des résultats déjà obtenus dans trois secteurs qui ont fait l'objet d'un effort particulier : enseignement et recherche, banque et assurance, administrations publiques.

— Le développement de l'enseignement supérieur a été largement orienté vers la province. Sur les 4 millions de sièges créés de locaux nouveaux, plus des trois quarts qui ont été construits en province. Lille, Marseille, Nancy, Strasbourg, Rennes et Lille ont bénéficié d'effectifs importants. Neuf centres universitaires nouveaux ont été, en outre, entièrement équipés au cours des dix dernières années : Chambery, Compiegne, Le Mans, Metz, Mulhouse, Saint-Etienne, Pau, Perpignan et Toulouse. Enfin, 8% de ces centres universitaires ont été équipés d'ateliers et de laboratoires de recherche et de développement.

— Dans le domaine de la recherche, les réalisations qualitatives de la décentralisation ont été bonnes, parfois excellentes. Contrairement à ce que l'on pouvait observer voici vingt ans, des équipes de niveau et de renom international sont maintenant implantées dans toutes les régions. Leur rayonnement est particulièrement important à Lyon pour la médecine, à Toulouse pour la physique, à Grenoble pour la physique, à Dijon et à Nancy pour la nutrition, à Rennes pour l'information, Nancy et Toulouse pour les sciences de l'ingénieur, à Caen pour l'électronique et la recherche unifiée.

En ce qui concerne la banque et l'assurance, qui ont connu dans les années récentes une croissance exceptionnellement forte, l'effort de décentralisation a été également environné de succès. Ainsi, à Paris, 21 programmes d'localisation dans le secteur bancaire et 27 dans le secteur de l'assurance ont été approuvés, couvrant la quasi-totalité des entreprises concernées. La Banque nationale de Paris, la Société générale, le Groupe des assurances nationales et les Assurances générales de France doivent être citées en raison de l'importance de leur contribution.

Parallèlement, un effort a été amorcé pour qualifier les activités financières exercées en province, par exemple par relèvement des plafonds de responsabilités dans l'estoral des crédits. La création sur Lyon, capitale de la deuxième région industrielle française, d'une place bancaire et financière disposant de moyens de crédit et d'un pouvoir de décision autonome pour les entreprises de la région et du territoire extérieur, l'attribution des crédits internes, l'apport de fonds propres aux entreprises, a été lancée.

Dans le secteur des administrations concernées, avec l'aide du fonds de décentralisation qui a apporté près de 300 millions de francs à cette politique, quarante-cinq établissements ont été créés ou transférés en province, appartenant ainsi aux sept mille emplois. L'effort des ministères de la défense, de l'agriculture, de l'équipement, des postes et télécommunications a été particulièrement important.

Grâce à cet effort, la vocation électronique de la Bretagne s'est trouvée confirmée par l'implantation de plusieurs services des P.T.T. à Brest, à Rennes, à Lorient et à Brest, et d'ateliers et d'ateliers d'enseignement, de deux centres de gestion et d'un centre d'informatique à Rennes. Ce regroupement a parallèlement permis la décentralisation à Lannion du service des pensions des postes et télécommunications.

Le rôle de Toulouse dans le domaine spatial s'est traduit par l'implantation de six écoles ou centres de formation par les ministères de la défense, des postes et télécommunications, de l'équipement et de l'industrie.

Nantes est devenue un centre de recherche national important avec l'Institut national des sciences de l'ingénierie, des affaires étrangères, de la justice et de travail.

En ce qui concerne l'avenant, le ministère de l'énergie et de l'aménagement du territoire a fait approuver deux orientations nouvelles :

— Les moyens de la politique de décentralisation tertiaire mis en place depuis 1970 et très largement améliorés au cours des deux dernières années avec la création d'un système d'aide très incitatif seront consolidés. Les dernières ébauches des politiques de l'avenant doivent être traitées en profondeur, et notamment ceux du logement et de l'activité professionnelle du conjoint. Un pas important dans la prise en compte de ces problèmes va être fait avec l'institution sous quelques jours d'une indemnité spéciale de décentralisation comprise, selon la situation de famille, entre 6 000 et 13 000 francs non imposable. De nouvelles mesures seront mises au point par un groupe de travail dont la création est décidée.

— La politique de décentralisation tertiaire jusqu'ici principalement centrée sur le transfert d'emplois doit désormais orienter plus nettement vers un objectif plus ambitieux, celui du redéploiement géographique des fonctions de conception et de décision excessivement concentrées sur Paris.

Dans cet esprit le conseil a approuvé notamment :

— Le principe de l'extension, à la

lumière de l'expérience lyonnaise, de la formule des places bancaires dans d'autres métropoles régionales.

— La création d'un groupe de travail finances intérieur, DATAR, chargé d'étudier le raccourcissement des circuits financiers des investissements publics et privés.

#### ● LA QUALITÉ DE LA VIE

Un décret relatif à la coordination interministérielle en matière de qualité de la vie a été adopté.

— Afin de concevoir et de mettre en œuvre une politique de la qualité de la vie conforme aux objectifs définis par le gouvernement, un nouveau dispositif de coordination interministériel et d'intervention des organismes publics et privés.

— Le développement de l'enseignement supérieur a été largement orienté vers la province. Sur les 4 millions de sièges créés de locaux nouveaux, plus des trois quarts qui ont été construits en province. Lille, Marseille, Nancy, Strasbourg, Rennes et Lille ont bénéficié d'effectifs importants. Neuf centres universitaires nouveaux ont été, en outre, entièrement équipés au cours des dix dernières années : Chambery, Compiegne, Le Mans, Metz, Mulhouse, Saint-Etienne, Pau, Perpignan et Toulouse. Enfin, 8% de ces centres universitaires ont été équipés d'ateliers et de laboratoires de recherche et de développement.

— Dans le domaine de la recherche, les réalisations qualitatives de la décentralisation ont été bonnes, parfois excellentes.

— La création d'un groupe de travail finances intérieur, DATAR, chargé d'étudier le raccourcissement des circuits financiers des investissements publics et privés.

#### ● LA QUALITÉ DE LA VIE

Un décret relatif à la coordination interministérielle en matière de qualité de la vie a été adopté.

— Afin de concevoir et de mettre en œuvre une politique de la qualité de la vie conforme aux objectifs définis par le gouvernement, un nouveau dispositif de coordination interministériel et d'intervention des organismes publics et privés.

— Le développement de l'enseignement supérieur a été largement orienté vers la province. Sur les 4 millions de sièges créés de locaux nouveaux, plus des trois quarts qui ont été construits en province. Lille, Marseille, Nancy, Strasbourg, Rennes et Lille ont bénéficié d'effectifs importants. Neuf centres universitaires nouveaux ont été, en outre, entièrement équipés au cours des dix dernières années : Chambery, Compiegne, Le Mans, Metz, Mulhouse, Saint-Etienne, Pau, Perpignan et Toulouse. Enfin, 8% de ces centres universitaires ont été équipés d'ateliers et de laboratoires de recherche et de développement.

— Dans le domaine de la recherche, les réalisations qualitatives de la décentralisation ont été bonnes, parfois excellentes.

— La création d'un groupe de travail finances intérieur, DATAR, chargé d'étudier le raccourcissement des circuits financiers des investissements publics et privés.

#### ● LA QUALITÉ DE LA VIE

Un décret relatif à la coordination interministérielle en matière de qualité de la vie a été adopté.

— Afin de concevoir et de mettre en œuvre une politique de la qualité de la vie conforme aux objectifs définis par le gouvernement, un nouveau dispositif de coordination interministériel et d'intervention des organismes publics et privés.

— Le développement de l'enseignement supérieur a été largement orienté vers la province. Sur les 4 millions de sièges créés de locaux nouveaux, plus des trois quarts qui ont été construits en province. Lille, Marseille, Nancy, Strasbourg, Rennes et Lille ont bénéficié d'effectifs importants. Neuf centres universitaires nouveaux ont été, en outre, entièrement équipés au cours des dix dernières années : Chambery, Compiegne, Le Mans, Metz, Mulhouse, Saint-Etienne, Pau, Perpignan et Toulouse. Enfin, 8% de ces centres universitaires ont été équipés d'ateliers et de laboratoires de recherche et de développement.

— Dans le domaine de la recherche, les réalisations qualitatives de la décentralisation ont été bonnes, parfois excellentes.

— La création d'un groupe de travail finances intérieur, DATAR, chargé d'étudier le raccourcissement des circuits financiers des investissements publics et privés.

#### ● LA QUALITÉ DE LA VIE

Un décret relatif à la coordination interministérielle en matière de qualité de la vie a été adopté.

— Afin de concevoir et de mettre en œuvre une politique de la qualité de la vie conforme aux objectifs définis par le gouvernement, un nouveau dispositif de coordination interministériel et d'intervention des organismes publics et privés.

— Le développement de l'enseignement supérieur a été largement orienté vers la province. Sur les 4 millions de sièges créés de locaux nouveaux, plus des trois quarts qui ont été construits en province. Lille, Marseille, Nancy, Strasbourg, Rennes et Lille ont bénéficié d'effectifs importants. Neuf centres universitaires nouveaux ont été, en outre, entièrement équipés au cours des dix dernières années : Chambery, Compiegne, Le Mans, Metz, Mulhouse, Saint-Etienne, Pau, Perpignan et Toulouse. Enfin, 8% de ces centres universitaires ont été équipés d'ateliers et de laboratoires de recherche et de développement.

— Dans le domaine de la recherche, les réalisations qualitatives de la décentralisation ont été bonnes, parfois excellentes.

— La création d'un groupe de travail finances intérieur, DATAR, chargé d'étudier le raccourcissement des circuits financiers des investissements publics et privés.

#### ● LA QUALITÉ DE LA VIE

Un décret relatif à la coordination interministérielle en matière de qualité de la vie a été adopté.

— Afin de concevoir et de mettre en œuvre une politique de la qualité de la vie conforme aux objectifs définis par le gouvernement, un nouveau dispositif de coordination interministériel et d'intervention des organismes publics et privés.

— Le développement de l'enseignement supérieur a été largement orienté vers la province. Sur les 4 millions de sièges créés de locaux nouveaux, plus des trois quarts qui ont été construits en province. Lille, Marseille, Nancy, Strasbourg, Rennes et Lille ont bénéficié d'effectifs importants. Neuf centres universitaires nouveaux ont été, en outre, entièrement équipés au cours des dix dernières années : Chambery, Compiegne, Le Mans, Metz, Mulhouse, Saint-Etienne, Pau, Perpignan et Toulouse. Enfin, 8% de ces centres universitaires ont été équipés d'ateliers et de laboratoires de recherche et de développement.

— Dans le domaine de la recherche, les réalisations qualitatives de la décentralisation ont été bonnes, parfois excellentes.

— La création d'un groupe de travail finances intérieur, DATAR, chargé d'étudier le raccourcissement des circuits financiers des investissements publics et privés.

#### ● LA QUALITÉ DE LA VIE

Un décret relatif à la coordination interministérielle en matière de qualité de la vie a été adopté.

— Afin de concevoir et de mettre en œuvre une politique de la qualité de la vie conforme aux objectifs définis par le gouvernement, un nouveau dispositif de coordination interministériel et d'intervention des organismes publics et privés.

— Le développement de l'enseignement supérieur a été largement orienté vers la province. Sur les 4 millions de sièges créés de locaux nouveaux, plus des trois quarts qui ont été construits en province. Lille, Marseille, Nancy, Strasbourg, Rennes et Lille ont bénéficié d'effectifs importants. Neuf centres universitaires nouveaux ont été, en outre, entièrement équipés au cours des dix dernières années : Chambery, Compiegne, Le Mans, Metz, Mulhouse, Saint-Etienne, Pau, Perpignan et Toulouse. Enfin, 8% de ces centres universitaires ont été équipés d'ateliers et de laboratoires de recherche et de développement.

— Dans le domaine de la recherche, les réalisations qualitatives de la décentralisation ont été bonnes, parfois excellentes.

— La création d'un groupe de travail finances intérieur, DATAR, chargé d'étudier le raccourcissement des circuits financiers des investissements publics et privés.

#### ● LA QUALITÉ DE LA VIE

Un décret relatif à la coordination interministérielle en matière de qualité de la vie a été adopté.

— Afin de concevoir et de mettre en œuvre une politique de la qualité de la vie conforme aux objectifs définis par le gouvernement, un nouveau dispositif de coordination interministériel et d'intervention des organismes publics et privés.

— Le développement de l'enseignement supérieur





# Le Monde DES LIVRES

## L'odyssée de Fernand Braudel

● Un splendide survol de l'espace et du temps méditerranéens.

C'EST d'abord un admirable album d'images qui séduisent et déconcertent. Tout se mêle : le passé et le présent, la vue d'un champ de foulilles et le plan géométrique d'une cité nègre, une météorite et une photographie de la pêche au thon, les plus anciennes peintures grecques découvertes à Paestum, des miniatures persanes, des portraits romains, des enluminures médiévales, des tableaux de Goya, de Van Gogh... Même contraste dans les paysages : la mer bleue bulgare le pied des montagnes ; des bouquets de palmiers se lovent au creux des sables ; sur un sol de pierrière, quelques champs cultivés étendent leur tapis ouvragé ; le long d'un mur plein de soleil, des hommes « désoûrés » attendent du travail...

Les documents convergent de multiples sources pour cerner un creuset de civilisations qui fut jadis le centre du monde : la Méditerranée. Il y a longtemps que Fernand Braudel en a fait son terrain d'élection pour lui appliquer la nouvelle façon d'écrire l'histoire, en confluent des sciences humaines : depuis sa grande thèse sur la Méditerranée et le Monde méditerranéen au temps de Philippe II.

Ce qui est puissamment surpris ici, pour que se dégagent les grandes lignes de force, c'est l'espace et le temps. A l'échelle d'aujourd'hui, l'espace paraît restreint. « Cette mer immense où, au fond des galères, il y a devenu un lac intérieur. Le

temps, en revanche, se compte par millénaires : l'histoire, sinon l'humanité, n'est-elle pas née dans cette partie du monde où pour la première fois s'organisent des échanges ? La route terrestre et surtout maritime est pour Fernand Braudel la marque de toute civilisation. Celle-ci est commandée par le sol, le climat,

éclarer la nuit des temps, Fernand Braudel ramène l'histoire de la Méditerranée aux trois civilisations qui déterminent encore aujourd'hui sur ses rives trois façons différentes de croire, de penser, de manger, de boire et de vivre : l'islamique, l'orthodoxe, la romaine. L'islam, qui châtie

telles. Pour peu qu'elles soient originales et structurées, elles couvrent sous leurs cendres, en dépit d'un emprisonnement qui peut être séculaire. La Chrétienté, qui se couvre dans la lit de l'empire romain, ne viendra à bout ni de la civilisation grecque ni de l'islam : l'empereur de Constantin se casserait pour rennaître la première, l'élan des croisades se briserait. Mais les Turcs, à leur tour, seront arrêtés à la bataille de Lépante, en 1571.

Après cette dernière bataille, la course descendante de la Méditerranée commence. La découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, le périple du cap Bonne-Espérance accompli par Vasco de Gama, ne l'expliquent pas toutes. Notre histoire voit surtout les peuples nordiques ravir aux riverains de la Méditerranée la commande de leurs routes maritimes. Les vaisseaux anglais et hollandais assurent désormais le commerce. L'empire britannique est le principal artisan du déclin. Le percement du canal de Suez, l'échéance du Partage que la France tenta de planter dans le dos du maître, restera sans effet, ou peut-être il ne profitera qu'aux Anglais.

Ces choses sanglantes entre l'Orient et l'Occident, ces maléfices sourdes du Nord sur le Midi, s'apaisent soudain quand on revient au plan de la vie quotidienne. Fernand Braudel abandonne ici le plume à Maurice Aymard, comme il s'est effacé devant Filippo Coarelli quand il s'est agi de suivre la conquête romaine. Une nouvelle unité, qui ne doit rien à une héritage, s'élève alors sur le Bassin méditerranéen, où, d'une rive à l'autre, les échos se multiplient : plan des denrées, séparation des sexes, culte de l'honneur et civilisation urbaine. La Méditerranée est essentiellement un citadin. La ville est le lieu des échanges, de la sociabilité, des loisirs et des fêtes. Et le travail s'accompagne loin d'elle. Certes, quelques grandes cités affairées seront héritées dans le courant industriel : Barcelone, Gênes... Les autres restent encore ce qu'elles furent autrefois.

D'où la conclusion qui s'inscrit une fois fermement ce beau livre où se croisent tant de malédictions et de dons naturels, tant d'inventions et de passions humaines : si la Méditerranée n'est plus le centre rayonnant d'un monde, elle demeure le symbole d'un univers aux dimensions de l'homme.

JACQUELINE PIATIER.

\* LA MÉDITERRANÉE, sous la direction de Fernand Braudel. Arts et Actions graphiques, 218 pages, 12 illustrations nées et couleur. Flammarion, 265 F.

la présence de la mer, la vraie richesse, puisqu'elle est la « surface des transports », une fois vaincu la peur qu'elle inspire. Mais les craintes de la nature, qui imposent le blé, la vigne et l'olivier comme la triade nourricière de tout le Bassin méditerranéen, ne font pas tout. Place à l'invention et à l'œuvre de l'homme, à son esprit de conquête aussi. C'est alors que le bigarré commence.

Partant du présent pour

## Michel del Castillo et le mal d'Espagne

● L'inventaire d'une patrie intérieure.

LA critique française a souvent considéré, à tort Michel del Castillo comme « un auteur étranger d'expression française », et cela parce que son œuvre renvoie pour l'essentiel à l'Espagne. Cette ambiguïté, l'auteur de *Tanguy et le Marin* tâche de la dissiper en nous proposant son dernier livre une large et dense réflexion sur le *Soritige espagnol*, qui est d'abord l'inventaire d'une patrie intérieure.

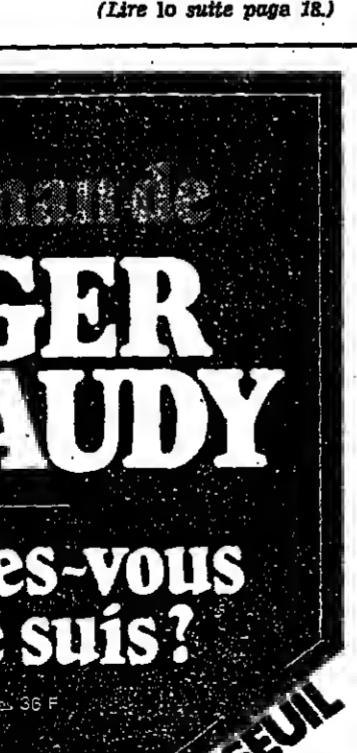
Frangais de langue, et de sang pour moitié, fils de parents déchirés, jouissant d'une double appartenances calamiteuse, espagnol de la naissance à l'adolescence, c'est-à-dire, en fait, par les racines, Michel del Castillo est « une enfance de métèque », sur laquelle il nous a déjà fait verser bien des larmes.

« Franchissez pour les uns, « espagnol » pour les autres, il est de ceux qui ont toujours douté de leur identité et qui, partant, ont dû gagner par un

retour aux sources et un dialogue ombrageux entre deux souches un pays qui jamais ne leur fut donné. Le livre qu'il nous propose reconstruit donc pour lui et pour nous une Espagne dont le premier temps — qui se confond avec la prime enfance de l'auteur — fut celui du mal, et force l'auteur à « un voyage au bout de ses peurs ».

Enquêtant ces « joyeux massacres » de la guerre civile, les bombardements franquistes vénérés sur le terrasse de sa maison madrilène, en ce pays qui, sous l'encrage de Bernanos, « sent la mort et le jasmin », Michel del Castillo interroge : « Comment, dès qu'on se met à réfléchir, n'aurait-on pas mal à l'Espagne ? » A l'instar de Juan Goytiso, mais dans une autre tonalité, son point de départ est la Reconquête, cette mise à mort de la civilisation islamico-berbère dont le rêve n'en finit pas de hanter tous ceux qui, de près ou de loin, se rattachent au vaste territoire hispanique.

ALBERT SENSOUSSAN.  
(Lire la suite page 18.)



ROGER  
GARAUDY  
Qui dites-vous  
que je suis?

102 pages, 36 F.

SEUIL

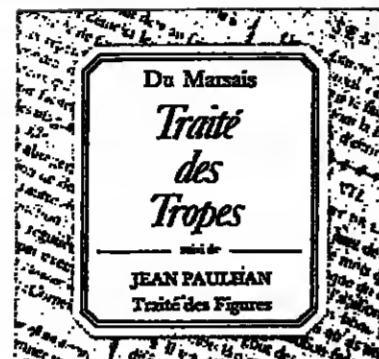


1 DISQUE EXCEPTIONNEL  
LOUIS-FERDINAND CELINE  
ONZE TEXTES MIS EN MUSIQUE  
ET CHANTÉS PAR  
CLAUDE MANN  
Pochette double de luxe  
avec portraits de L.-F. CELINE  
et textes complets reproduits

## LE NOUVEAU COMMERCE

un ouvrage  
indispensable

enfin disponible  
324 pages 46 F.



Postface de  
Claude Mouchard

Le Traité des Tropes était hier la Rhétorique.  
Paul Valéry l'a écrit : il illustre aujourd'hui  
la condition verbale de la littérature.

Distribution : NOUVEAU QUARTIER LATIN - 78, Bd Saint-Michel 75006 PARIS

## Le siècle de Jean Renoir savouré par Jean Renoir.

Flammarion.



Avec "Le cœur à l'aise", Jean Renoir publie son deuxième roman. C'est l'histoire de Clémocot Bourdeau qui, à cent ans, le cœur à l'aise et avec délice, se rappelle sa vie, ses amours, son pays. Quand on aime la vie et Jean Renoir, on savoure ce roman de Renoir comme un film de Renoir.

Jean Renoir.  
Le cœur à l'aise, 200 pages, 38 F.

FLAMMARION

Le Monde  
DE L'EDUCATION

Dans le numéro de février

Un sondage exclusif de la SOFRES

## LE VOTE DES ENSEIGNANTS

POUR QUI LES ENSEIGNANTS VONT-ILS VOTER EN MARS ? COMMENT SE SITUENT-ILS SUR L'ÉCHIQUER POLITIQUE ? QUELLE EST LA CLIENTELE RÉELLE DES PARTIS ET DES SYNDICATS ? LES MAÎTRES DU PRÉ SONT-ILS PLUS CONSERVATEURS QUE CEUX DU PUBLIC ? LES ENSEIGNANTS DE GAUCHE SONT-ILS PLUS « PROGRESSISTES » SUR LE PLAN PEDAGOGIQUE ?

POUR LA PREMIÈRE FOIS, UN SONDAGE D'OPINION DÉCRIT LES ATTITUDES POLITIQUES DES ENSEIGNANTS DU PREMIER ET DU SECOND DEGRÉ.

Dans le même numéro :

Les enseignants, la presse et la télévision. Les jeunes de la chanson. La formation des vétérinaires. « Déscentraliser l'éducation », par Olivier GUICHARD. Les réformes éducatives au Sénégal. Les métiers du chaud et du froid.

Le Monde de l'éducation

5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX 02.  
Le numéro : 8 F. - Abonnements (11 numéros par an) : 88 F.

## la vie littéraire

## Les écrivains et la politique

André Reszler, dans *l'Intellectuel contre l'Europe* (PUF), avait déjà tenté d'établir la généalogie de la notion d'engagement. Il observait à ce propos que, dès 1837, Lamartine esquisait le portrait d'un poète « responsable, actif et engagé ». Il revient sur ce thème dans un numéro spécial de la revue *Cadmos* (éditée par le Centre européen de la culture et diffusée par l'Age d'homme, à Lausanne) consacré à « L'écrivain et la politique ».

« *Nulla théorie*, écrit Reszler, ne jette de lumière aussi vive sur les rapports entre l'écrivain moderne et la politique que celle de l'engagement ». Tel est également le point de vue de Daniel de Rougemont, le premier à réinventer, dans les années 30, la notion d'engagement : il réunit ici sous forme de brève anthologie ses réflexions sur ce sujet. Dans le même numéro, de brèves monographies traitent successivement de l'engagement de Drieu La Rochelle, d'André Gide, de Romain Rolland et de Karl Kraus, cependant que Miklós Molnár retrace les étapes de la mise au pas de la littérature dans le Russie socialiste et que Gérard de Puymègne s'en prend à Lévi-Strauss et à Pierre Clastres. La conclusion revient à J. Starobinski, qui invite ses lecteurs à penser « tous ceux qui n'ont pas su assez de chance pour être lus et écoutés. Parler de l'engagement de l'écrivain, c'est supposer que l'on a encore droit à du papier et à un crayon. Pour une police bien organisée, rien n'est plus facile que de supprimer ce droit ou de le réduire à un simulacre ». — R. J.

## Portrait d'une défaite

A Azincourt (1415), la France a perdu la bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre (de Cenf. Ans). Gérard Bacquet, membre de la commission des documents historiques du Département, explique, dans un très joli volume publié à compte d'auteur, comment « l'ut bœuf la grande partie de la chanson de la guerre François », par nos premiers ennemis héritaires, les Godons. Mêlant les chroniques d'époque — anglaises et françaises

— à une iconographie magnifique, il raconte en détail cet affrontement céleste et confus, surtout du côté français. Ce portrait d'une bataille particulière est aussi une introduction originale, exacte et savoureuse à la violence d'alors et au désordre médiéval. (Editions Bacquet, 62390, 123 pages, broché 60 francs, relié 78 francs, luxe, 120 francs.) — E. T.

Un inventaire des métiers  
du peuple de Paris

En France, nous avons eu aussi des coups de tête. C'étaient des « ouvriers qui préparent les têtes des épingles. Ils donnaient soixante-dix coups de ciseaux par minute et pouvaient couper ainsi en une heure cinquante mille quatre cent têtes », nous apprend le *Dictionnaire historique des arts, métiers et professions exercées dans Paris depuis la seizième siècle*, d'Alfred Franklin, publié en 1905, qui vient d'être réimprimé par les soins de Jeanne Laffitte, expert en livres anciens et libraire. Mort en 1917, Alfred Franklin fut administrateur de la bibliothèque Mazarine. Il avait rédigé d'une plume alerte cet ouvrage où se manifestent un éclectisme, un « savoir », une précision confondante. Gene de métiers, écrits, historiens, juristes, etc., se plongeront avec délices dans cette somme du passé où figurent tant l'étude des corporations que la réglementation du travail de la taille ou celle de statut fixant privilégiés. La vie du menu peuple de Paris apparaît à chaque page, foisonnante, débrouillarde, et transparent aussi un goût pour la chose juridique, provoquée des esprits chicaniers ! (Un volume relié 8, 882 pages, 230 F. Editions Laffitte Reprints, 1, place Fr. Chirat, 13002 Marseille. Tél. (01) 91-15-62. L'ouvrage est distribué par la Librairie Honoré Champion, 7, quai Malakoff, 75006 Paris. Tél. : 326-51-65) — B. A.

## Un livre d'or bie remplit

Une nouvelle collection se propose de fournir au public un panorama très complet de la science-fiction à travers ses plus grands auteurs. Elle est dirigée par Jacques Gollard

chez Press-Pocket : ce qui est en soi une garantie puisqu'il a assumé la responsabilité de la célèbre anthologie thématique du Livre de poche. Le « Livre d'or de la science-fiction » se présente comme un gros recueil de nouvelles, enrichi d'une bibliographie très complète, d'une préface et de notes qui suivent chaque écrivain dans l'histoire de la littérature. Le premier volume paru est consacré à Ursula K. Le Guin, suivront bien sûr Théodore Sturgeon, Frank Herbert, Norman Spinrad et Robert Silverberg. Intérêt supplémentaire : un grand nombre de textes publiés dans « le Livre d'or » sont inédits en français. — Ph. C.

Mais où sont les sables  
d'antan ?

Alors que la légion étrangère, dans sa nouvelle résidence corsé, est à nouveau l'objet d'un intérêt dont elle se passerait bien, les éditions Louveillerie publient une troisième édition revue et actualisée du *Livre d'or de la légion étrangère*, par Jean Brunon, Georges-R. Manue et Pierre Carles. La première date de 1951, pour le jour anniversaire de Camerone, le 30 avril, et marquait la centenaire de sa création. La seconde, de 1958, était préfacée par le maréchal Juin. La troisième tient compte des événements nouveaux survenus entre 1955 et 1976, et en particulier de la participation, de 1964 à 1962, de la légion à la guerre d'Algérie. Cette relation se borne à un exposé des faits relevant l'action de chaque unité au cours des opérations. Elle se prolonge d'un chapitre retracant l'évolution de la légion de 1962 à 1976, son éclatement sur quatre continents en même temps que la réduction de ses effectifs : de 20 800 hommes en 1962 elle n'en compte plus que 6 000 en 1976.

L'historique se complète d'une analyse du visage de la légion étrangère : travers ses drapeaux, ses emblèmes, ses codes, ses coutumes.

Un morceau de l'histoire de France, lié à son empire, à ses conquêtes et à ses défaits coloniales, à la sentimentalité d'une époque aussi, qu'Edith Piaf a chantée.

Mais où sont les sables d'antan ? — P. M.

## en bref

JEAN BRUHAT : *Grasset Belges et les Égaux, ou le premier parti communiste belge*. La biographie d'un très célèbre « pré-léniniste » français. (Librairie académique Perrin, 247 p., 30 F.)

## Spiritualité

HAIKU : une anthologie de Haiku, cours poèmes japonais en trois vers et exercices spirituels. Préparée par Roger Minet et présentée par Yves Boncley. (Fayard, coll. « Documenta spirituels », 200 p., 38 F.)

## Poésie

GABRIEL AUDISIO : *De ma nature*. — Une intégration sur les rapports d'un homme avec la nature. Le dernier recueil de Gabriel Audisio qui vient de mourir. (Rougerie, 118 p., Montrouge, Médiéval, 1981, 37 F.)

## Autobiographie

PETER TOWNSEND : *Le Hazard et les Jours*. — La vie du célèbre « Group Captain », d'une idylle princière au boucheau caché. Traduit de l'anglais par G. Belmon et H. Chabot. (Robert Laffont, 394 p., 68 F.)

## en poche

## &lt; Le traître &gt; d'André Gorz

À sa parution en 1959, *Le Traître* fut salué comme un événement par une intelligentsia de gauche qui commençait seulement à s'interroger sur sa propre nature et qui cet ouvrage incassable — essai philosophique, psychanalytique ou politique, autobiographie, roman, tout cela — le tolé ? — tendait la plus intelligente des mirroirs. Précédé, il faut dire « prétexté », d'un écientant avant-propos de Sartre, *Le Traître* est l'un de ces livres très rares qui ont changé des vies — je prie en témoigner. A travers l'auto-analyse du plus singulier des cas, celui d'un demi-juf autrichien réfugié en Suisse après l'Anschluss et qui, devenu Français après la guerre, s'était lancé dans cette entreprise épandue : renaitre à soi par le seul exercice d'une intelligence radicale et totalement abstraite, André Gorz nous donne tout autre chose qu'un portrait de l'intellectuel en jeune mammifère sinistre, il propose une méthode de pensée pour rassasier et qui sait, maîtriser enfin notre vie fracassée par l'histoire.

Les temps ont changé, le problème aujourd'hui — pour tout intellectuel autre qu'historien — n'est plus de « rejoindre le P.G. ». Il serait plutôt, selon Gorz, de dire adieu au préfectorat sans abandonner les exigences révolutionnaires. Mais, à vingt ans de distance, la méthode veut toujours et *Le Traître* reste sans doute, en dehors de l'œuvre de Sartre, le seul appui décisif et littéralement puissant de ce qu'on a appelé durant les années 60 l'existentialo-marxisme. Une réédition qu'il sait possible.

## MICHEL CONTAT.

\* LE TRAÎTE, d'André Gorz. Le Seuil, « Points », 316 p., 16 F.

• Permis les rééditions : *le Plateau de Mazagran*, roman d'André Dhôtel (Bibliothèque Marabout) ; *la Tachique* et *le Silence comme idéologie*, de Jürgen Heiberma (Méditations, Danoë/Conti) ; *Chine, U.R.S.S. De l'alliance au conflit*, de François Fejtö, édition complétée et mise à jour (Points. Le Seuil).

## MICHEL CONTAT.

\* LE TRAÎTE, d'André Gorz. Le Seuil, « Points », 316 p., 16 F.

• LE PRIX DE PSYCHANALYSE

LYSE MAURICE-BOUDET, a été décerné à Michèle Henrion

pour ses publications « Fantasmes paranoïaques » (« Topique », n° 12, Ed. KEP), « Souvenirs-tot de l'apocalypse » (« Topique », n° 17) et « Analyse possible ou impossible » (« Topique », n° 18).

\* LE PRIX DES INTELLIGENTSIA INDEPENDANTS a été décerné à l'abbé L.-A. Mangin, docteur ès lettres, professeur au collège Stanislas, pour son ouvrage : « Alphonse de Chateaubriant 1769-1850, dossier littéraire et politique » (Editions André Bonne).

## Gabriel C. Marqu

Le Monde de l'éducation

Un sondage exclusif de la SOFRES

Le Monde de l'éducation

Dans le numéro de février

Le Monde de l'éducation

Dans le même numéro :

Les enseignants, la presse et la télévision. Les jeunes de la chanson.

La formation des vétérinaires. « Déscentraliser l'éducation », par Olivier Guichard.

Les réformes éducatives au Sénégal. Les métiers du chaud et du froid.

Le Monde de l'éducation

5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX 02.

Le numéro : 8 F. - Abonnements (11 numéros par an) : 88 F.

Le Monde de l'éducation

Dans le même numéro :

Les enseignants, la presse et la télévision. Les jeunes de la chanson.

La formation des vétérinaires. « Déscentraliser l'éducation », par Olivier Guichard.

Les réformes éducatives au Sénégal. Les métiers du chaud et du froid.

Le Monde de l'éducation

Dans le même numéro :

Les enseignants, la presse et la télévision. Les jeunes de la chanson.

## société

## PARIS 1900

## ● La Belle Epoque n'était pas jolie.

UNE longue, belle et virulente préface d'Hubert Juin ouvre cet album de photographies, *Le Livre de Paris 1900. La Belle Epoque n'était pas jolie, nous le savions*. Hubert Juin nous rappelle ce qu'elle fut vraiment : « Les pauvres sont de plus en plus pauvres. Les riches, de plus en plus riches. Les postéridans s'ennuient de plus en plus. Les autres créent. »

Aussi bien, l'iconographie choisie et présentée par Michel Carrère et Gilles Costaz donne-t-elle une large place à cet autre Paris 1900, le plus souvent oublié : celui du peuple.

Il est là, dans ces commentaires, ce que l'on appelait autrefois « le plus mauvais esprit ». Hubert Juin, évoquant « ceux qui ont de l'argent et qui ne travaillent pas », précise : « Ils se paient dans l'habitat de certains des militaires. Drôle de pavane et drôle de carnaval, où certains de ceux qui avaient peut-être trop bien vécu s'ennuient. Mais la façon dont on les envoie au massacre condamne définitivement cette époque. »

En contrepoint des textes violents, l'eau calme des photographies étonne. Même cruelles, elles

sont paisibles. Dans le présent immobilisé de la photographie, la vie est là, simple et tranquille. Places, avenues, rues, ruelles, cours du Paris d'autrefois et d'aujourd'hui. Hommes, femmes enfants, promeneurs d'une minute, où vont-ils, que pensent-ils, que disent-ils, et qui sommes-nous nous-mêmes ?

## L'oreille de Brassai

BRASSAI est sans aucun doute un amoureux infatigable de la vie. Sa curiosité à l'égard du monde apparaît dans chacune de ses photos. Et lorsqu'il écrit, c'est pour témoigner sur les gens qu'il a rencontrés, et, inlassablement, écoutées. Sa principale vertu, c'est de savoir regarder, savoir prêter l'oreille, et d'être toujours étonné par les autres.

Éthnographe de la vie familière, selon l'expression de Claude Roy, il a recueilli dans *Paroles en l'air* les propos qu'il a surpris, ou qui l'ont surpris, au cours de ses journées, ou de ses nuits. Il a procédé « selon l'esprit de la photographie », marqué par l'« attitude humble de l'artiste devant le monde, jugé plus vaste que la vérité ». C'est ainsi qu'il a capté les paroles qui s'échangent devant le comptoir d'un café, le discours torrentiel d'un chauffeur de taxi, et le soliloque d'un désespéré.

FRANÇOIS BOTTE.

\* PAROLES EN L'AIR, de Brassai, Ed. Jean-Claude Simeon, 113 p., 28 F.

## FEMMES ET CHATS

LE vrai plaisir de la lecture nous vient de plus en plus souvent de quelques livres écrits librement, pour le plaisir d'écrire, pour une plume en récréation. C'est le plaisir de l'improvisation qui triomphera. On entend le voix de l'auteur, comme elle est quand il se parle à lui-même. On est pris à témoigner d'un monologue sans contrainte, au plus près de la vérité intime.

Le dernier livre de Renée Massia, *Le Chat de Briarres*, est une sorte de manifeste, une profession de foi : la fibre et le grêve, et charmente évoquée du vif plaisir qu'il y a à vivre avec un chat, ou plusieurs chats, dans une maison qu'ils aiment et qu'on aime. Deux portraits dominent ce petit livre très pur : le tondre Agèle, si douce et amitiéuse, dont le destin sera si dur qu'on parle d'elle en disant : « La pauvre Agèle », « Petit Agèle », « Morses de chat », et Aïrolo, « Prince clerc des chats », superbe pil-

lard abandonné, qui vit seul, à ses risques et périls, plus chasseur encore que chassé.

Renée Massia se reproche de n'avoir pas su protéger la « pauvre Agèle », qui avait tant besoin d'appui. Son livre est né peut-être de son regret, de ses remords. Les amoureux des chats ont beaucoup de ces deuils dans le cœur.

JOSANE DURANTEAU.

Molna Intima, plus ambitieux, le vaste monument que Juliette Raabe élève à tous les chats dans le Bibliothèque illustrée du chat, ou comment les philosophes, les écrivains et les artistes se sont représenté le chat depuis cinq mille ans. A travers tous les arts et toutes les lit-

ératures, une foule de documents rassemble les fantômes homme provoqués par le mythe du chat. Son étrange façon de vivre avec nous, par nous, et le plus souvent loin de nous a inspiré tant de peintures et tant de fables que cette profusion ajoute encore au secret qu'il ne livre jamais. Le livre de Juliette Raabe est un magnifique répertoire de révélations autour d'un être qui apparaît tout entier à la magie.

JOSEANE DURANTEAU.

\* LE CHAT DE BRIARRES, par Renée Massia, Gallimard, 136 p., 29 F.

\* BIBLIOTHÈQUE ILLUSTRE DU CHAT, par Juliette Raabe, Ed. de la Corrèze, 370 p., 330 F.

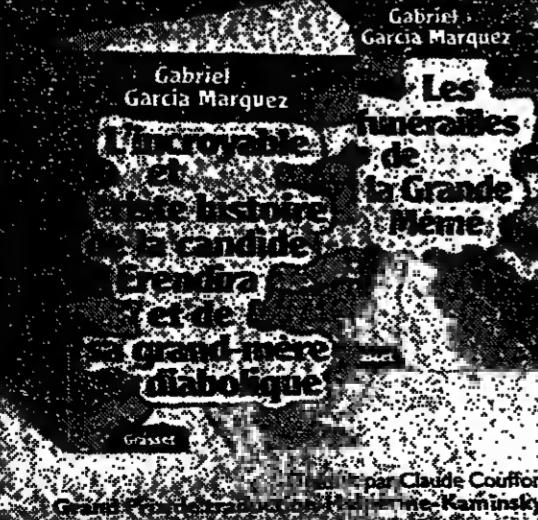
\* LA PETITE, de Michel Bernard, chez Régine Dufour, 180 p., 22 F.



Illustration tirée de la Bibliothèque Dutert.

## Gabriel García Marquez

“C'est entendu : Gabriel García Marquez est un géant.”  
Jacques Meunier, Les Nouvelles Littéraires



## EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI

le nouveau livre du professeur  
**Jean Bernard**  
de l'Académie française  
**l'Espérance**  
ou le nouvel état de la médecine

Buchet/chaistel

Le sang, le cœur,  
le cancer, le rêve,  
par un grand savant  
qui s'adresse  
au public  
le plus vaste

roman  
**L'amour et rien d'autre**  
● Quinquagénaires,  
ne vous méfiez plus des  
fillettes.

« **L**e bonheur n'est ni décent ni indiscernable. Il est rare. » Michel Barnard le cultive, l'élève dans le terreau de son œuvre avec les soins d'un botaniste pour une plante exotique. L'amour paré d'érotisme est sa raison d'être et son écriture est amour du verbe. Il lie les plis de ses sens à la sensualité de son vocabulaire. Cet amoureux calligraphie, partage entre une peinture du baroque qui revêt de couleurs vénitaines les marais d'Aunis et l'écoute complice de la feuve rousse des aînées, poursuit, à travers ce sixième livre, une chronique du bonheur éternellement recommandée avec la ferveur du sorcier Casanova. Autant dire que les bruits du siècle le troublent peu. Il accepte son époque en la fendant comme une marguile de cour.

D'où son goût pour les faussaires. L'homme de son récit « fabrique de fausses images pieuses, taxe et destitue, qu'il expédie par boîtes de carton à Congrès, Saint-Sulpice, La Chaise-Dieu ». Les diables rôdent près des bénitiers. Voici que le regard de cet adulte de trente ans croise celui d'une fillette de cinq ans et que naît de la fulgurance de cet échange au débord, la certitude d'un avenir commun. Durant neuf années, il observe « la petite » grandir, se muer en une adolescente aux seins lourds et à la coupe tendue, tandis que croît un amour sans parole. Et puis, de convenance, ils s'installent, fêtent les temps ordinaires et conquièrent le jardin des délices.

A dame juriste qui s'interrogeait qu'il s'agît d'un « enlèvement de mineure », Michel Barnard répond net en tranchant toute ambiguïté : « L'incompréhension des autres tient ou fait qu'ils n'jugent dérisoire des comportements qu'ils n'ont pas ou peuvent faire leurs... Et d'effeuiller la petite Marie, « belle comme un dictonnaire ». Baste ! famille et justiciers ne s'égarent guère en recherches ; les romanciers connaissent de ces subtilités. La petite, « sensiblement concurrense » des grandes, partage les mots d'amour et l'amour des mots de son Pygmalion, et les suporte avec des mises gourmandes. Lui l'enrobe de mots qui ne sont pas toujours légers. L'érotisme à des aigrettes... »

À la fin du récit, les deux amants ont quarante ans et la dernière page découvre l'apologue : le couple au dépas du temps répasse-temps et sortira une mémoire unique. Falait-il s'ébattre sur autant de feuilles pour dire si peu tant il est vrai que les gens heureux n'ont pas d'histoires ?

BERNARD ALLIOT.

\* LA PETITE, de Michel Barnard, chez Régine Dufour, 180 p., 22 F.

24 F

## LINGUISTIQUE :

Sur des ouvrages de notre fonds propre, nous sommes à même de fournir, sur place et par correspondance, des éléments d'étude pour la plupart des langues orientales, africaines et océaniennes.

Nous distribuons les ouvrages publiés par :

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

Nous proposons des catalogues détaillés des titres en vente et donne le détail des différentes collections.

CATALOGUE 1978 (112 pages)  
on distribution

DEMANDE D'ENVOI GRATUIT

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Editions  
**G.P. MAISONNEUVE ET LAROSE**  
15, rue Victor-Cousin - 75005 PARIS

## Sabatier le ravi

(Suite de la page 15)

Le passage, l'auteur n'oublie pas sa seconde passion après celle de l'enfance — à moins qu'elle ne fasse qu'une avec la première : cette poésie française, dont il a retracé l'histoire en sept volumes, qui seront un jour dix. Hugo, Merot, Villon, tiennent conciliable. Régnier et Apollinaire se rejoignent à eux et se font écho dans l'au-delà d'un musée imaginaire de la poésie, d'un panthéon intime, chaleureux.

**C**OMMENCE dans l'anchoufage et la pognolade, poursuivi dans la science-fiction à la Wells et la conte pour enfants où défilent les illusions joyeuses à Grimm, Perrault, Swift, Kipling et Lewis Carroll, le livre se présente de bout en bout comme un éloge de toute poésie, dans l'art de vivre comme dans l'art d'écrire.

Si les îles et les abricotiers convergent ensemble, c'est qu'une musique mystérieuse les uni effectivement et demande à être perçue. « Seuls les choses belles et les sentiments simples pourront encore sauver l'homme », est-il dit quelque

part. Sabatier ne fait pas gronder les grandes orgues du verbe, il préfère la flûte de l'observation courante, de la tradition orale. Il fait bien le proverbe africain selon lequel « un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». Il recueille, en paysan.

par Bertrand Poirot-Delpech

De tous les écrivains fantastiques français — Marcel Brion, Schneider, Chérier, Cayrol, Ferri, Pons — il le plus confiant dans l'extravagance du quotidien. L'étrangeté commence pour lui avec la familiarité, celle des dictées naïves où l'on s'émerveille des travaux et des jours, des saisons et des champs.

**L**'INNOCENCE radieuse des *Enfants de l'été* n'en étouffe pas la malice. Le livre s'interroge plus subtilement qu'il n'y paraît sur l'essence et la définition de la poésie.

Le personnage de l'« escrivaïn » se montre trop modeste quand il assure que, dans ce paradis du Luberon, la nature, tant elle est belle, « devient écriture », et qu'il suffit « de le raconter ». Le saatchien approche davantage la vérité lorsqu'il lui répond : « C'est presque plus beau quand vous le dites ! » Tout est dans le « presque ».

Ce sont les poètes eux-mêmes qui ont la mot de la fin et le fin mot, lors de leur colloque imaginaire. « On n'en parle pas, mais la poésie est là », dit Apollinaire. Pour Malherbe, elle est dans la tête : pour Lamartine, dans le cœur ; dans la bedaine, pour Rabelais ; au bout du poing pour Rimbaud. « Partout où l'homme sait dominer l'immensité », proclame Hugo, égal à son sens du grandiose.

Et pour Sabatier ? Dans une omelette de quinze œufs aux herbes de la garrigue, arrosée d'un châteauneuf, je ne vous dis que ça...

\* *LES ENFANTS DE L'ÉTÉ*, de Robert Sabatier. Albin Michel, 221 pages. 23 F.

FERNAND NATHAN

DICTIONNAIRE DES TYPES ET CARACTÈRES LITTÉRAIRES  
par Cl. AZIZA, Cl. OLIVIERI, R. STRICK

Un dictionnaire original pour tous ceux qui veulent mieux comprendre les mécanismes littéraires.

Plus de 1.000 œuvres recensées  
208 pages ..... 45 F

en vente chez votre librairie

(PUBLICITE)  
GAGNER DE L'ARGENT AVEC SA PLUME... EST-CE POSSIBLE ?  
Vous le saurez en lisant la brochure  
n° 41 « Le plaisir d'écrire et gagner de l'argent »  
contre 5 par VÉNÉOIS FRANÇAISE  
DE RÉDACTION. Etablissement privé  
soumis au contrôle pédagogique de  
l'Etat. 10, r. de la Vrillière. 7501 Paris.  
Tél. : 286-28-16.

LA PLANÈTE DES VACHES  
Pour transmettre aux très petits  
l'amour et la connaissance de la Montagne et de la Nature.  
Un très joli album de Brigitte QUINQUET.  
BIAS chez votre librairie. 15 F.

ANNE PHILIPE

Un été  
près de la mer

« Avec *Un été près de la mer*, Anne Philipe nous donne cette année le plus mûr, le plus beau de ses livres, le plus chargé de poésie profonde, le plus dépuillé aussi, peut-être, simple comme son titre fait de petits mots quotidiens ».

Josiane Duranteau — *Le Monde*.

GALLIMARD

SEGHERS

un grand événement poétique :

“Le Temps des Merveilles”

de PIERRE SEGHERS  
(œuvres poétiques 1938-1978)

L'œuvre, enfin rassemblée, d'un grand poète méconnu pour avoir bien servi la poésie au détriment de son œuvre.

## polémique

### Jean-Marie Benoist dans l'arène

#### ● Les bonnes têtes de Turcs ne suffisent pas.

**N**ORMAUX, agrégé, ancien conseiller culturel auprès de l'ambassade de France à Londres, compagnon de route des nouveaux philosophes, auteur de quelques ouvrages favorablement accueillis contre Marx et pour l'Europe, M. Jean-Marie Benoist affrontera, en mars prochain, M. Georges Marchais dans la première circonscription du Val-de-Marne, où il se présente avec l'investiture du parti républicain.

Un candidat sans espérances ne prend jamais trop de précautions. Avant de brandir les couleurs giscardiennes parmi les « infidèles » de la grande banlieue rouge, celui-ci écrase d'abord le programme commun sous un réquisitoire en cent seize pages, mince d'épaisseur, mais lourde d'ambitions. *Un singulier programme*. Puis, une plume qu'il voudrait vengeresse, il malmène sans ménagement ceux qu'il qualifie non sans exactitude de « nouveaux primaires », et ces légions d'hommes tous pareils et pareillement médiocres... en train de croire et de multiplier... d'Est en Ouest, depuis Moscou jusqu'à Washington. Indifférem-

ment produits par le matérialisme dialectique et le mercantilisme bourgeois, ils engendrent à leur tour un « univers de ressemblance sans relief et d'uniformité sans faille », où les élites se dissolvent « dans l'anonymat plombé d'une masse sèche ».

Avec pareilles et si vulnérables têtes de Turcs, il ne restait plus qu'à cogner, pourfendre, rompre sans relâche et à tour de bras, puisque l'auteur a choisi le genre poétique. En précautionneux et honnête élève de la rue d'Ulm, il préfère meler une cohorte de noms célèbres à sa double charge, invitant tour à tour Hobbes, Bentham, Marcuse, sainte Thérèse, Freud, Bernanos, Platon, Dostoevski et quelques autres, sans oublier naturellement Heidegger, Hölderlin et le cher Héralcrite.

#### Des citations inexactes

Pourquoi s'arrête là et ne pas citer aussi davantage la *Bagheza Giò*, saint Jean Chrysostome Zaraste ou Andronico de Rhodes, si connus au Kremlin-Bicêtre ?

Après de brefs et bons débuts, les deux livres s'effilochent, se perdent l'un et l'autre en digressions et la démonstration manque que d'étoiles.

## poésie

### L'IMAGERIE DE JOYCE MANSOUR

#### ● De merveilleux égarements ».

**U**NE bonne dizaine d'ouvrages ont si tôt été définitivement Joyce Mansour dans la lignée surréaliste. L'amour, la liberté, le rêve, la poésie : depuis Cris en 1953, elle se tient au carrefour de ces quatre chemins qui l'en font qu'en, en ce lieu précis où André Breton a convoqué, d'autre part, d'un demi-siècle, celles et ceux qui ne pouvaient donner à leur présence ici bas d'autre objectif que de changer la vie, de transformer le monde, d'occire au merveilleux — à n'importe quel merveilleux — toutes ses chances, d'en finir avec l'ami service de la femme, de faire en sorte que la vie ait enfin cette rumeur d'igarette aux tempes.

Déchirures, les Gisants satisfaits. Rapaces, le Carré blanc, Histoires noctives, etc. autant de recueils qui ont, au fil du temps, imposé cette « femme nocturne à six dessins arrachés aux bûchers du désir et de la terreur, l'a accompagnée, en seigneur, tout au long de ces merveilleux égarements » où l'humour fait la rime à la raison lugubre, où le verbe enivré ne batmit pas l'œil no, bouleversant.

On a tant évoqué à son propos l'imagerie érotico-macabre et cauchemardesque qu'on hésiterait à marcher une fois de plus sur ce sentier-là si l'on trouvait quelque formule plus authentique. Mais il faut rendre les armes, Grâce à Joyce Mansour — sorte d'Egyptienne « noire » —

Eros chevauche imperturbablement Thanatos.

Je cultive le pavot bistro  
J'ai faim de ta chair  
La lyphe et la fissure  
Les Ton sexe ne moulonne que  
(dans la hargne)

Tel poème, à l'italiane pour un rêve prolongé..., ouvre brutalement les portes du morbide :

Les rues d'El Kontoro sont

(in)compréhensibles au crépuscule

Les peuples de la mort ont trente

(neuf) doigts d'ordure...

Mais l'ultime vers annonce l'obscurité fêlée : L'hiver est prince d'olive.

Joyce Mansour est naturellement surréaliste. Elle parle d'or, d'ambre avec une admirable aisance. Elle parle pythie comme elle respire. La mémoire et le fantasme, la réalité tour à tour chaude qui hurante et la sérénité le plus sanguinolent s'érousent ici très harmonieusement.

Le peintre Jorge Camacho, avec six dessins arrachés aux bûchers du désir et de la terreur, l'a accompagnée, en seigneur, tout au long de ces merveilleux égarements » où l'humour fait la rime à la raison lugubre, où le verbe enivré ne batmit pas l'œil no, bouleversant.

ANDRÉ LAUDE.

\* FAIRE SIGNE AU MACHINISTE, par Joyce Mansour. Six dessins de Jorge Camacho. Editions du Soleil noir, 160 p., 35 F.

## Et si Malraux n'avait pas existé...

**L**A démythification est à la mode. Une collection de Régine Deforges nous y invite. Elle a commencé par M. Jacques Chirac et M. Georges Marchais : Pol Vandromme a rentré ses griffes pour parler — gentiment, ma foi ! — de François Sagan. Un groupe de conférences — un « collectif » — qui signe Jacques Bonhomme, exerce les siennes sur un cédavre tout cheud : celui de Malraux.

Un écrivain, l'auteur de *la Condition humaine* ? Vous n'y êtes pas ! Malraux alors pas du tout ! C'est un dandy — « capo noir débile de blanc, cannes extravagantes, robe éternelle à la boutonnière » — que n'a des écrivains qu'à lorsqu'il a pu « s'habiller selon ses goûts ». Un « commerçant », un « homme d'affaires », qui l'est resté toute sa vie. Un « riche amateur », qui détestait la bagarre, s'en approche juste assez pour ne pas « mouiller ses escarpins ». L'édition de textes érotiques. En art, un aveugle, passé à côté des « grands » de sa génération, préférant Maurras aux surréalistes et Galan à Marx Ernst.

En Indochine, cet esthète « bénéficiaire » d'une condamnation (pour vol de statuaires) qui fait de lui, à sa propre surprise, un « grand éventurier, grand écrivain, homme de gauche et révolutionnaire ». Il n'aura plus qu'à continuer dans cette voie, à « visiter le Chine en sleeping » pour écrire *la Condition humaine*. Faux homme de gauche, en fait homme d'ordre et véritable arriviste, il ne cessa plus de prendre les trains en marche. Et le réquisitoire continue sur ce ton, pendant cent pages...

Certes, pour éditer sa légende, Malraux n'a pas montré grand scrupule. Mais on peut être fabulateur et grand écrivain, de même qu'on peut être, comme Dali, un mythomane et un grand peintre. Une chose est vraie, dans le réquistoire de Jacques Bonhomme : Malraux n'est pas notre Shakespeare. Ses dernières œuvres sont décevantes et — parfois — pitoyables. (Mais *les Chênes qu'on abat*, est-ce que cela n'est vraiment aucun intérêt ?)

N'aurait-il écrit que *l'Espoir*, cent pages de *la Condition humaine*, ou un ou deux dialogues des *Noyers de l'Altenburg*... et la préface au *Temps du mépris*, Malraux vaudrait bien, les romanciers qui font les choux gras de M. Jacques Bonhomme, d'André Salmon et Mme Simone de Beauvoir. Il puise tout de même, il a mis sa vie en jeu. Tous les intellectuels n'en font pas autant.

PIERRE DE BOISDEFRE.

\* ANDRÉ MALRAUX, par Jacques Bonhomme, 128 pages, coll. « Nos grands hommes », Régine Deforges, 18 F.

le numéro 2 de la mensuelle  
des femmes en mouvements  
est paru.

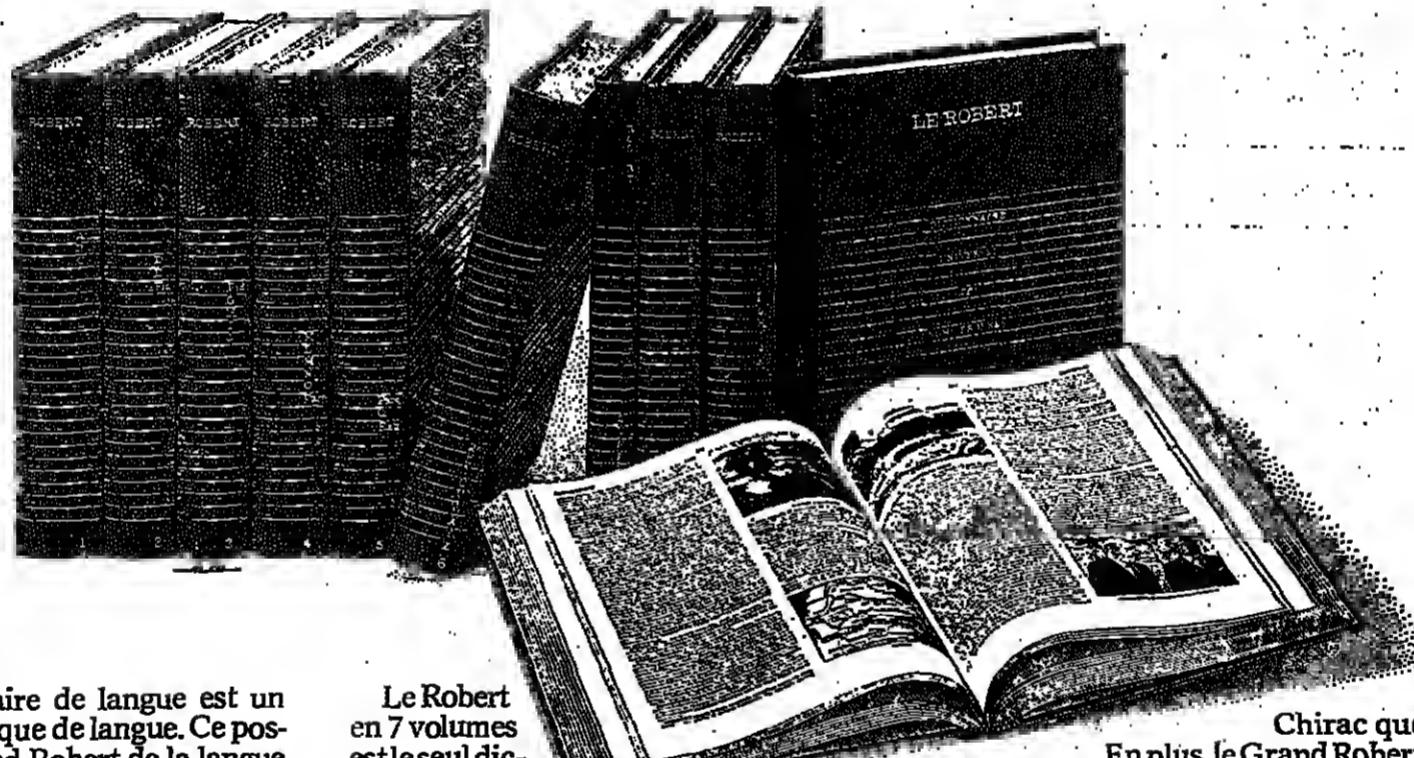
en vente dans tous les kiosques et les librairies 6F.

مكتبة الأطفال

# Le grand Robert analogique en 11 volumes.

**Noms communs:  
orthographe, syntaxe,  
synonymes, contraires,  
définitions, citations.**

**Noms propres:  
histoire, géographie,  
arts, lettres, sciences.**



Un bon dictionnaire de langue est un dictionnaire qui ne traite que de langue. Ce postulat fait la force du Grand Robert de la langue française. Il lui doit sa précision, sa rigueur, sa richesse. Sa parution fut d'ailleurs un des événements de la vie littéraire des dernières années.

Mais il restait à traiter la question des noms propres pour compléter les 7 volumes du Grand Robert de la langue française. Paul Robert et son équipe ont travaillé plusieurs années sur ce nouveau dictionnaire, en y apportant l'expérience, la méthode et l'intelligence acquises avec le Grand Robert.

Aujourd'hui, pour la première fois, un vrai grand dictionnaire de langue française et un vrai grand dictionnaire de noms propres sont présentés ensemble. Découvrez-les.

#### La langue : 7 volumes

En 6.000 pages, le Grand Robert dresse un bilan complet de la langue française classique et contemporaine. Chaque mot est illustré de très nombreuses citations (200.000 en tout) empruntées aux meilleurs auteurs de la littérature française, depuis Villon jusqu'à Queneau, Butor ou Le Clézio...

Le Robert en 7 volumes est le seul dictionnaire à la fois analogique et alphabétique : chaque mot est présenté avec la liste complète de ses synonymes et de ses contraires (exemple : à "doux", vous trouvez 130 synonymes et 50 contraires). La méthode analogique permet d'enrichir constamment son vocabulaire en retrouvant des mots oubliés et en découvrant des mots inconnus.

#### Le savoir : 4 volumes

3.200 pages, 40.000 noms propres, des illustrations en couleurs presque à chaque page : le Grand Robert des noms propres est un extraordinaire trésor d'informations sur l'histoire, la géographie, les arts, les lettres et les sciences. Non seulement il répond complètement à toutes les questions, mais sa richesse et sa beauté invitent constamment à le questionner et à lui demander plus.

Le Grand Robert des noms propres est un dictionnaire d'aujourd'hui. Tout ce qui compte dans la vie culturelle quotidienne y a sa place : aussi bien Astérix que Mai 1968, Jacques

Chirac que Charlie Hebdo...

En plus, le Grand Robert des noms propres bénéficie aussi de la méthode analogique : chaque nom propre renvoie aux événements, aux lieux ou aux hommes qui lui sont associés.

Le Grand Robert de la langue française et des noms propres en 11 volumes permet une véritable maîtrise du langage et de la culture d'aujourd'hui.

Pour découvrir tous les avantages que vous rendra le Grand Robert analogique de la langue française et des noms propres en 11 volumes, recevez chez vous, sans aucun engagement, notre documentation détaillée.

Action Directe. Syndicale 123.

**LE ROBERT**  
Dictionnaire analogique de la langue française  
et des noms propres.

|  |  |
|--|--|
| GRATUIT  |  |
| BON DE DOCUMENTATION   |  |
| Envoyez-moi gratuitement et sans aucun engagement de ma part une documentation complète sur le Robert en 11 volumes. |  |
| M., Mme, Mlle _____<br>Adresse _____   |  |
| A retourner sans affranchir à S.N.L. Le Robert<br>107, avenue Parmentier - 75011 Paris.                              |  |

BON DE

## philosophie

Vladimir Jankélévitch  
professeur de dénuement

● Cette déchirure au principe de notre vie.

DEPUIS quelques mois déjà, nous nous sommes aperçus que nous avions trop longtemps vécu sous l'emprise de systèmes qui fondent une éthique de la violence et du mépris. Alors peut-être pourrons-nous prêter l'oreille à un homme qui enseigne que la valeur est dans l'événement, parce qu'il n'arrive qu'une fois, et qui pose le singulier comme vérité universelle. L'occasion est à saisir, puisque le voilà interrogé par une interlocutrice inspirée, capable de jouer à quatre mains avec la virtuose.

Si Jankélévitch rappelle que notre vie est nécessairement morale, aussi bien qu'elle est temporelle, que l'action est toujours sous-tendue par des jugements de valeur et qu'il n'y aurait pas de sens à lutter contre l'oppression si on ne commençait par la condamner, il ne faut pas attendre de lui une nouvelle *Critique de la raison pratique*, car l'exigence morale se dégrade dans le système — Kant en vient à soutenir qu'on doit la vérité même à un assassin.

Il n'y a pas de technique de l'existence, pas plus que de l'amour ou de la mort. Et la morale, comme la philosophie, ne peut à proprement parler faire

des progrès : ici pas de normes qu'on puisse dépasser, de records qu'on puisse améliorer. Au contraire, la volonté crispée de sincérité risque de faire de moi un comédien, comme le souci d'être généreux me renvoie à moi-même au moment où je veux me tourner vers l'autre. Elle est bien fragile la moralité, et elle est irachinable : disons dès maintenant le mot qui résume la philosophie de ce « professeur de dénuement », elle est un « presque rien ». Il faut mettre l'accent sur *presque*, et admettre que « c'est sur une éminence que nous devons fonder l'éthique ».

## Des éclairs de sens

Notre vie est elle-même une étincelle, un éclair dans le désert noir de l'éternité. Cette apparition disparaissante « révèle la nuit qui nous enveloppe. La pensée de Jankélévitch s'accroche à cela qui n'est pas objet et qui donc n'est pas fait pour être pensé : ni l'objet ni le sujet, mais la confusion d'un être qui les englobe dans son énigme. Cette nuit de l'être est sillonnée d'éclairs de sens... »

On comprendra donc que Jankélévitch parle du « décousu » des valeurs. La déchirure est au principe de notre vie, cette malle qui file. Alors nous engageons-nous à porter la « tunique déchirée de la contradiction », ou encore les « défrôques de l'humour », qui, contrairement à l'ironie, ne tient pas en réserve une vérité qu'il voudrait substituer à l'ancienne comme on remplace un pouvoir par un autre. Ainsi l'amour, disait Socrate, va mendant sur les chemins, en quête de ce qu'il possède pour ainsi dire négativement. Ce vagabond, on peut l'imaginer la démarche de Charlie Chaplin.

## « Heureux sans cause »

Cela ne veut pas dire qu'il faille considérer tout déchirement comme inéuctable, ni que certaines contradictions dououreuses reposent sur des contingences, qu'on puisse en somme s'endormir sur l'oreiller du désespoir. Mais l'amour-philosophie « ne croit guère aux accords que se donnent des contradictions autrement réconciliées dans la phénoménologie universelle et l'atténagement général ». Il faut « laisser vivre les contradictions », parce que notre vie elle-même en est une — une contradiction incarnée, une contradiction à deux pattes...»

L'irréversibilité du temps fait qu'on ne peut progresser qu'en déclinant, et qu'en s'enrichissant on s'apauvrit. Cette structure irrémédiable de la réalité est aussi ce qui donne parfois à notre existence une allure de rêve éveillé. Ce qui ne se répète pas, comment le vérifier ? Jankélévitch redescendant d'une commémoration au Mont-Valérien se demande : n'était-ce pas un cauchemar ? Tout cela est maintenant comme s'il n'avait pas été. L'avoir été, ce fait infini



\* Dessin de Bertrand Ciceri.

étinalm mais invincible, rejoint le *presque* qui est le défi que l'homme lance au néant. C'est pourquoi la mémoire est aussi responsabilité, et témoigner est l'honneur d'un être qui ne vit pas dans l'avènement du présent.

L'art ouvre à un passé qui n'est pas le nôtre, évoque la patrie introuvable que nous n'avons jamais perdue — la Pologne de Chopin, l'Espagne d'Albeniz ne figurent pas sur la carte. Le musicien participe au charme du temps, le récupère à son profit, fait corps avec lui. Et le philosophe trouve la forme moderne de cette humaine sagesse dont les Anciens savaient qu'elle ne peut être que manière de s'accorder en destin : il désire l'irréversibilité, cette loi inexorable qui nous vole à la décadence, à la mort, à la disparition inconcevable. Jankélévitch atteint ce point limite de la méditation existentielle : même la mort devient une chance, comme le démontre la fiction d'un être immortel (ce thème d'un roman de Simone de Beauvoir est aussi celui du musicien Janacek) auquel notre imagination est contrainte de prêter une lassitude infinie.

La musique fait miroiter devant nous un univers merveilleux, elle nous envoie, nous emporte, et puis avec le dernier accord, nous vole rendus à notre condition misérable : tout cela, ce n'était donc rien. Et Jankélévitch de reprendre : *presque rien*. Les plus belles pages sont sans doute celles où il parle de la fête intime du piano, de la « demi-heure enchantée » qui le plonge pour la journée dans une « ivresse légère qu'il doit à la malévolence même de la musique : ce « tragique sans cause » le rend « heureux sans cause », heureux d'un désir qui jouit de ne pas s'assouvir, heureux d'être, malheureux comme l'humour est riche de sa misère.

Il n'a pas fondé de système, il n'a pas découvert un principe de solution universelle garantissant le bonheur à l'humanité à condition de le respecter strictement, mais il aura su dire ce qui nous attaché à ce monde *presque sans importance* où il nous est donné de séjournier quelque temps.

FRANÇOIS GEORGES.

\* QUELQUE PART DANS L'UNIVERS, par V. Jankélévitch et Béatrice Bawitzky. Gallimard, 272 p., 45 F.

## Le nouveau tour du monde en 80 jours

un livre de  
CLAUDE MOSSÉ



## PARIS HELSINKI

en DC-9-51  
VOL QUOTIDIEN  
départ Orly-ouest 12 h 50  
de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU



la ligne de l'hospitalité finlandaise

## essais

## L'éros selon Schérer et Hocquenghem

## ● Une apologie de l'errance.

EN un temps où les « spécialistes » de l'adolescence — éducateurs, psychologues, sexologues, tous porteurs de l'estampille officielle — multiplient les traités où les enfants sont censés apprendre la civilité puérile (1), il est salubre que René Schérer publie *Une érotique puérile* qui en est le subversif contrepoint.

Sous le prétexte de « protéger » l'enfant, la société adulte trace autour de lui un véritable cordon sanitaire. « Non seulement les enfants ont des droits », écrit Schérer, mais « ils étouffent sous eux ». Hier, les enfants étaient accablés d'interdits ; aujourd'hui, ils sont par une législation à prétentions pédagogiques, dont le plus clair effet est de les empêcher de disposer d'eux-mêmes de circuler librement, de se lier d'amitié avec des adultes autres que ceux désignés par l'institution.

Analysant le dossier d'instruction d'un procès de meurs qui s'est déroulé en Lozère sous le règne de Napoléon III, René Schérer éclaire admirablement cette mise en place, au siècle dernier, d'un système pénal qui, entre les mineurs et les majeurs, dressait une barrière infranchissable. Jadis, on expliquait à l'enfant que la masturbation rendait fou ; à présent, on lui apprend à se mêler des vaines messieurs, et à les dénoncer à la police. Le thème central d'*Une érotique puérile* est la résistance au pouvoir adulte. Non seulement le pouvoir qui s'exprime clairement, et cyniquement, mais aussi celui, plus subtil, des réformateurs qui militent pour la « libération » des enfants, et créent à l'intention de ceux-ci des réserves de sécurité, des points d'ancrage, des refuges. Schérer n'est pas dupe de la coloration libertaire et gauchiste de ces « lieux » où l'enfant est assigné à résidence : il y flaire une ségrégation qui, pour

être plus sophistiquée que celle de la famille et de l'école traditionnelles, n'en est pas moins dangereuse.

*La Dérive homosexuelle* est un itinéraire. Guy Hocquenghem y parle de soi, de ses amours, de ses dégoûts, et c'est ce qui rend son livre si attachant. Non un discours conceptuel sur l'homosexualité, mais le cri d'un écorché vivant.

Lycéen puis étudiant, Hocquenghem souffrait de manier l'existence double : « D'un côté la vie militante, la révolution. De l'autre la vie affective, l'homosexualité ». Plus tard, il n'aura plus à camoufler la nature de ses émotions et connaître le bonheur de concevoir la vie privée avec sa vie publique. Il deviendra même dans les cercles gâchistes l'écrivain homosexuel de service, le porte-drapeau de la cause.

Cette période euphorique sera de courte durée. Très vite, le tempérament rebelle d'Hocquenghem s'écrite de l'embarquement de la revendication homosexuelle, et de son souci de respectabilité. Les pages les plus fortes de *La Dérive* sont celles où Hocquenghem exalte les bas-fonds, rappelle le lien existant entre homosexualité et délin-

quance, félicite Pasolini d'être mort en aventurier, envie la clandestinité, qui continue d'être le lot des amateurs des moins de seize ans, ces *carbonari* de l'amour.

Affreux Jojo exemplaire, Hocquenghem s'emploie, malicieusement, à faire grincer les dents des idéalistes de tous bords, et c'est avec une alacrité digne de Montmartre des *Jeunes filles* qu'il se présente comme une « machine à rire », se moque de l'amour et râille contre celles qui sont à la recherche de l'âme sour : « *Le gna-gna* & l'œil de rose des sentiments me souille le cœur. »

Hocquenghem rejoint Schérer dans son refus de la pédagogie platonisante ; il le rejoint aussi dans son refus d'un univers asceptisé où le juridique codifie nos actes et réglerait nos comportements. L'un et l'autre, ils exigent pour l'adulte comme pour l'enfant le droit à l'aventure, à l'aventure, à la passion.

GABRIEL MATZNEFF.

\* UNE ÉROTIQUE PUÉRILE, René Schérer, Editions Galilée, 188 pages, 44 F.

\* LA DÉRIVE HOMOSEXUELLE, Editions Jean-Pierre Delarge, 144 pages, 38 F.

## religion

« LES MÉMOIRES DE JÉSUS »  
selon Jean-Claude Barreau

Il fallait y penser. Il fallait surtour : oser : publier un journal de Jésus. A l'heure où tant d'écrivains racontent leur vie, comme si celle-ci était leur plus cher trésor — elle l'est, — Jean-Claude Barreau dit, lui aussi, « je », mais ce « je » est Jésus lui-même.

De ce procédé singulier, que d'aucuns diront mégalomane ou sacrilège, il faut reconnaître que l'auteur n'a pas, malgré les apparences abusives, les amoureux de détails intimes en seront pour leurs frais. Pour l'essentiel, ce livre est fait des récits et des paroles évangéliques avec des simplifications ou des ajouts dont il faut bien prendre son parti.

Jean-Claude Barreau a soigneusement étudié l'environnement géographique et culturel de son personnage. Il a de belles formules poétiques qui coulent de source. Pour l'essentiel, personne ne devrait être choqué par ce « roman », encore qu'on ne voie pas très bien ce que l'auteur gagne à faire parler, par moments, d'Anaïs d'une manière par trop familière : « Cela m'embête » ; « Elle faisait l'idiot » ; « La Samaritaine » ; « Si vous êtes trop bons vous deviendrez potes » ; « C'est une grande gueule » (Thomas), etc.

Toutefois, Jean-Claude Barreau s'est arrêté en chemin. Sur l'itinéraire psychologique de Jésus, sur la prise de conscience de son identité et de sa mission, il va tout de suite au-delà. HENRI FESQUET.

\* LES MÉMOIRES DE JÉSUS, de Jean-Claude Barreau, 7-CL, Lattès, 230 pages, 32 F.

sur la perspective de sa mort ou sur l'avenir de ses disciples et de son Eglise. Il n'y a presque rien : c'est pourtant là qu'on aurait aimé l'entendre.

C'était fatal : le Jésus de Barreau, comme celui de Burgess, se marie, il parle de sa femme avec chaleur, empruntant au Cantique des cantiques ses plus belles strophes. Mais Sarah est bientôt emportée par le pestilé et Jésus fait le vœu de rester chaste. Ses amitiés masculines n'en eurent que plus de force ; de Jean-Baptiste il dit curieusement : « Son amitié n'était plus merveilleuse que ne le fut l'amour des femmes (1). »

« Faire découvrir un personnage fascinant. L'arracher au faux respect qui le momifie », constitue l'intention avouée de l'auteur. A chacun de décider si ce pari audacieux a été tenu. Il faudra en tout cas être de mauvaise foi pour dénier à Barreau une admiration sans borne pour Celui auquel il vous sa vie en devenant prêtre en 1960.

HENRI FESQUET.

\* LES MÉMOIRES DE JÉSUS, de Jean-Claude Barreau, 7-CL, Lattès, 230 pages, 32 F.

(1) J.-C. Barreau reprend ici sans guillemets une citation biblique (l'ivre de Samuel II, 1, 28) où le commandant Bani et Jonathan, le roi David, exprime ainsi ses sentiments à l'égard de Jonathan qui vient de mourir au combat.

## Jean Guitton devant l'Evangile

## ● Un livre poétique et pudique, nourri de mysticisme.

JÉAN GUITTON est un charmeur. En prenant de l'âge, ce philosophe du phénomène chrétien affine sa palette. S'il se répète, comme le font tous les anciens, le lecteur n'y perd rien. Au contraire. La pédagogie est l'art de redire les mêmes choses sous des éclairages différents. Rééchir, c'est reprendre sans se lasser des thèmes identiques. Celui qui médite atteint des terres vierges par l'approfondissement.

Pour l'humaniste comme pour le croytant, l'Evangile est l'un des plus beaux champs d'investigation. Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l'académicien Jean Guitton est indiscutablement les deux. L'originalité de son approche saute aux yeux et déclasse des efforts théologiques et exégétiques qui nourrissent plus la raison que l'esprit.

Dans cet ouvrage, où se condense l'essence d'une vie déjà longue, l



## enquête

## Crise de l'édition ou de l'érudition ?

## Sept Presses d'université à la recherche d'un remède

*Edition d'érudition, de recherche, savante, scientifique ou universitaire... Les mots recouvrent un domaine difficile à cerner, mal connu, mal diffusé, d'ouvrages plus ou moins spécialisés, tirés en général à un faible nombre d'exemplaires — exceptionnellement à quelques milliers lorsque le titre est « au programme » d'un grand concours ; ces livres-là, on ne les trouve que très rarement chez les libraires, les mass media n'en parlent ordinairement pas, et il leur faut, le plus souvent, une bonne dizaine d'années pour épouser leurs meilles tirages...*

**C**ES livres-là étaient, traditionnellement, en Europe, le fleur de maisons familiales et centenaires, parfois artisanales et qui perpétuaient, avec amour et dévouement, les méthodes d'édition du siècle passé : Vrin, Nizet, Klincksieck, Champion, Picard, Maisonneuve, Monton, les Belles-Lettres, Droz à Genève, de Gruyter à Berlin, etc. Aujourd'hui, ces dernières et séries maisons traversent une passe difficile, avec des livres dont les tirages s'amenuisent : « Mon grand-père, déclarait récemment le directeur de la librairie Vrin, tirait en moyenne à cinq mille exemplaires ; mon père à deux mille ; en 1960, nous étions à mille et, aujourd'hui, nous sommes à quatre cents... »

Un fait est là : l'érudition est en crise. Ou plutôt l'édition d'érudition. Et ce malaise survient, paradoxalement, en un moment où la multiplicité de la production universitaire et para-universitaire produit une masse de travaux de plus en plus épistématiques, et où la maxime américaine « Publish or perish » (« Publish or perish»), ayant franchi l'Atlantique, oblige chacun à être imprimé pour justifier sa fonction dans l'Université ! Cette production énorme, comment la sélectionner, comment l'amortir, comment en faire parler, comment la diffuser ?

## La moitié de la production vendue à l'étranger

M. Michel Minard, qui a créé, il y a près de vingt-cinq ans, avec ses propres deniers, une maison qui publie essentiellement des travaux savants de critique et d'histoire littéraires, se montre inquiet pour l'avenir : « L'érudition en péril ? Je ne sais pas. Ce n'est pas seulement à France qu'il y a des difficultés : on constate partout une évolution de la culture, en même temps qu'un abaissement du niveau des étudiants, qui fait que le livre d'érudition n'est peut-être pas nécessaire. Les livres sont de plus en plus chers à faire, à vendre, et les débouchés sont de plus en plus restreints par une littérature ultra-spécialisée qui n'intéresse que les spécialistes. »

« Je ne considère pas les éditeurs d'université comme des concurrents qui vont m'empêcher de vendre le pain à la bouche, et je reproche aux éditeurs traditionnels de se contenter, trop souvent, de n'être qu'une boîte à lettres entre l'imprimeur et l'éditeur et de n'avoir aucune politique éditoriale. De ma génération, je suis le seul qui ait créé une maison d'édition et je me sens très seul... » Il conclut : « Ce n'est pas un travail glorieux. Les best-sellers ne sont pas pour nous. Moi, je n'ai que des invendables. Ou des peu vendables... »

Des invendables consacrés à l'œuvre d'Apollinaire, de Gide, de Céline, de Claudel, de Camus, de Valéry... Et qui, même ardu ou parcellaire, constituent le fonds irremplacable grâce auquel s'élaborent les œuvres complètes d'un auteur...

Dans ce domaine, tout a changé depuis 1968. Avant, un éditeur sérieux pouvait compter sur une vente sûre d'environ six cents exemplaires aux bibliothèques françaises et étrangères : la crise des universités américaines, l'austérité, font qu'on arrive aujourd'hui à deux cents ! Un seul pays constitue un marché en expansion, notamment dans le domaine de la critique littéraire : le Japon ! Or, plus de la moitié de la production savante est vendue à l'étranger.

De leur côté, les étudiants achètent moins et les éditeurs incriminent les « éditions-piratées » par photocopie. Pour y remédier, on a voulu taxer fortement les appareils à photocopier ; on invente des encreurs spéciales « imphotocopiables... » Mais le problème demeure.



★ Dessin de PLANTU.

Dans les milieux universitaires, sur la lancée du mouvement de régénération de l'université consécutif à mai 68, on a voulu réagir contre les difficultés rencontrées par le livre de recherche en tenant de plus en plus à éditer SOI-MÊME les travaux universitaires afin de créer un lien plus vivant entre l'université et le public. On souhaite s'inspirer de l'exemple des Etats-Unis, où la moitié de l'édition scientifique est éditée dans les universités : à cette époque, M. Louis Bodin, devenu depuis directeur des Presses de la Fondation des sciences politiques, fit un voyage d'étude aux Etats-Unis et revint persuadé qu'il fallait transformer le statut des « Cahiers de la Fondation » qui existaient depuis 1947

## Les « proféditeurs »

Jusque-là, la plupart des travaux universitaires étaient publiés par une maison d'édition classique liée par contrat avec l'université ou le service de recherche concerné ; certains de ces accords subsistent encore : la collection des Annales chez Collin ; Dijon aux Belles-Lettres ; Aix-en-Provence chez Stock ; Rennes, Strasbourg, Orléans, Nanterre, Metz chez Klincksieck ; d'autres encore aux Presses universitaires de France (1) ou chez Monton (dont les bureaux parisiens ont fermé l'an dernier et qui ne subsiste à La Haye que comme une division de l'éditeur allemand de Gruyter).

La loi d'orientation prévoit qu'une des missions de l'Université est de publier ; après 1970, se crée un peu partout un nouveau type d'organismes universitaires, les « services des publications », qui prennent en charge, du début à la fin, la publication des livres.

A partir de 1972, sur l'initiative des Presses de l'université de Grenoble (PUG) — qui étaient constituées alors en société coopérative comprenant environ quatre cents actionnaires, enseignants ou chercheurs — s'est

ment secondée des jeunes lilles sous le II<sup>e</sup> République, par Françoise Mayeur. A paraître : *le Vocabulaire ouvrier de 1848* ; *le Parti radical*, par Serge Bernstein.

● **PRESSES UNIVERSITAIRES DE LYON** (dir. Joël Saugnenoux) :

— Spécialisation : littérature, histoire religieuse, sciences juridiques et économiques, histoire régionale.

— Titres : *les Ouvriers de la révolution lyonnaise (1848-1914)*, par Yves Lequin ; *Économie publique de l'aménagement des transports* ; *Paysans du Beaujolais et du Lyonnais (1800-1970)*, par Gilbert Gerlier ; *Colloque Jules Vallès*.

● **PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE 3** (dir. Dominique Rossel) :

— Spécialisation : poésie, littérature, histoire d'Art, manuels ; — Titres : *Poèmes de Youroux Emp* ; *Le Livre de braise*, de Souleimenev ; *Youssef le taciturne*, de Sabahettin Ali ; *Le Dit de Ganli*.

● **PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE ST-ETIENNE** (dir. Claude Longeon) :

— Spécialisation : histoire, anthropologie, urbanisme (six cent volumes parus en vingt ans).

— Titres : *Revue des Annales* (chez Collin) ; *Communication* (au Seuil) ; *Lire et Ecrire*, par Françoise Furet et Jacques Cazier (aux éditions de Minuit) ; *Recherche urbaine* (chez Mouton).

● **PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES** (dir. Louis Bodin) :

— Spécialisation : histoire, science politique, sociologie ; — Titres : *le Komiform*, par Lili Marcou ; *Crise du féodalisme*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

● **PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE SAINT-ETIENNE** (dir. Claude Longeon) :

— Spécialisation : histoire régionale, études forcéennes, littérature de l'âge baroque.

— Titres : *le Vie Intellectuels en Forz au seizième siècle*, par Claude Longeon ; *Aspects de la vie religieuse en Forz* ; *l'Essor de l'humanisme étudié*, de 1500 à 1674, par Jean Jehasse.

● **PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES** (dir. Louis Bodin) :

— Spécialisation : histoire, science politique, sociologie ; — Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et *le Soudan ancien*.

— Titres : *le Komiform*, par Guy Bole ; *l'Enseignement* et <i



## Théâtre

## Sur une illusion d'acoustique

(Suite de la première page.)

La morale de cette histoire doit requérir notre attention, parce qu'il se trouve que le théâtre français, aujourd'hui, n'est pas dans une période forte en ce qui regarde les auteurs. Or Jourdeuil et Chartreux figurent, haut la main, parmi nos meilleurs auteurs. Et l'« assasin » d'une pièce nouvelle d'eux est une action néfaste.

Essayons maintenant d'examiner dans le concret ce qui a pu se passer.

Le texte de « Maximilien Robespierre » est écrit, composé, d'une manière délicate : plusieurs langages y jouent en contrepoint. Cela demande à être modulé, avec soin, dans le silence. Or, à Beaubourg, les sièges du public, très « design », sont recouverts d'un tissu qui provoque des crissements dès qu'un spectateur bouge, change de position pour éviter les crampes.

Il ne faut pas sourire : des détails concrets de ce genre sont des facteurs essentiels de l'écoute d'une pièce de théâtre. C'est à vrai que le remplacement de ces sièges avait été envisagé par la direction de Beaubourg, car déjà Antoine Vitez, quand il y présenta « l'hypothèque Hôtel », était plié. Mais les octeurs d'« l'hypothèque Hôtel », souvent dans la soirée, gueulaient comme des putos et le concert des sièges

étais couvert. La direction a reculé devant le changement des sièges parce que cela aurait coûté trop cher.

Par la faute des crissements du siège, mais aussi par la faute sans doute de l'architecture qui n'a pas suffisamment pensé, l'acoustique de la salle Beaubourg est mauvaise. Le soir de la première représentation de « Maximilien Robespierre », pas mal de spectateurs ont crié aux auteurs : « Plus fort ! » Ceux-ci ont été surpris, parce que ce sont des comédiens qui savent ce qu'ils font et qui ont l'habileté de se faire entendre, sans élever artificiellement la voix.

Comme le public ne les entendait pas bien alors qu'ils jouaient normalement, ils ont dû improviser une autre prononciation et, en somme, placer leur voix en un point qui décolait le texte et en changeait le caractère.

Deuxième défaut de la salle Beaubourg : les proportions architecturales font que le scénario physique n'y « respire » pas. Le décor, pour peu qu'il ait une certaine hauteur, est coincé sous le plafond (qui est très bas) et, dès lors, le mis en scène, les allées et venues des comédiens sont opaques.

Comme toute une partie de « Maximilien Robespierre » était jouée sur le tapis du décor, les personnages célèbres, comme Saint-Just ou Camot, se « cognent lo

MICHEL COURNOT.

\* 20 h. 45. Jusqu'au 24 février.

## LES PROPOSITIONS DES PROFESSIONNELS DE L'ACTION CULTURELLE

## Un « plan minimum d'urgence »

Le Syndicat national des directeurs d'entreprise d'action culturelle (SYNDEAC) vient de rendre publiques ses propositions en matière d'action culturelle et de décentralisation. Ce « plan minimum d'urgence », au-delà duquel le SYNDEAC se dit « conscient du fait que les problèmes, dans leur ensemble, ne peuvent se résoudre que par la mise en place d'un véritable plan de développement culturel débattu avec la totalité des organisations

## • Statuts des entreprises de création et d'action culturelle :

Le SYNDEAC demande que, dès la prochaine législature, soient à l'étude avec l'ensemble des organisations professionnelles de nouveaux statuts propres à ce secteur d'activités permettant le contrôle par les professionnels de leurs instruments de travail, une gestion plus décentralisée, l'indépendance pour l'Etat d'émirer unilatéralement et arbitrairement le pouvoir de décision.

Il exige la suppression de la T.V.A. sur les subventions et le rétablissement des crédits d'équiper-

## • Théâtres nationaux :

Le SYNDEAC souhaite la redéfinition des missions propres à chaque théâtre national, l'étude d'un mode de financement non contraignant qui permette une gestion à double couple, privilégiant la création et la suppression des contraintes à priori exercées actuellement par le ministère des finances.

## • Centres dramatiques nationaux :

Dès cette législature, les principales mesures devraient concerner

professionnelles, démocratiques, syndicales, avec les associations de spectateurs et les pouvoirs publics, a été établi après consultation des divers organismes adhérents. Les dispositions en sont transmises, pour être discutées, aux partis politiques, aux diverses instances concernées ainsi qu'au ministère de la culture et de l'environnement, qui doit recevoir les représentants du SYNDEAC avant le 25 février.

permettrait aux compagnies de vivre selon des critères professionnels.

## • Centres d'action culturelle et maisons de la culture :

Le SYNDEAC demande que, dès cette législature, un financement minimum soit fixé pour l'ensemble des C.A.C. et que la participation par l'Etat dans ce financement soit fixée à 50 % au lieu des 25 % actuels, ce qui permettrait à ces établissements d'être considérés comme des maisons de la culture en préfiguration.

En ce qui concerne enfin les maisons de la culture, le syndicat préconise un redressement budgétaire permettant le rattrapage des subventions perdues depuis cinq ans du fait de la non-indexation. L'indexation reste des deux. Le SYNDEAC réaffirme la nécessité de voir vivre et se développer, au sein des maisons, des cellules de création dans tous les domaines, avec les conséquences budgétaires que cela suppose, dans le respect de chaque établissement.

## • Centres nationaux de théâtre musical :

Dès cette législature, le SYNDEAC souhaite la création, sur même base que les centres dramatiques nationaux, mais dans un cadre de financement à trois centres nationaux de théâtre municipal (Théâtre musical d'Angers, Atelier lyrique du Rhin, Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis), ce qui libérera, dans les trois ans, à la préfiguration et à la création de trois nouveaux centres.

## • Centres dramatiques nationaux :

Les ouvriers rotatistes de l'imprimerie de la Néoglobe, à la Corse, sont en grève depuis le lundi 13 février, pour réclamer 5 % d'augmentation dans le cadre de la « quinzaine d'action » lancée par la Fédération de travailleurs du livre CGT. Dans un communiqué publié mercredi 15 février, les grévistes protestent contre l'intrusion de M. Daniel Pupbach dans le conflit, et qui, selon eux, a menacé de faire échouer l'« édition Paris-Match » ailleurs qu'en Néoglobe et, de surcroît, dans un pays limitrophe.

« Notre devoir d'édition est de tout faire pour que Paris-Match paraisse », a repliqué la direction de l'Imprimerie, qui estime que les deux dernières éditions et les trois prochaines de « l'édition de l'édition » de Paris-Match ailleurs qu'en Néoglobe et, de surcroît, dans un pays limitrophe.

Le poursuite du conflit risque d'avoir des conséquences sur la « sortie » d'autres hebdomadaires, tel « Télé 7 jours ».

## PRESSE

## En « représailles » à une grève

## PARIS-MATCH

## MENACE DE SE FAIRE IMPRIMER

## A L'ÉTRANGER

Les ouvriers rotatistes de l'imprimerie de la Néoglobe, à la Corse, sont en grève depuis le lundi 13 février, pour réclamer 5 % d'augmentation dans le cadre de la « quinzaine d'action » lancée par la Fédération de travailleurs du livre CGT. Dans un communiqué publié mercredi 15 février, les grévistes protestent contre l'intrusion de M. Daniel Pupbach dans le conflit, et qui, selon eux, a menacé de faire échouer l'« édition Paris-Match » ailleurs qu'en Néoglobe et, de surcroît, dans un pays limitrophe.

Le poursuite du conflit risque d'avoir des conséquences sur la « sortie » d'autres hebdomadaires, tel « Télé 7 jours ».

## SPORTS

## Football

## A la faveur des matches remis

## MARSEILLE REJOINT MONACO

## BATTU PAR LÉON SPINKS

Les rencontres entre Nantes et Monaco, Rouen et Bastia, Lyon et Nancy ayant été remises par suite du manva temps, la vingt-huitième journée du championnat de France de division 1 n'a pas apporté tous les éclaircissements voulus. On notera notamment que Saint-Etienne, avec deux matches de retard, est loin d'avoir perdu tout espoir de se rapprocher des premières.

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

DE PREMIÈRE DIVISION

(vingt-huitième journée)

« Troyes et Lens ..... 0-0

« Metz et Strasbourg ..... 0-0

« Nantes et Nancy ..... 1-1

« Nîmes et St-Étienne ..... 0-0

« Marseille b. Bordeaux ..... 0-0

« Valenciennes et Reims ..... 0-0

« Paris S.-G. b. Nîmes ..... 3-2

« Nantes-Monaco ..... 0-0

« Lyon ..... 0-0

« Reims ..... 0-0

« Toulouse ..... 0-0

« Clermont-Ferrand ..... 0-0

« Dijon ..... 0-0

« Clermont-Ferrand ..... 0-0

« Toulouse ..... 0-0

« Dijon ..... 0-0

« Clermont-Ferrand ..... 0

DERNIÈRE VENDREDI

## CUARTETO CEDRON

Nouveau récital

THÉÂTRE DE LA RÉNAISSANCE

20 Boulevard Saint-Martin (10<sup>e</sup>) M<sup>me</sup> Extrabord St Denis

Location : 208.18.50

U.G.C. MÂRBEUF (v.o.) - CLUNY ÉCOLES (v.o.) - U.G.C. OPÉRA (v.f.)

CYRANO Versailles - ARTEL Crétell - ARTEL Parc-Nogent

LE FILM AUX 7 "CÉSARS"

PROVIDENCE

Réalisation de ALAIN RESNAIS  
Écrit par DAVID MERCER

GÂUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES (v.o.)  
HAUTEFEUILLE (v.o.) - OLYMPIC ENTREPOT (v.o.)

Après  
Andréï Roulev  
**LE MIROIR**

le nouveau film  
d'Andréï Tarkovsky

Le Monde

On retrouve dans "Le Miroir" le Tarkovsky inspiré, romantique et mystique d'Andréï Roulev.

... Le souffle qui l'anime est celui des œuvres nées des exigences du cœur et des éclats de l'âme.

Jean de Boroncelli

LE FIGARO

Un miroir embrasé.

Michel Marmin

LE MONDE

Parce film fascine jusqu'à l'hypnose.

Jean-Louis Bory

Télérama

Beau comme on ne saurait le décrire.

A. Remond

QUOTIDIEN

La richesse d'un chef-d'œuvre comme "Le Miroir" est inépuisable.

Henri Chopier

Herald Tribune

Passé et présent sont mêlés de façon poignante et de l'ensemble non un lyrisme constant qui est le cœur du film.

"Le Miroir" est un autre film magnifique de Tarkovsky.

Thomas Quinn Curtiss

VSD

Un beau, un grand film. Je vous quitte pour aller le revoir.

Claude Mourier

LA CROIX

Il faut aller à ce film comme à la vérité, avec toute son âme.

Jean Rochereau

LE MATIN

La leçon du "Miroir" doit nous toucher au plus vif.

Michel Perez

France Soir

C'est une œuvre d'envoûtement et il faut se laisser ensorceler par cette plongée dans le passé d'un grand poète, d'un grand cinéaste.

Robert Chozal

le point

Une œuvre poétique dont la beauté fulgurante a quelque chose d'éternel, de primordial.

Robert Benayoun

Gaumont

ELYSEES CINEMA VO - U.G.C. ODEON VO - REX VF - HELDER VF - MIRAMAR VF  
MISTRAL VF - S. MURAT VF - UGC BOBELINS VF - UGC GARE DE LYON VF  
périphérie : CYRANO Versailles - 622 St-Germain - ARTEL Crétell  
ARGENTEUIL - VELIZY 2 - ARTEL Nogent

FRANÇAIS Anglais - RUEY Boussy St-Antoine - CERGY Penchot

## RIRES ET DELIRES A HOLLYWOOD



GAGMAN PEREYER OU BOURREAU DES CŒURS?

NON MESSIEURS, L'HUMOUR POU  
N'EST PAS UNE MALADIE MENTALE

"HILARANT... CONSTAMMENT IRRESISTIBLE!"

Robert Benayoun - LE POINT

GENE WILDER  
DRÔLE DE  
SÉDUCTEUR

CAROL KANE • DOM DeLUISE  
Écrit et mis en scène par GENE WILDER • Musique de JOHN MORRIS  
Costume par DELUXE

ELYSEES LINCOLN (v.o) QUINTETTE (v.o)  
IMPERIAL PATHÉ (v.f)

Oeuvre sympathique,  
acteur remarquable,  
"Francois Forestier l'exprime

BUD CORT dans :

**pitié  
pour  
le  
prof !**

avec  
**SAMANTHA  
EGGAR**  
un film de Silvio Narizzano

## DROUOT

Rive Gauche

Cie des Commissaires Priseurs de Paris

CARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE  
75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télex 270906

LUNDI 20 FEVRIER (Exposition samedi 18)

S. 1 - Aménagement Art 1900.  
S. 2 - Bébés blancs. M<sup>me</sup> Lauth.  
S. 4 - Bonnes meubles. M<sup>me</sup> Lauth.  
S. 5 - Monnaies. M<sup>me</sup> Ribault-Ménétrier, Le Normand.  
S. 9 - Tableaux et meubles anciens. M<sup>me</sup> Orient. Robert, Tahan.  
S. 10 - Objets divers. M<sup>me</sup> Ananoff. Moreau-Gobard, Lafeuille et Piquain.

S. 12-13 - Biblioth. Mal Soult. due de Dalnac. Livres anciens et romantique. Art militaire, voyages, sciences, médecine, mathématiques. Histoire de France. M<sup>me</sup> Godard, Andras, Solanet.

S. 15 - Bibelots, mob. M<sup>me</sup> Oger.

S. 16 - Bibelots, mob. M<sup>me</sup> Oger.

S. 17 - Bibelots, mob. M<sup>me</sup> Oger.

S. 19 - Meubles, obj. de vitrine. M<sup>me</sup> Paschetta, Paschetta-Badin.

S. 20 - Estampes japonaises. M<sup>me</sup> Boisgirard, de Heeckeren. M<sup>me</sup> Moreau-Gobard.

S. 21 - Estampes japonaises. M<sup>me</sup> Boisgirard, de Heeckeren. M<sup>me</sup> Moreau-Gobard.

S. 22 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 23 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 24 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 25 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 26 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 27 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 28 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 29 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 30 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 31 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 32 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 33 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 34 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 35 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 36 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 37 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 38 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 39 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 40 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 41 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 42 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 43 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 44 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 45 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 46 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 47 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 48 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 49 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 50 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 51 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 52 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 53 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 54 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 55 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 56 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 57 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 58 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 59 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 60 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 61 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 62 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 63 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 64 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 65 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 66 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 67 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 68 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 69 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 70 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 71 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 72 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 73 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 74 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 75 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 76 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 77 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 78 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 79 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 80 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 81 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 82 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 83 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 84 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S. 85 - Objets anciens. M<sup>me</sup> Lauth.

S.









## CARNET

## Naissances

— Je m'appelle  
Nathalie ACKER.  
Je suis née le 14 février 1978. Mes  
parents, Dominique et Jean-Paul,  
sont très contents.

## Décès

— On nous prie d'annoncer le  
décès de  
M. Félix BARET,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
survenu le 10 février.

Les obsèques ont été célébrées  
dans la plus stricte intimité à  
Châteauneuf-en-Bresse (Bouches-du-  
Rhône) le 13 février.

De la part de Marie-Pierre Baret  
et de toute la famille.  
41, boulevard du Commandant-  
Charcot, 92090 Neuilly-sur-Seine.

— Le président et les membres du  
conseil d'administration de l'Institut  
industriel du Nord.

Le président et les membres du  
conseil d'administration de l'Asso-  
ciation des Ingénieurs I.D.N.,

ont la douleur de faire part du  
décès subit survenu le 14 février 1978  
de

M. Robert BOUSSUT,  
directeur de l'Institut industriel  
du Nord.

dans l'ordre de la Légion d'honneur,  
croix de guerre avec palmes,  
commandeur

dans l'ordre des Palmes académiques,  
croix de guerre avec palmes, deux  
brevets de l'ordre des Palmes  
académiques, le 14 février, à 10 heures, en  
l'église Saint-Nicolas à Malagny-en-  
Meulan.

Assemblée à l'église à 9 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Marc Adrienne Dolfus,

Le professeur et Mme Michel

Samson, M. et Mme Odile Dolfus,

Mme Geneviève Dolfus,

Stéphane Samson,

M. et Mme Yves Samson et Jonas,

Blandine et Stéphanie Samson,

Véronique, Catherine, Pascale et

Frédéric Samson.

M. et Mme Jean Dolfus, leurs

enfants, petits-enfants et arrière-  
petits-enfants.

Mme Bignami, ses enfants et

petits-enfants.

Mme Madeleine Odier, ses enfants

et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du  
décès, dans sa quarante-deuxième

année, de son époux, docteur Marc

Adrien DOLFUS,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre avec palmes,

opérateur honoraire

des hôpitaux de Paris,

membre de la Société

des antiquaires de France.

La cérémonie religieuse sera dédiée

par le curé des Bons-Enfants Ueu en

l'église Saint-Denis en Lyon, 27490

Lyons-la-Forêt, le samedi 18 février,

à 14 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Genève, L. 3.

— On nous prie d'annoncer le  
décès de

M. Pierre HUERRE,  
promotion Maréchal-Joffre

[Saint-Cyr],

charpentier à Plouguenast,

décédé dans sa solitaire mais confortable

à Saint-Briac, le mardi

14 février 1978.

De la part de :

Mme Pierre Huere, ses enfants et

petits-enfants.

Des familles Huere, Pouzet,

Duval, Bourgois, Seligot, Dubois,

Forster, Magrin.

Les obsèques ont eu lieu la vendredi

18 février, à 10 h. 30, en l'église

de Plouguenast (Côtes-d'Armor).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Robert Kaufmann,  
Mme Colette Kaufmann,  
M. Gilbert Lavy,  
M. et Mme Bertrand Pitzner et leur  
fille.

Mme Agnès Lavy,

Mme Marcel Kaufmann,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du  
décès de

M. Robert KAUFMANN,

surveillé le 14 février 1978.

Les obsèques ont eu lieu dans la

plus stricte intimité,

28, rue de Ranelagh, 75016 Paris.

— La famille Loeb a la douleur de faire part du décès de

Jean LOEB.

surveillé le 14 février 1978.

Les obsèques ont eu lieu dans la

plus stricte intimité,

28, rue de Ranelagh, 75016 Paris.

— La famille Fernand Magdalena

et la famille Jeanne Léonie

Magdalena, ont la douleur de faire part du

décès de

docteur Jean MAGDALENA,

et demandé de l'unité dans vos

prières à ses amis.

1977.

Cette année, le 12 mars 1977.

Insomniac, Versailles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer la

décès de

Mme Joseph MARAST,

née Marguerite Langlois,

survenu le 15 février dans sa

quarante-deuxième année.

Le défunt reposera en la chapelle

des Rois à Genève. Le culte sera

à la cathédrale de Genève le lundi

20 février à 11 heures.

Les honneurs seront rendus à

l'issue de la cérémonie.

L'inhumation suivra au cimetière

de Genève dans la plus stricte

intimité.

Domicile : 1, rue de Contamines,

75009 Genève.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Etienne-A. Pignault, magis-  
trat honoraire, et Mme Pignault, ses

parents,

Mme Pierre Etienne Pignault et

petite-fille, ont la douleur de faire part du

décès de

Pierre-Etienne MARAST,

notaire à Paris, chevalier de l'ordre national

du Mérite,

croix de guerre 1939-1945,

survenu subitement à Colombo (Ceylan)

le 12 février 1978 dans sa

soixante-neuvième année.

Un culte ultérieur précisera la date

et l'heure de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jean Uguen,

M. Yann Uguen,

Mme Dominique Uguen,

M. Armand Uguen,

Mme Henri Hinant,

Mme Félix Chevalier,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du

décès de

M. Jean UGUEN,

notaire à Paris, chevalier de l'ordre national

du Mérite,

croix de guerre 1939-1945,

survenu subitement à Colombo (Ceylan)

le 12 février 1978 dans sa

soixante-neuvième année.

Un culte ultérieur précisera la date

et l'heure de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme René Naville,

M. et Mme Jean-Roch Naville,

M. René Campart, ses enfants et

petits-enfants.

M. et Mme Béniard Stephen-

De Week et leurs enfants, à Estav-

ay-le-Lac.

Mme Euclidie Terreno-

de Montrouge, Katerina, Alain,

Alain, Soret, Biliot, Michell, Van

Berchem, parents et alliés,

éros du combattant volontaire,

survenu à Paris le mardi 14 février

1978 à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le samedi 18 février 1978.

Les obsèques ont eu lieu dans la

plus stricte intimité,

28, rue de Ranelagh, 75016 Paris.

— Mme René Naville,

Et toute la famille,

ont la grande douleur de faire part

du décès de

M. René RICHARD,

ancien vice-président

du Conseil économique et social,

président de l'U.S.V.N.

commandeur de la Légion d'honneur,

éros du combattant volontaire,

survenu à Paris le mardi 14 février



## ENVIRONNEMENT

## Les décisions du comité interministériel

- M. Jean-François Saglio est nommé délégué à la qualité de la vie
- Une « agence de l'air » est installée à Metz

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a annoncé, mercredi 15 février, la création de la délégation à la qualité de la vie. Ce nouvel organisme résulte, en réalité, du regroupement de la mission de l'environnement rural et urbain (MERU), de la cellule d'aménagement du temps et du service des études du tourisme.

Disposant d'environ cent quinze fonctionnaires, il aura pour mission de lutter contre le bruit, de faciliter l'accès aux loisirs, d'aménager le temps et de développer la vie associative. Ce sera donc le troisième « grand » service de l'environnement avec celui de la protection de la nature et celui de la prévention des nuisances.

Le délégué à la qualité de la vie est M. Jean-François Saglio — jusqu'ici directeur de la prévention des nuisances, qui provisoirement, cumuleront les deux fonctions.

Cette mini-réforme interne est donc plus une clarification qu'une réelle extension des compétences du ministère de la culture et de l'environnement. Elle ne s'accompagne en effet d'aucun accroissement des moyens, ni en personnel, ni en crédits. Cependant, selon M. d'Ornano, le nouveau délégué aura plus de poids qu'un simple chef de service pour coordonner l'action des divers ministères qui concourent à la qualité de la vie.

Le ministre a, d'autre part, présenté les décisions du comité interministériel d'action pour la

nature et l'environnement (CIANE) qui s'est réuni le mardi 14 février. Le comité a réparti entre soixante-huit opérations la première tranche 1978 des crédits du Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (FIANE), soit 51 millions de francs. On y relève notamment les mesures suivantes :

• **Pollution atmosphérique** : une agence de l'air dotée d'un crédit de démarquage de 5 millions de francs sera installée à Metz dans le courant de cette année. Elle aidera les industries à s'équiper, supervisera la pollution de l'air et informera le public. Avec quels moyens ? M. d'Ornano a indiqué que l'agence disposerait en 1979 d'une ligne budgétaire dotée de 30 à 50 millions de francs. Abandonnerait-on le principe « qui pollue paye » ? En fait, il n'est pas impossible que plus tard, malgré les réserves des sociétés concernées, on recoure finalement à une taxe sur les combustibles.

• **Pollution des eaux** : le comité a approuvé les grandes lignes d'un plan de quinze ans pour la reconquête de la qualité des eaux de rivière et des eaux continentales. Il y a affecté, pour 1978, 16 millions de francs.

• **Lutte contre le bruit** : différentes actions bénéficiant d'une dotation de 4 millions de francs, dont l'établissement avec trois villes de plans d'action communaux de lutte contre le bruit.

• **Aménagement du temps** : douze localités seront encoura-

gées à lancer des expériences d'aménagement du temps.

• **Protection de la faune** : un contrat va être signé avec les scientifiques du Muséum d'histoire naturelle pour qu'ils dressent l'inventaire des espèces menacées et qu'ils organisent un système de surveillance continue. La galerie des rapaces du Jardin des plantes de Paris sera renouvelée, première étape d'un renouvellement complet de la ménagerie.

• **Milieu rural** : plusieurs expériences d'aménagement écologique de rivières vont être financées dans le Gers, les Vosges et les Landes. Vingt départements seront encouragés à se doter d'un réseau de chemins ruraux ouverts aux randonneurs.

• **Espaces verts** : l'ouverture au public de jardins privés, la signature de contrats verts d'agglomérations, l'aide aux jardins familiaux bénéficiant de 11 millions de francs.

• **Associations** : la formation des responsables d'association, l'information du public et l'aide aux chantiers de jeunes recuevront 11 millions de francs.

Enfin, M. d'Ornano a présenté le premier rapport français sur l'état de l'environnement (1). Ce rapport annuel, qui avait été demandé par le président de la République à l'instar de ce qui

(1) *L'état de l'environnement*, rapport annuel 1976-1977, 2 tomes. La documentation française, 29, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

• **Aménagement du temps** : douze localités seront encoura-

gées à lancer des expériences d'aménagement du temps.

• **Protection de la faune** : un contrat va être signé avec les scientifiques du Muséum d'histoire naturelle pour qu'ils dressent l'inventaire des espèces menacées et qu'ils organisent un système de surveillance continue. La galerie des rapaces du Jardin des plantes de Paris sera renouvelée, première étape d'un renouvellement complet de la ménagerie.

• **Milieu rural** : plusieurs expériences d'aménagement écologique de rivières vont être financées dans le Gers, les Vosges et les Landes. Vingt départements seront encouragés à se doter d'un réseau de chemins ruraux ouverts aux randonneurs.

• **Espaces verts** : l'ouverture au public de jardins privés, la signature de contrats verts d'agglomérations, l'aide aux jardins familiaux bénéficiant de 11 millions de francs.

• **Associations** : la formation des responsables d'association, l'information du public et l'aide aux chantiers de jeunes recuevront 11 millions de francs.

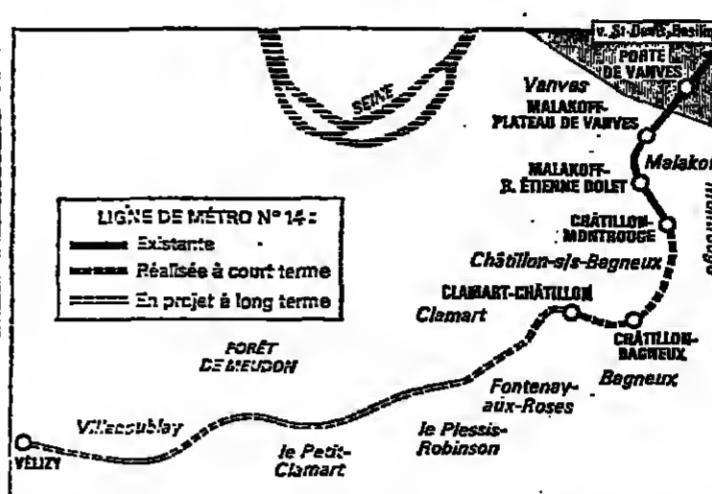
Enfin, M. d'Ornano a présenté le premier rapport français sur l'état de l'environnement (1). Ce rapport annuel, qui avait été demandé par le président de la République à l'instar de ce qui

• **Aménagement du temps** : douze localités seront encoura-

## Île-de-France

## LE PROLONGEMENT DE LA LIGNE DE MÉTRO N° 13

## La station Châtillon est déplacée



La R.A.T.P. vient de modifier le projet de prolongement de la ligne n° 13 (Saint-Denis-Basilique - Châtillon-Montbouy) dans les Hauts-de-Seine en direction de Châtillon. Voici les modifications apportées au projet.

La nouvelle ligne n° 13 a été créée en novembre 1976 par la jonction des anciennes lignes n° 13 et 14 ; elle doit être prolongée au nord vers Stains, au sud par le prolongement de l'autoroute A6. Cependant, il est amélioré et publié chaque année comme on l'a promis, il peut devenir un véritable instrument de contrôle du public sur les actions du pouvoir en faveur de la qualité de la vie.

## MARC AMBROISE-RENDU.

M. Jean-François Saglio, délégué à la qualité de la vie, et un ancien élève de l'École des Ponts et Chaussées et de l'École des mines, a été directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse pendant deux ans, avant de devenir en 1973, chargé de mission auprès du président Pompidou. En 1977, il fut nommé directeur de la prévention des nuisances au ministère de l'environnement.

C'est toutefois méthodique, parfois, disposer d'arguments politiques non négociables (il est le suppléant de M. Maurice Lemaire, député R.D.P. des Vosges). Saglio est devenu un « Modeste antipollueur » particulièrement efficace. C'est à son service — et à l'action des six agences de l'eau dont il a la tutelle — que l'on doit la multiplication de la qualité des rivières, ainsi que la multiplication des contrats et programmes de branches passés avec les industriels.

La décision de commencer les travaux était immédiatement suspendue à la « définition des projets d'urbanisme de Châtillon ». La station qui portait ce nom devait desservir un grand centre intercommunal où l'on devait

trouver 100 000 mètres carrés de bureaux, 5 000 logements et 20 000 mètres carrés de commerces. Ce projet, trop ambitieux, a finalement dû être abandonné, et la R.A.T.P. a modifié ses projets en conséquence. La ligne sera plus longue d'un kilomètre environ, mais moins importante. Voici les modifications apportées au projet.

La ligne sera ensuite prolongée d'un kilomètre en direction de Clamart et se terminera par une seconde station : Clamart-Bagneux située au-dessus de la RN 306.

Le coût total du projet est estimé à 215 millions de francs, dont 60 ont déjà été affectés par la Régie. En 1978, la R.A.T.P. devra mener une enquête d'utilité publique et une étude d'impact. Les travaux (qui seront financés à 40 % par la Régie, à 30 % par l'Etat et à 30 % par la région) ne pourront commencer qu'en 1980. Ils devraient être terminés en 1982.

Beste à savoir si le conseil régional d'Île-de-France inscrira et à quelles conditions — sa participation dans ses prochains budgets.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

• **Paris au secours des oiseaux**.

Le service des parcs et jardins de la Ville de Paris et la Ligue de protection des oiseaux viennent de mettre en place deux cent cinquante mangeoires dans les squares de la capitale. Motif : les passereaux sont particulièrement affectés par les rigueurs de l'hiver. On estime qu'il leur faut 1 650 kg de graines pour tenir jusqu'au printemps. La Ligue lance un appel pour l'aider à financer cette opération sur le site de la Seine à Paris. Le 22 juillet 1978, à 14 h 30, une vente de 100 000 mangeoires sera organisée au profit de l'opération.

• **Paris au secours des oiseaux**.

Le service des parcs et jardins de la Ville de Paris et la Ligue de protection des oiseaux viennent de mettre en place deux cent cinquante mangeoires dans les squares de la capitale. Motif : les passereaux sont particulièrement affectés par les rigueurs de l'hiver. On estime qu'il leur faut 1 650 kg de graines pour tenir jusqu'au printemps. La Ligue lance un appel pour l'aider à financer cette opération sur le site de la Seine à Paris.

Le cuir c'est Hermès.

L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

PRIME

9-11 rue Benoît Malon

92150 Suresnes Tél. : 772.91.92

Le rasoir c'est Gillette.

L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

PRIME

9-11 rue Benoît Malon

92150 Suresnes Tél. : 772.91.92

Le verre c'est Saint-Gobain.

L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

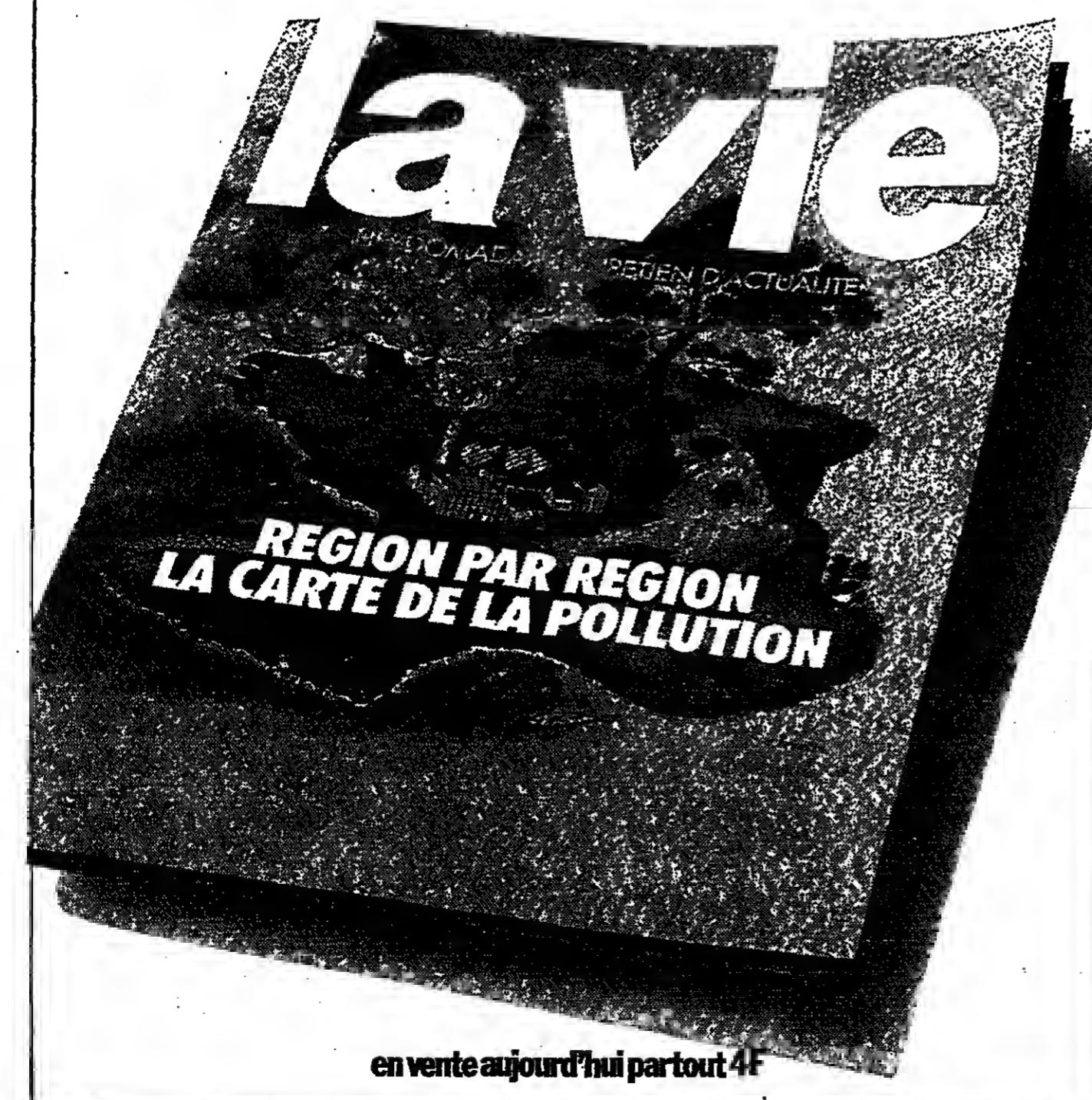
PRIME

9-11 rue Benoît Malon

92150 Suresnes Tél. : 772.91.92

Le commerce franco-chinois apparaît et la révolution

## Français, qui pollue votre région?



## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEV

| DATE     | LEADER |
|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 15/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 16/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 17/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 18/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 19/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 20/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 21/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 22/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 23/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 24/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 25/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 26/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 27/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 28/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 29/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 30/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 31/02/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 01/03/78 | 110    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    | 100    |
| 02/03/78 | 110    | 100    |        |        |        |        |        |        |        |        |        |

## Le commerce franco-chinois

**Les apparences et la réalité**

1977 a été une année catastrophique pour les échanges franco-chinois. Ou quatrième rang fin 1976, la France a régressé au quinzième. Cette phrase est revenue sans cesse dans la presse française pendant la visite de Li Chiang, ministre du commerce extérieur, en France, en décembre 1977, comme pendant celui de Raymond Barre en Chine, en janvier.

Celle-ci est vrai statistiquement, mais non sur le terrain des contrats. Il y a toujours un décalage entre les prises de commandes et les livraisons. La durée varie suivant le bien concerné, le décalage étant évidemment plus grand en ce qui concerne les biens d'équipement que les biens de consommation. Ce dernier poste représente 95 % des exportations françaises vers la Chine. Il y a, en l'occurrence, au deux ans d'écart.

Si l'année 1977 est neutre statistiquement, cela signifie qu'en 1975 et en 1976 les contacts en vue d'éventuelles négociations se sont espacés. La baisse des échanges, disent les Chinois, est due à la « bande des quatre ». Ce groupe préconisait un développement peu lent, mais chinois, un recours moins prononcé à la technologie étrangère.

Depuis juillet 1977, avec la confiance sur le commerce extérieur à Pékin et le retour de M. Teng Hsiao-ping, le position chinois a changé sur le bon des principes suivants : il faut accélérer le développement économique ; il existe un patrimoine de connaissance technique de l'humanité qui vont régulièrement en Chine et qui suivent les ateliers ou jour le jour notent une reprise, bien

qu'elles ne soit pas encore perceptible dans les chiffres. Elles se manifestent en 1978.

Ce qui pourrait reprendre cette année — mais ne sera comptabilisé qu'en 1979 ou en 1980 — ce sont les achats d'usines complètes. La France a présenté plusieurs offres. Celles-ci sont discutées ou vont l'être. Les premières devaient le grand exposition française à Pékin. On les croit arrêtées. Elles pourraient relancer la surface. Elles concernent principalement l'énergie (centrales de différents types) et la pétrochimie (produits chimiques de base, engrangements, fibres synthétiques). D'autres demandes sont nouvelles ou plutôt concernent les mêmes secteurs en s'appuyant sur des techniques plus nouvelles. Plusieurs explications peuvent être données aux retards constatés.

● Le plan quinquennal qui couvre la période 1976-1980 a dû être ravi. Ce sera un plan intérimaire 1978-1980 dont les grands objectifs devraient être mis au point fin 1977 (les plannings chinois sont toujours confidentiels). D'autre part, la première série d'usines achetées en 1973-1974 commence à peine à fonctionner. Il paraît logique d'attendre leur entrée en service définitive avant de se lancer dans une deuxième série d'achats massifs.

● Enfin, le paiement des solvants usinés achetés pendant que M. Teng Hsiao-ping était pour le premier rôle vice-président, avait épuisé les réserves de la Banque de Chine. Celle-ci semble maintenant reconstituée et se situe aux environs de 3 milliards de dollars.

On peut supposer que ces différents problèmes étant résolus, on verra en 1978 se poursuivre le repartie des échanges franco-chinois de 1977.

— MARTINE FRANCE,  
chargée de cours  
à Paris-VII.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS | Taux de change   |                  |                  |                  |
|---------------|---------|-----------|----------|------------------|------------------|------------------|------------------|
|               |         |           |          | Rep. + ou Dép. — |
| U. ...        | 4,8250  | 4,8200    | 4,8250   | + 10             | + 100            | + 220            | + 220            |
| U. ...        | 4,8245  | 4,8251    | 4,8251   | + 5              | + 100            | + 210            | + 208            |
| (100)         | 2,0000  | 2,0105    | 2,0105   | + 94             | + 140            | + 200            | + 250            |
| ...           | 2,3225  | 2,3226    | 2,3226   | + 118            | + 100            | + 250            | + 250            |
| ...           | 2,3220  | 2,3221    | 2,3221   | + 118            | + 100            | + 250            | + 250            |
| (100)         | 14,5200 | 14,5200   | 14,5200  | + 50             | + 600            | + 1700           | + 1600           |
| (100)         | 2,5762  | 2,5788    | 2,5788   | + 170            | + 230            | + 400            | + 470            |
| (100)         | 5,6350  | 5,6383    | 5,6383   | + 110            | + 50             | + 270            | + 150            |
| (100)         | 9,3354  | 9,3402    | 9,3402   | + 180            | + 330            | + 620            | + 530            |

## TAUX DES EURO-MONNAIES

|         |        |        |        |        |        |         |         |
|---------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|
| 2 15/16 | 2 1/10 | 5      | 5 1/2  | 3      | 5 1/2  | 3 1/2   | 5 1/2   |
| 2 1/2   | 2 1/2  | 5      | 5 1/2  | 3 1/2  | 5 1/2  | 3 1/2   | 5 1/2   |
| 2 1/4   | 2 1/2  | 5 1/2  | 5 1/2  | 3 1/2  | 5 1/2  | 3 1/2   | 5 1/2   |
| (100)   | 4 3/6  | 5 1/6  | 6 5/6  | 7 1/2  | 7 1/2  | 7 1/2   | 7 1/2   |
| (100)   | 1/16   | 3/18   | 1/4    | 5/16   | 5/16   | 12 5/16 | 13 5/16 |
| (100)   | 6 3/8  | 6 5/8  | 7 1/8  | 12 5/8 | 12 5/8 | 13 5/8  | 13 5/8  |
| (100)   | 6 3/8  | 6 5/8  | 7 1/8  | 12 5/8 | 12 5/8 | 13 5/8  | 13 5/8  |
| (100)   | 10 3/4 | 11 1/2 | 14 1/4 | 14 5/8 | 14 5/8 | 15 5/8  | 15 1/4  |

Vous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire dans les taux qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande partie de la place.

Manufrance. — Le conseil d'administration de Manufrance, doit désigner le nouveau G. de l'entreprise après la séance de M. Henri Fontenay le 17 février et le 18 comme il était initialement prévu.

Cent dix-sept licenciements sur 1000 établissements Caillard au Havre. — Un projet de

cent dix-sept licenciements (sur cinq cent quatre-vingts salariés) a été annoncé le mardi 14 février aux représentants du personnel des établissements Caillard, une entreprise du Havre spécialisée dans la réparation navale. Pour protéger contre ce projet, les ouvriers de Caillard ont symboliquement occupé les locaux de leur entreprise durant la réunion du comité d'établissement.

— Les limitations de vitesse

— Fatalisation de la ceinture de sécurité.

## UN PETIT CLIC VAUT MIEUX QU'UN GRAND CHOC

La France a été le premier pays d'Europe à rendre obligatoire l'utilisation de la ceinture de sécurité : depuis juillet 1973 pour la circulation sur route ; depuis janvier 1975 pour la circulation en agglomération — de 22 h à 6 h du matin — et sur les voies rapides en ville.

Les ceintures sont de plus en plus pratiques. Aujourd'hui les ceintures à enrouleur équipent la plupart des voitures neuves.

POURQUOI LA CEINTURE DE SÉCURITÉ ?

Sur plus de 120 000 accidents analysés, il est apparu que le risque d'accident mortel était divisé par plus de deux pour ceux qui utilisaient la ceinture de sécurité. Pourquoi ?

— parce qu'à 80 km/h en cas de choc brutal, les occupants d'une voiture, non ceinturés, sont projetés en avant par une force de 40 à 50 fois supérieure à leur poids. Seule la ceinture de sécurité peut absorber cette énergie ;

— parce qu'à moins de 90 km/h, l'accident est très rarement mortel avec une ceinture de sécurité.

## économie

## ÉTRANGER

## APRÈS LA DÉGRADATION DE LA BALANCE ANGLAISE EN JANVIER

## &lt; Achetez britannique &gt;, conseille le gouvernement aux milieux d'affaires

De notre correspondant

Londres. — Les meilleurs officiels britanniques sont préoccupés par la brusque dégradation de la balance des paiements courants qui a accusé en janvier — après cinq mois d'excédents — un déficit de 179 millions de livres, soit environ 1,7 milliard de francs (1,6 milliard de dollars).

Ce renversement de tendance crée un bouchon de perplexité dans la mesure où les facteurs « passagers » (pétrole de la mer du Nord, frets aérien et naval, commerce des pierres précieuses) devraient affecter cette fois favorablement

## ETATS UNIS

● L'endettement de la balance commerciale des Etats-Unis en matière informatique a été de 3 milliards de dollars en 1977 (3,2 milliards d'exportations pour 220 millions d'importations).

## SUEDE

● Les trois parts de la coalition gouvernementale suédoise sont convenus, le 15 février, de ne pas accorder de nouveaux crédits pour la construction de la troisième tranche de la centrale nucléaire de Forsmark. Le Parlement devra décider dans quelques mois, lors du débat sur la réorientation de la politique économique, si les travaux doivent être définitivement interrompus ou non. Les crédits engagés jusqu'à présent devraient permettre, selon le gouvernement, la poursuite des travaux « au ralenti » jusqu'à la fin de l'année. — (A.F.P.)

— En novembre 1976, la livre valait 1,63 dollar. En janvier 1978, elle était à 1,71 dollar, puis à 1,71 le 17 février, à 1,85 en décembre. Elle est maintenant à 1,94 dollar (+ 13,5 % en un an).

recommandant une « injection » de 4 milliards de livres dans l'économie, alors que M. Healey n'envisage pas d'aller au-delà d'un maximum de 2 milliards.

HENRI PIERRE

## LA DETTE EXTERIEURE

DU PORTUGAL  
REPRÉSENTE PRÈS DE 28 %  
DU PRODUIT NATIONAL

Le gouvernement portugais cherche à maintenir l'actuelle politique de dépréciation progressive de la livre, en tenant compte des différences de taux d'inflation au Portugal et chez nos principaux partenaires commerciaux aussi bien que de l'évolution dans le temps de la situation des réserves d'or et de devises. Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu. Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu.

Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu.

Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu.

Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu.

Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu.

Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu.

Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu.

Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu.

Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu.

Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accélérera moins rapidement que prévu.

Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'acheter britannique dans la mesure du possible.

Malgré tout, les meilleurs officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant

## SOCIAL

## La grève à la Sécurité sociale est surtout suivie à Paris, à Lyon et à Toulouse

A l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., P.O. et C.F.T.C., une grève de trois jours — du 15 au 17 février inclus — est partiellement et inégalement observée dans les caisses de sécurité sociale pour appuyer les revendications des techniciens (50 000 sur 160 000 employés). L'ordre de grève concerne les seuls techniciens qui déclarent une qualification et une rémunération supérieures, bien que la C.F.D.T. seule ait appelé tous les employés à cesser le travail.

Selon l'Union nationale des caisses de sécurité sociale (U.C.A.N.S.S.), organisme paritaire chargé de la gestion du personnel, 15 % seulement des employés étaient en grève, mercredi 15 février, mais les taux des grévistes étaient très élevés, variant de 0 à 3 %, dans l'Est et la Normandie jusqu'à 30 % à Paris et

80 % à Lyon et à Toulouse. Pour ces dernières régions, la C.G.T. parle d'un « mouvement de grande ampleur » avec des taux de participation de 80 % à 100 %.

## Séquestration d'un président F.O.

Ce conflit a éclaté à la cause d'allocations familiales de la réforme pensionnée où depuis deux semaines les techniciens occupent le centre informatique. Des incidents se sont produits mardi dernier : des cadres ainsi que le président, M. Jean Brisson (P.O.) et le vice-président, M. Maurice Paris (C.N.P.F.), ont été bloqués, cinq heures, dans leur bureau. Le C.N.P.F., dans un communiqué, dénonce cette « séquestration » et ces « procédés intolérables ».

## Une nouvelle dénonciation par la C.G.T. des milices patronales

Dans la nuit du 5 juin 1977, à Reims, un commando attaque des ouvriers en grève aux Verrières mécaniques championnes. M. Pierre Maître, un syndicaliste de la C.G.T., est mortellement blessé d'un coup de carabine. Son meurtrier, Leconte, appartenait à la C.F.T. C'est autour de ce thème que dans le livre « L'assassin était chez Citroën », enquête présentée mardi 14 février à la presse par son auteur, M. Marcel Caille, secrétaire de la C.G.T.

Après les *Truands* du patron et Henri Rollin, militent chez Simca-Chrysler, veici donc, tout aussi explosif et bâillé de noms, d'accusations précises, le troisième volet de cette trilogie qui entend dénoncer les milices patronales « en révolte », a déclaré M. Marcel Caille, « les véritables raisons et les principales responsabilités de l'essor de la violence et de la mise en cause de la liberté en France ».

M. Caille n'y va pas par quatre chemins. Selon lui, Citroën est une des pièces maîtresses d'un « dispositif national » qui organise cette violence et qui est constitué « d'une véritable armée clandestine forte de plusieurs centaines de miliciens organisés en groupes d'intervention à partir de chacun des établissements de la firme automobile ». Les liaisons sont assurées « par des communications radio à longue distance entre les différents établissements : une surveillance est ainsi exercée sur les travailleurs, les syndicats et les partis de gauche dans les régions où se trouve Citroën ».

Que devient la C.F.T.-C.S.L. dans tout cela ? C'est elle qui souffre tout à la fois de la couverture de camouflage et de moyen à la mise en place d'une telle « armée clandestine ». Selon M. Caille, « les crimes et les méfaits dont ces hommes se sont rendus coupables » sont tels que

\* L'assassin était chez Citroën. M. Marcel Caille, éditions sociales, 288 pages, 36 F.

## AGRICULTURE

## LA CRISE ALIMENTAIRE EST PLUS GRAVE QUE PRÉVU AU SAHEL

déclare le directeur général de la FAO

Rome. — M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), vient de révéler que la crise alimentaire au Sahel est plus grave que des estimations antérieures le démontrent à penser.

Le directeur général a confirmé que la Haute-Volta, le Mali et le Tchad devraient être ajoutés à la liste des pays gravement touchés par la sécheresse de l'été dernier qui continue jusqu'à présent le Mauritanie, le Sénégal, le Cap-Vert et la Gambie.

« Selon les dernières estimations, a-t-il dit, une aide alimentaire de quelque 430 000 tonnes est désormais jugée comme le minimum nécessaire pour les pays sahariens. En outre, il est recommandé qu'au moins 124 000 tonnes soient en place avant la prochaine saison des pluies, afin de pouvoir faire face à des situations d'urgence qui vont vraisemblablement se présenter dans des régions éloignées. »

Jusqu'à présent, a relevé M. Saouma, quelque 335 000 tonnes de vivres ont été promises.

## AFFAIRES

En 1977

## Le groupe Rhône-Poulenc a obtenu de meilleurs résultats

Malgré un environnement défavorable et de multiples difficultés, le groupe Rhône-Poulenc est parvenu en 1977 à dégager des résultats moins mauvais que ceux de l'année précédente.

D'après les premières estimations fournies par son vice-président-délégué général, M. Jean Gandois, le 15 février, son chiffre d'affaires consolidé sera de 21,6 milliards de francs en 1977, marquant ainsi une croissance de 10,5 % par rapport à l'an précédent. Ce taux de croissance a été atteint avec des résultats meilleurs que ceux de 1976, malgré une baisse de 4 % en volume, alors que la plupart des grands secteurs allemands ont enregistré une croissance à peine plus élevée.

Fait plus remarquable : 1977 pourra être marqué par un retour à l'équilibre des comptes. Selon M. Gandois, en effet, le résultat consolidé, avant déduction des impôts évalués à une centaine de millions de francs, devrait se situer entre 100 et 130 millions de francs (contre une perte de 364 millions en 1976).

Le dauphin du président Gillet ne pouvait pas pour autant se faire dépasser et il a obtenu en grande partie grâce aux plus-values réalisées sur la cession réalisée l'an passé par la vente de la participation dans l'IVES-Laboratoires (290 millions de francs environ).

En outre, deux points nous subsistent : les textiles et les polymères. Ces divisions très déficitaires, surtout la première (700 millions de francs environ), les résultats sont améliorés mais manifeste puisque le résultat net de l'exploitation avant impôts et taxes est de 1 050 à 1 200 millions de francs, cette amélioration étant largement imputable aux économies d'énergie et aux gains

## LES MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES APPLICABLES PAR LA FRANCE SONT PORTÉS À 21,5 %

(De notre correspondant)

Bruxelles (Communautés européennes). — Les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) appliqués par la France dans les échanges agricoles seront relevés, à compter de lundi prochain 20 février, de 17 à 21,5 % afin de tenir compte de la récente dépréciation du franc.

Veillant une semaine, la Commission européenne, qui déchute du franc sur le marché des changes était « peut-être de nature spéculative et par conséquent provisoire », avait décidé de « geler » les montants compensatoires. La Commission, après avoir constaté que la situation des négociations menées au sein du GATT, résume les perspectives de concurrence internationale de l'industrie française et européenne dans le secteur automobile.

Il propose un certain nombre d'actions communes (en matière notamment de réglementation technique de politique économique et de recherche) visant à renforcer la coopération entre les constructeurs européens pour lutter contre cette concurrence.

Les dirigeants des groupes automobiles ont également souhaité que les clauses de sauvegarde admises par le GATT deviennent sélectives.

## BRITISH LEYLAND VA FERMER UNE DE SES USINES

La direction de British Leyland, premier constructeur automobile britannique nationalisé, a annoncé la fermeture prochaine de son usine de Speke, près de Liverpool, et la suppression de trois mille emplois. L'usine qui construisait les modèles TR-7, est paralysée depuis seize semaines par une grève.

De son côté, M. Pierre Méhalgi, ministre de l'agriculture, a indiqué que la commission nationale de compensation due aux dirigeants paysans, que 735 millions de francs seraient finalement dégagés pour indemniser les agriculteurs du Sud-Ouest sinistrés en raison des inondations de l'été passé. La moitié de ces indemnités aurait été versée, et le solde parviendrait d'ici à la fin du mois, selon le ministre.

Le comité de Guéret, qui rassemble les organisations syndicales et agricoles de dix-huit départements du Centre et du Centre-Ouest de la France, a décidé d'organiser deux grands rassemblements, l'un à Domrémy, dans la banlieue de Montbéliard, le 20 février, l'autre à Angoulême, le 24 février.

Le président du comité, M. Roland Viel, a déclaré que « ces deux meetings doivent constituer une véritable mise en garde contre le gouvernement et sa politique actuelle ». Il s'est ensuite livré à une critique sévère de la politique d'aménagement rural, développée à l'occasion du quinzième anniversaire de la DATAR, et il a proposé une politique rurale pour sauver les campagnes du dépeuplement.

## TRANSPORTS

## • Transports routiers : mauvaise volonté britannique. — La

Commission européenne envisage des poursuites contre la Grande-Bretagne et l'Irlande, si elles n'introduisent pas de tachygraphes sur leurs camions. Les ministres des transports des Neuf avaient décidé, en 1974, l'instauration d'un appareil de contrôle (tachygraph) pour mesurer les heures de travail des conducteurs de camions, dans le but de limiter le temps de travail.

La Commission a décidé d'accorder un délai de deux mois au Royaume-Uni avant de la faire éventuellement devant la Cour de justice européenne de Luxembourg.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées (11) du groupe de la Compagnie générale d'électricité s'est élevé en 1977, après élimination des ventes étrangères à 16 300 millions de francs hors taxes (20 821 millions de francs T.T.C.), en augmentation de 13,5 % par rapport au montant comparé

en millions de francs

|                                    | 1976   | 1977   | Variété |
|------------------------------------|--------|--------|---------|
|                                    |        | en %   |         |
| Entreprise électrique              | 2 493  | 2 777  | + 11    |
| Entreprise et Ingénierie           | 3 386  | 4 138  | + 23    |
| Télécommunications et Electronique | 4 359  | 5 058  | + 15    |
| Autres                             | 1 045  | 1 100  | + 5     |
| Accumulateurs et piles             | 1 685  | 1 825  | + 8     |
| Matières                           | 613    | 772    | + 26    |
| Grand public                       | 1 354  | 1 551  | + 14    |
| Autres activités                   |        | 1 427  | + 1     |
| Total                              | 15 909 | 18 300 | + 15,1  |

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale, et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

(1) Société dont le groupe contrôle 50 % ou moins du capital

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (23 454 millions de francs).

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (Société Générale et les sociétés à 100 % de la C.G.E. : C.G.E. (ex-Honeywell Bell et leurs filiales) s'est élevé à 14 374 millions de

PARIS  
15 FÉVRIER

LES MARCHÉS FINANCIERS

Encore bien orienté

Les valeurs françaises sont restées bien orientées ce mercredi à la Bourse de Paris. L'indicateur qui enregistre une nouvelle progression de 0,8 % enclenche.

Un seul comportement n'est resté à l'écart du mouvement de hausse, qui a surtout favorisé les petites, le matériel électrique et, d'une façon plus générale, toutes les valeurs dites nationalisées, désemballeuses et d'origine française, ont continué de peser sur le cours de Michelin.

Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par Pétroliers B.P., Pétroliette-Aubry et Poddin (+ 9 %), qui sont les plus fortes perdues (- 2,5 %).

Les violentes critiques faites par le parti communiste et la majorité sur le chiffrage du programme socialiste ont contribué à détruire l'atmosphère au parlement ce mardi. A tort ou à raison, les investisseurs français estiment que ce chiffrage n'a pas de nature à favoriser une véritable défaite de l'opposition aux élections. La nouvelle attaque portée dans la matinée contre le franc, a cependant tempéré la satisfaction des opérateurs, et les investisseurs institutionnels ont dû procéder ici et là, à des discrètes interventions de soutien.

Aux valeurs étrangères, les américaines ont à nouveau l'échi, en l'absence de baisse du dollar et celle de Wall Street, tandis que les mines d'or se sont généralement redressées.

Sur le marché de l'or, il a ajouté 11,7 F (200 F) ses prévisions et sa position est inchangée à 299,0 F contre 289,0 F. Le volume des transactions a un peu diminué à 6,52 millions de francs contre 11,07 millions de francs.

CEDIS. — Bénéfice net pour 1977 : 10,15 millions de francs contre 23,15 millions de francs. Dividende global : 30 F contre 32,50 F.

LONDRES

NEW-YORK

Nouveau repli

Les tendances sont revenues très rapidement au niveau de Wall Street, malgré les dernières déclarations de l'administration sur la croissance d'un durcissement de la crise des investissements. Cela a été suivi, après l'annonce d'une majoration du dividende d'A.T.T., pour replonger dès que le fléchissement de 3,2 % a été dévoilé. Cela a été au juste connu. Finalement, l'indice des industriels s'est stabilisé à 781,69 points, mais il a été dépassé par le plus bas depuis trois ans. Sur 1 806 valeurs traitées, 834 se sont repliées, 479 ont monté et 484 n'ont pas bougé.

L'activité est demeurée assez modérée : 20,17 millions de titres ont été échangés contre 20,47 millions la veille.

Le marché a été véritablement soumis au régime de la douche économique, mais il a été épargné par la crise de nature à réveiller le moral des opérateurs, toujours inquiets de l'avenir économique du pays.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) ... 162 182

1 dollar (en yen) ... 248,37 249 ..

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

A.T.T. — Relèvement du dividende trimestriel payable le 1<sup>er</sup> avril prochain qui passe de 1,05 à 1,15 francs.

TECHUMBERGER. — Bénéfice net record pour 1977 : 401,40 millions de francs contre 293,10 millions pour le chiffre d'affaires réalisé à 2,2 milliards de francs (10-12 %).

TEBMONSON-BRANDT. — Chiffre d'affaires consolidé hors taxes pour 1977 : 400,60 millions de francs et une structure comparative : 18,72 millions de francs (- 10,7 %).

NOIRE HYDRO. — Pour le premier trimestre, le chiffre d'affaires réalise 1977-1978 est en hausse de 11,5 % et le résultat avant impôts de 21 % et une progression de 21 % de l'indicateur.

SOGETEL. — LOVETTE. — Résultat pour 1977 : 1,07 millions de francs contre 3,72 millions de francs, à ce titre contre 1,07 million.

SCOTTEL. — Bénéfice net pour 1977 : 1,15 millions de francs contre 23,15 millions de francs. Dividende global : 30 F contre 32,50 F.

BOURSE DE PARIS - 15 FÉVRIER - COMPTANT

| VALEURS           | %<br>du<br>dir. nom. | % du<br>coupon | VALEURS                 | Cours<br>précéd. | Dernier<br>cours | VALEURS             | Cours<br>précéd. | Dernier<br>cours | VALEURS           | Cours<br>précéd. | Dernier<br>cours |
|-------------------|----------------------|----------------|-------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| 3%.....           | 34                   | 1 136          | France I.A.R. ....      | 158 50           | 168 50           | Laffitte-Galt. .... | 112 80           | 113              | Immobiliers. .... | 78 50            | 79 28            |
| 5%.....           | 56                   | 1 265          | CAN (Sté) Ceb. ....     | 522 824          | 524              | Immobiliers. ....   | 188              | 188              | Immobiliers. .... | 84 19            | 84 24            |
| 5 à 12% 1980-1985 | 148                  | 1 266          | Protectrice A.I.A. .... | 198              | 187              | Imex-Essonne. ....  | 120              | 120              | Imex-M. ....      | 77 28            | 78 28            |
| 8% et 10% 45-64   | 68                   | 1 036          | 5%.....                 | 326              | 326              | Industrie. ....     | 20 19            | 20 19            | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 11/4 à 14% 45-53  | 142                  | 1 240          | Imex-Zinc Corp. ....    | 344              | 346              | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 12%.....          | 114                  | 1 250          | Victoire. ....          | 495              | 495              | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 13%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 25 87            | 25 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 14%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 15%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 16%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 17%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 18%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 19%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 20%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 21%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 22%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 23%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 24%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 25%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 26%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 27%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 28%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 29%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 30%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 31%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 32%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 33%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 34%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 35%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 36%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 37%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 38%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 39%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 40%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 41%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 42%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 43%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 44%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 45%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 46%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 47%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 48%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 49%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            | Industrie. ....     | 145              | 145              | Industrie. ....   | 82 80            | 82 87            |
| 50%.....          | 114                  | 1 250          | W.M. ....               | 27 87            | 27 87            |                     |                  |                  |                   |                  |                  |

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2. IDEES

— FEMMES : « Ne pas se tromper d'adversaire », par Maurice T. Maschino ; « Revue des revues », par Yves Flourenne.

### 3. ETRANGER

— La guerre de l'Ogden. — La Mauritanie prise en piège (II), par D. Junqua.

### 4. EUROPE

— CYPRUS : les propositions d'Ankara tendent à assurer l'indépendance économique de l'Etat fédéré turc. —

### 5. ASIE

### 6. AMERIQUES

### 7. DIPLOMATIE

— La conférence de Belgrade.

### 7 à 10. POLITIQUE

LA PREPARATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES :

— La candidature de Mme d'Horcourt à Neuilly.

— EN ILE-DE-FRANCE (II). — SEINE-SAINT-DENIS : le P.C. souverain.

### 12. SOCIETE

— Les sociétés contre Mme Giscard. — « L'obème », par Casemayor.

### LE MONDE DES LIVRES

PAGES 13 A 20

LE FEUILLETON de Bertrand Polet-Delpech : « Sabatier le ravi ». — HISTOIRE : l'odyssée de Jacques Baumer. — LETTRES ETRANGERES : Vasiliouk et la diaspora grecque. — POLEMIQUE : Jean-Marie Boissard, l'arabe. — PHILOSOPHIE : Vladimir Jankélévitch, professeur de découverte. — ESSAI : L'éros selon Scherer et Hocquenghem.

### 21. EDUCATION

— L'idée à l'enseignement privé et le scrupule du 12 mars.

### 22 à 25. ARTS ET SPECTACLES

— MUSÉES : pour l'archéologie industrielle.

### 30. REGIONS

ENVIRONNEMENT : les décisions du comité interministériel.

### 31-32. ECONOMIE

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25) : Annonces classées (26) ; Aujourd'hui (29) ; Bulletin d'enseignement (29) ; Carnet (20) ; e Journal officiel (29) ; Lettres nationales et Loto (29) ; Médecologie (29) ; Mots croisés (29) ; Bourse (33).

● Attaques en Corse. — Deux attentats à l'explosif ont été commis, pendant la nuit du mercredi 15 au jeudi 16 février, à Ajaccio. Ils ont causé des dégâts peu importants. Le premier, vers 1 h. 30, était dirigé contre les locaux de la C.P.D.T. situés dans l'ensemble immobilier les Jardins de l'empereur. Le second visait les bureaux de la société de construction S.C.G.T.M. qui a pour président, M. Toussaint Luciani, candidat du M.R.G. dans la circonscription de Sartène.

du 1<sup>er</sup> au 18 février  
offre spéciale  
d'avant-saison  
**NICOLL**  
COSTUME SUR MESURES  
formule 990 F  
avec gilet 1150 F  
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN  
29, RUE TRONCHET/PARIS 8<sup>e</sup>

## LE PROJET DE LIVRAISON D'AVIONS AMÉRICAINS A DES PAYS ARABES

### Jérusalem et Washington s'appliquent à minimiser leur différend

Après l'appel lancé mercredi 15 février devant la Knesset par le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, au président Carter pour lui demander de revenir sur sa décision de vendre des avions effectifs à l'Egypte et à l'Arabie Saoudite pour augmenter le danger de la confrontation et inclure l'Arabie Saoudite dans les pays de la confrontation contre Israël, M. Begin a ajouté : « Ce n'est pas la première fois que les relations entre Israël et les Etats-Unis traversent une crise. Toutes celles que nous connaissons dans la passe ont été surmontées, et celles que nous connaissons aujourd'hui le seront aussi. Israël ne peut en aucun cas accepter le principe que les Etats-Unis livrent des avions effectifs à des pays arabes. Celles-ci encourageront ces pays à faire la guerre à Israël. Nous au contraire ne menacerons pas.

M. Begin a annoncé que le ministre de la défense israélien, M. Ezer Weizman, se rendrait à Washington le 5 mars, « notamment pour prendre connaissance des délais de livraison des appareils » (l'indésigné à Israël).

● A Moscou, le numéro deux du régime libyen a été reçu mercredi par M. Brejnev. L'entretien, selon l'agence Tass, s'est déroulé dans un « climat cordial et amical ». L'agence a condamné une fois de plus dans son communiqué les « négociations séparées des dirigeants égyptiens avec Israël ». M. Jalloud aurait informé M. Brejnev des décisions prises à la conférence des membres de la Front de la résistance, à Alger.

● A Damas, la radio syrienne a commenté, mercredi, le projet de vente d'avions américains à l'Egypte, assurant que la décision du président Carter visait à redresser le moral, en chute libre, du régime égyptien à la suite de l'échec de l'initiative du président Sadat de transer l'Egypte dans les bras des partisans américains. — (A.P., A.F., Reuter, U.P.I.)

● L'ambassade des Etats-Unis dément les informations selon lesquelles l'émir de Dubaï en désaccord avec l'émir d'Abou Dhabi, aurait mis ses troupes en état d'alerte à la suite de la nomination du nouveau chef de la défense fédérale (des dernières éditions du *Monde* du 5-6 février). L'ambassade nous précise que les décisions prises récemment en vue de renforcer la fédération n'ont suscité aucune tension dans le pays.

● Le colonel Kadhafi appelle la population de la Réunion à créer un « mouvement de libération ». Dans un discours prononcé le 13 février, à Tripoli, devant le comité de décolonisation de l'Organisation de l'unité africaine, et diffusé par l'agence libyenne Jana, le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, appelle la population de l'île de la Réunion à se soulever contre le colonialisme. « Il a dénoncé la présence coloniale et raciste qu'il fait combattre par les armes au Zimbabwe, en Afrique du Sud et à l'île de la Réunion »,

Le colonel a couronné la conclusion de son discours au département de l'océan Indien, sans jamais cependant éter nommément la France. « Quant à nos frères de la Réunion, il a affirmé, nous les appelons à l'armée, nous pour prends exemple sur les autres mouvements de libération instants en Afrique contre le colonialisme. Nous ne reprochons rien à nos frères révolutionnaires, qui sont victimes d'une situation politique et sociale infligée par le colonialisme, mais nous les appelons à s'affranchir et à former un mouvement d'libération qui serait à même de combattre le colonialisme, en leur promettant toute notre aide. » Ce jeudi 16 février, M. Giscard d'Estaing reçoit les lettres de créance de son nouvel ambassadeur libyen, M. Abou Gargoum.

### Chez photo plait le neuf est soldé jusqu'à 40 % du 1<sup>er</sup> au 28 février

Faites des affaires sur des appareils photo, caméras, projecteurs, matériel de laboratoire, de démonstration ou de vitrine... neufs et garantis, livrés en emballage d'origine.

Stock central : photo plait

35-37-39, rue La Fayette (Paris 9<sup>e</sup>) et dans les magasins photo plait de Bayonne, Belfort, Caen-Mondeville, La Celle-Saint-Cloud, Dunkerque, Grand-Cuevilly, Marseille, Montluçon, Nîmes, Reims, Rouen, Sochaux, Vichy, Villiers-le-Bâcle et Paris 17<sup>e</sup>.

A B C D E F G

Investissement immobilier  
**CICA** 227.04.30  
45, rue de Courcelles - 75008 Paris

A B C D E F G

## Au Tchad

### Le Frolintat annonce la prise d'une localité

Le Front de libération du Tchad a annoncé, mercredi 15 février à Paris, la prise la veille par ses combattants de Fada, localité située à 900 kilomètres au nord-est de NDjamena. Le bilan a provisoirement à la bataille sera de quarante-sept tués et de cinq cents prisonniers du côté des forces régulières tchadiennes, et de dix tués et treize blessés dans les rangs des guérilleros.

Selon le Frolintat, la ville de Faya-Largeau, capitale du BEI (Borkou-Ennedi-Tibesti), est en effet dans des mains militaires.

Le porte-parole a ajouté : « Ce n'est pas la première fois que les relations entre Israël et les Etats-Unis traversent une crise. Toutes celles que nous connaissons dans la passe ont été surmontées, et celles que nous connaissons aujourd'hui le seront aussi. Israël ne peut en aucun cas accepter le principe que les Etats-Unis livrent des avions effectifs aux pays arabes. Celles-ci encourageront ces pays à faire la guerre à Israël. Nous au contraire ne menacerons pas.

M. Begin a annoncé que le ministre de la défense israélien, M. Ezer Weizman, se rendrait à Washington le 5 mars, « notamment pour prendre connaissance des délais de livraison des appareils » (l'indésigné à Israël).

● A Moscou, le numéro deux du régime libyen a été reçu mercredi par M. Brejnev. L'entretien, selon l'agence Tass, s'est déroulé dans un « climat cordial et amical ». L'agence a condamné une fois de plus dans son communiqué les « négociations séparées des dirigeants égyptiens avec Israël ». M. Jalloud aurait informé M. Brejnev des décisions prises à la conférence des membres du Front de la résistance, à Alger.

● A Damas, la radio syrienne a commenté, mercredi, le projet de vente d'avions américains à l'Egypte, assurant que la décision du président Carter visait à redresser le moral, en chute libre, du régime égyptien à la suite de l'échec de l'initiative du président Sadat de transer l'Egypte dans les bras des partisans américains. — (A.P., A.F., Reuter, U.P.I.)

● L'Ethiopie devra mener une guerre difficile et meurtrière pour chasser les encapuchonnés qui sont dans la région de la frontière entre le Tchad et l'Algérie. Le 18 janvier, viennent de recevoir une lettre de la ville d'Aléch, datée du 21 janvier. Elle leur est parvenue par le canal de l'ambassade de France à Lagos, au Nigeria (nos dernières éditions du 16 février). Ce message ne fait aucun allusion à un quelconque ultimatum. Selon les représentants du Front de Paris, le jeune Franc, le et un rassurant suisse, M. André Kummerling, auraient été capturés en territoire nigérien par une bande de brigands et seraient relégués en otages à Malifrit, au Nigeria.

● A Damas, la radio syrienne a permis de constater que le peuple éthiopien a la volonté et la force de défendre sa souveraineté et l'intégrité territoriale de sa patrie ». — (Reuter)

## Le dollar recommence à s'affaiblir

Après un répit de quelques semaines, le dollar a recommencé à s'affaiblir sur les marchés des changes. Son mouvement de passe amorce mardi 14 février au lendemain de l'échec de la mission de M. Blumenthal secrète au Tchad, américain qui rejetait une relâche de l'économie ouest-allemande. C'est alors sous l'impact de quelques nouvelles supplémentaires : prolongation de la

grève des mineurs de charbon aux Etats-Unis et forte baisse des ventes de détail en janvier outre-Atlantique.

A New-York, la Réserve fédérale n'est guère intervenue mercredi après-midi 15 février pour freiner la baisse ; du sortir que la Francfort le cours du dollar est retombé au-dessous de 1,08 DM. En Paris, il est resté stable jeudi 16 février, aux alentours de 4,84 F, ce qui correspond à un nouvel effritement du franc par rapport aux monnaies fortes. Le cours du deutschemark, poursuivant sa lente montée, s'inscrivait à environ 2,32 F, tandis que celui du franc suisse établissait un nouveau record à 2,5350 F. A Londres, on a enregistré une nouvelle progression du prix de l'once d'or, qui atteint 178,25 dollars, retrouve son niveau de mars 1976.

A New-York, M. Witteveen, directeur général du Fonds monétaire international, a déclaré : « La situation de la communauté de la confédération de l'Allemagne fédérale et le Japon de compenser la valorisation de leur monnaie par l'adoption de programmes économiques plus incitatifs ». Il a stigmatisé la douce insouciance des Etats-Unis vis-à-vis de l'aggravation de leur déficit commercial.

● En Belgique

### LES TROIS MEURTRES DE SEUR GODFRIDA

(De notre correspondant)

Bruxelles. — Pour ne plus être dérangé pendant la nuit par les Veillards qu'elle soutient, l'infirmière en chef de la clinique catholique de Watermaal (partie de Gand) a supprimé au moins trois de ses patients en leur injectant des doses massives d'insuline : saur Godfrida, quarante-quatre ans, a évité trois meurtres commis pendant le premier semestre de 1977, mais sept autres décès surviennent dans la clinique demeurent inexplicables, lequel a donné l'ordre de procéder à plusieurs exhumations.

Sœur Godfrida (Mme Cécile Bombeek) avait été opérée, il y a quatre ans, d'une tumeur au cœur, et depuis, elle était devenue morphomane et on l'avait relevée de ses fonctions de préceptrice au moins depuis 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait été relevée de ses fonctions en 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce, disaient-elles, elle était obssédée sexuelle. Mme Godfrida avait